

CAHIERS DU CRISES

Collection «étude de cas d'entreprises d'économie sociale»

ES0207

**Développement local et économie
populaire en Amérique latine :
l'expérience de Villa el Salvador**

par Louis Favreau et Lucie Fréchette

Avec la collaboration de :

Manon Boulianne et Solange Van Kemenade

Publication conjointe :

Centre de recherche sur les innovations sociales dans les
innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises
et les syndicats (Crises) et la Chaire de recherche du Canada
en développement des collectivités (CRDC)

octobre 2002

Note sur les auteurs :

Louis Favreau, sociologue et travailleur social, est professeur au Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Il est aussi titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et membre du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS) à l'UQO. Il est chercheur au CRISES ainsi que rédacteur en chef de la revue *Économie et Solidarités* (CIRIEC-Canada).

Lucie Fréchette détient un doctorat en psychologie, est professeure au Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais, coordonne le Groupe d'Étude et de recherche en intervention sociale (GERIS) et est membre de la CRDC.

Manon Boulianne est professeur d'anthropologie à l'Université Laval et responsable de l'axe *conditions de vie* au CRISES. Elle est membre associé de la CRDC.

Solange van Kemenade est anthropologue et détient un doctorat en sociologie. Elle est chercheure associée à la CRDC, et chargée de cours à l'Université du Québec en Outaouais. Elle est aussi secrétaire de rédaction de la Revue *Économie et Solidarités*.

REMERCIEMENTS

Que soient d'abord remerciées ici les personnes et les organisations au Pérou qui ont rendu possible cette recherche. Nous pensons tout particulièrement au Groupe d'économie solidaire du Pérou (Humberto Ortiz, Ismael Munoz et Alfonso Cotera) de même qu'à la municipalité de Villa el Salvador et à Miguel Azcueta, ex-maire de cette municipalité, à l'ONG liméenne DESCO et à PONG canadienne SUCO.

Que soient aussi remerciées toutes les personnes qui de près ou de loin nous ont fourni des informations pour mieux comprendre l'itinéraire de Villa el Salvador et son expérience de plus de 30 ans.

Nous tenons également à souligner l'apport d'un organisme-partenaire qui a permis la production de ce rapport par l'aide financière qu'il nous a accordée : le programme STEP du Bureau international du Travail.

Table des matières

Introduction.....	1
1. ITINÉRAIRE D'UN BIDONVILLE PÉRUVIEN, VILLA el SALVADOR (1971-2001).....	2
1.1 Le Pérou contemporain : économie, migration et urbanisation.....	2
1.1.1 <i>La migration massive des campagnes vers les villes.....</i>	<i>2</i>
1.1.2 <i>L'urbanisation sans industrialisation.....</i>	<i>3</i>
1.2 Le Pérou contemporain : politique et société.....	4
1.2.1 <i>Le gouvernement militaire du général Velasco.....</i>	<i>4</i>
1.2.2 <i>Guérilla et terrorisme.....</i>	<i>4</i>
1.3 Villa el Salvador : l'émergence d'une communauté en développement.....	5
1.3.1 <i>L'aménagement du territoire à Villa el Salvador.....</i>	<i>7</i>
1.3.2 <i>Trente ans d'organisation communautaire à Villa el Salvador.....</i>	<i>8</i>
1.3.3 <i>Une première administration municipale.....</i>	<i>9</i>
2. DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR :.....	10
2.1 L'organisation socio-spatiale de Villa el Salvador.....	10
2.1.1 <i>Les différents usages du sol.....</i>	<i>10</i>
2.1.2 <i>Les phases et les filières d'urbanisation résidentielle.....</i>	<i>11</i>
2.1.3 <i>L'autre acteur de la scène urbaine de VES : le gouvernement central.....</i>	<i>12</i>
2.1.4 <i>L'urbanisation de Villa el Salvador dans les années 1990 : le quartier Oasis.....</i>	<i>13</i>
2.2 L'organisation socio-politique de VES	16
2.2.1 <i>La municipalité à l'ère de la concertation : déconcentration et décentralisation.....</i>	<i>7 7</i>
2.2.2 <i>L'élaboration d'un nouveau plan de développement intégral.....</i>	<i>18</i>
2.2.3 <i>La zone des plages : un projet de développement axé sur le partenariat public-privé</i>20	
2.2.4 <i>La Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador (CUA VES) à ses débuts....</i>	<i>20</i>
2.2.5 <i>La CUAVESaujour d'hui.....</i>	<i>22</i>
2.3 Les mouvements sociaux locaux à Villa el Salvador.....	24
2.3.1 <i>Une association gestionnaire d'une entreprise de distribution d'eau potable.....</i>	<i>24</i>
2.3.2 <i>Le mouvement local des femmes.....</i>	<i>25</i>
2.3.3 <i>Les organisations déjeunes à Villa el Salvador.....</i>	<i>33</i>

2.3.4	<i>Droits de l'enfance et lutte contre la violence faite aux enfants.....</i>	37
2.3.5	<i>Los Quipus : éducation populaire, commerce solidaire et insertion des jeunes.....</i>	37
2.4	Offre globale de services collectifs (privés, publics, d'économie sociale) à Villa el Salvador.....	39
2.4.1	<i>Logement.....</i>	40
2.4.2	<i>Santé.....</i>	40
2.4.3	<i>Éducation.....</i>	40
2.4.4	<i>Services publics urbains.....</i>	41
2.5	La coopération internationale à Villa el Salvador.....	41
	<i>Les ONG locales dans le développement local à Villa el Salvador.....</i>	42
3.	DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR :	45
3.1	La zone agricole : un espace productif menacé.....	45
3.2	Le Parc industriel.....	49
3.2.1	<i>Historique.....</i>	49
3.2.2	<i>Les associations d'entrepreneurs, d'artisans et de commerçants de VES.....</i>	53
4.	LE DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR (1971-2001) :.....	55
4.1	Le développement local à VES : la participation citoyenne.....	55
4.2	Le développement local à VES : le premier développement.....	57
4.3	Développement local à VES : le système local de production.....	59
4.4	Le développement local à VES : un « local » de concertation	60
4.5	Le développement local à Villa el Salvador : la gestion des tensions.....	62
5.	ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES POPULAIRES ET DÉVELOPPEMENT.....	65
5.1	La notion de « développement » : de la décolonisation à la mondialisation néolibérale, itinéraire d'un débat sur la notion de développement.....	65
5.2	Les modèles nationaux de développement.....	66
5.2.1	<i>Le modèle libéral de développement pour le Sud.....</i>	66
5.2.2	<i>Le modèle « dépendantiste » de développement des pays du Sud.....</i>	67
5.3	Le renouvellement de la notion de développement aujourd'hui.....	69
5.3.1	<i>Ceux qui ont ouvert la voie : les économistes hétérodoxes des années 70-80.....</i>	69
5.3.2	<i>Les nouveaux hétérodoxes et le développement.....</i>	72
5.3.3	<i>Les organisations économiques populaires au Sud et le développement.....</i>	73
5.4	Premier développement, économie de rez-de-chaussée et gouvernements locaux.....	75

<i>Premier développement, second développement et économie sociale.....</i>	<i>76</i>
6. LES PARAMÈTRES D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE RENOUVELÉE À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE LATINO-AMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT LOCAL [^]	
6.1 Un espace d'innovation libéré par la crise.....	78
6.2 Miser sur les mouvements sociaux locaux dans le développement des bidonvilles.....	80
6.3 <i>Miser sur un aménagement décentralisé du territoire et sur de nouvelles formes de gouvernance locale.....</i>	<i>81</i>
6.3.1 <i>Les groupes résidentiels et les places communes.....</i>	<i>81</i>
6.3.2 <i>Les budgets participatifs.....</i>	<i>81</i>
6.4 <i>Le système local de production à Villa el Salvador.....</i>	<i>82</i>
6.5 <i>Miser sur les réseaux internationaux de solidarité et de développement.....</i>	<i>84</i>
6.6 <i>Miser sur les ONG du Nord et du Sud et sur la solidarité internationale.....</i>	<i>87</i>
6.7 <i>Miser sur des partenariats Nord-Sud et sur les nouveaux acteurs de la coopération au développement.....</i>	<i>91</i>
Conclusion.....	9
Principales références bibliographiques.....	94
Quelques sites en économie sociale et en développement local.....	101
ANNEXE I :LES ENTREPRENEURS DU PARC INDUSTRIEL : DE L'INFORMALITÉ À LA CROISSANCE.....	1
ANNEXE II MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	118

Introduction

Dans les sociétés du Sud, l'ampleur du processus d'exclusion en cours fait que les mouvements sociaux vivent une période de mutation profonde. Dans nombre de ces pays, les années 70 avaient vu la montée d'un solide mouvement urbain-populaire, ouvrier et paysan, les trois souvent unis autour d'un projet socialiste commun. La conjoncture des années 80 a plutôt provoqué une fragmentation de ces mouvements. La décennie 90 a par contre introduit de nouveaux acteurs sociaux, notamment les femmes et les jeunes, nouveaux acteurs qui se sont employés à formuler au sein de communautés locales des stratégies concrètes de survie, voire de développement. Cette décennie a aussi vu émerger de nouvelles démarches, de type partenariat, entre les mouvements sociaux locaux, les ONG, les municipalités et, de plus en plus, l'entrepreneuriat local privé et collectif.

Cette conjoncture des années 90 a mis en évidence les luttes sociales pour la démocratie, luttes qui avaient, dans la décennie précédente, favorisé l'essoufflement et le recul d'un certain nombre de régimes autoritaires et de dictatures militaires. Elle a également fait apparaître un militantisme économique et le déploiement d'un important réseau d'initiatives d'économie solidaire.

Dans de nombreux pays du Sud, les mouvements associatifs locaux dans les bidonvilles tendent en effet à prendre le devant de la scène sociale et politique. Ils sont également de plus en plus actifs sur le terrain économique. D'où les notions *d'économie populaire* et *d'économie solidaire* liées à celle de *développement communautaire*. Parmi l'ensemble des initiatives, une expérience significative mais relativement peu connue illustre cette nouvelle dynamique : *Villa el Salvador*, au Pérou, un bidonville de 350 000 habitants en banlieue de Lima, aujourd'hui devenue une ville dans laquelle la mobilisation sociale des résidents-es, l'économie solidaire et le développement local ont constitué des éléments déterminants dans la lutte contre la pauvreté¹.

¹ Quelques ouvrages font référence, sur le mode du journalisme d'enquête, à cette expérience (Solon, 1998 ; Rodrigo, 1990 ; Durning, 1989). Pour notre part, nous en avons tenté une première analyse au début des années 90 (Favreau et Fréchette, 1993).

1. ITINÉRAIRE D'UN BIDONVILLE PERUVIEN, VILLA et SALVADOR (1971-2001)

1.1 Le Pérou contemporain : économie, migration et urbanisation

Blotti entre l'océan Pacifique, le Chili, l'Equateur, le Brésil et la Bolivie, le Pérou est un pays andin dont la majorité indienne et métisse représente près de 85% d'une population de 25 millions d'habitants. La démocratie y est fragile et le contexte structurel du pays est celui d'un pays qui n'a cessé de s'appauvrir et d'être déchiré par le terrorisme et la répression jusqu'au milieu des années 90 (1980-1995). L'économie informelle y prédomine.

1.1.1 La migration massive des campagnes vers les villes

Comme la plupart des pays d'Amérique latine, le Pérou a connu une forte migration des habitants des campagnes vers les villes, mouvement migratoire particulièrement important au cours des années 60 (Lloyd, 1980). L'exemple le plus évident est peut-être le village de Chimbote (à 400 km au nord-ouest de Lima) qui comptait deux mille habitants dans les années 60 pour dépasser les 200 000 trente ans plus tard. De son côté, Lima, la capitale nationale, est passée dans les années 40 d'un demi-million d'habitants à près de huit millions à la fin des années 90.

Ce mouvement migratoire a renversé en quelques décennies le modèle traditionnel d'occupation du territoire péruvien. 72% de la population vit maintenant dans les villes. Ce mouvement a aussi inversé l'équilibre entre la capitale et le reste du pays. Elle compte aujourd'hui pour près du tiers de sa population. Les bidonvilles (*barriadas*)² s'y sont développés à un rythme accéléré.

En règle générale, dans les bidonvilles, aucun équipement n'est prévu à l'avance. La population arrive d'abord, puis peu à peu, par la pression démographique et sociale, s'y greffent des services publics urbains (eau, égout, électricité, rues et transport en commun). Encore aujourd'hui, le service public est rare dans ce pays. Par exemple, les services d'eau potable et d'égouts ne desservent que 60% de la population du pays. À Lima, 25% de la population n'a pas d'installation d'eau à domicile et 65% souffre de restrictions dans l'approvisionnement en eau. Ce début de millénaire commence au Pérou avec une capitale immense mais peu productive et une campagne dépeuplée et très en retard sur le plan du développement agroalimentaire. De plus, les villes ne disposant pas des

² Les *barriadas* désignent une forme précaire de construction, d'équipement et d'aménagement de quartiers populaires, en quelque sorte une forme d'urbanisation de la pauvreté.

ressources nécessaires pour donner du travail à leur population, le problème de l'emploi en milieu urbain est venu supplanter la question du développement en milieu rural.

1.1.2 L'urbanisation sans industrialisation

En Europe et en Amérique du Nord, l'urbanisation a été concomitante à l'industrialisation. Ce n'est pas le cas en Amérique latine, ni au Pérou. Les sociétés s'y sont urbanisées sans s'industrialiser. C'est l'inflation urbaine du Tiers-Monde (Bairoch, 1997). En outre, les migrants ont rarement trouvé un emploi dans le secteur moderne de l'économie, secteur trop rachitique. C'est ainsi que l'on retrouve une population urbaine flottante : plus de 70% de celle-ci est sans emploi ou vit d'un travail précaire dans le cadre d'une économie informelle³.

La cause profonde de ce mal réside dans la rareté et la fuite des capitaux. Avec les années 60, l'État s'est proposé de prendre la relève d'un investissement privé déficient. Il s'est engagé dans une forme de capitalisme d'État pour suppléer à une bourgeoisie incapable d'assumer ses tâches. Avec les années 70, les entreprises publiques en arrivent même à générer le tiers du produit intérieur brut (PIB) et 15% de l'emploi de la population active. Mais le contraste aujourd'hui entre cette économie publique et l'ensemble de l'économie est d'autant plus prononcé que la majorité de la population active vit de petits boulots et d'activités de survie. Sans compter l'affaissement radical de cette économie dans les années 90 suite aux exigences d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale.

Ce qui signifie qu'à la différence de l'Argentine et du Chili par exemple, le prolétariat moderne, celui de la grande entreprise manufacturière et de la grande entreprise publique, n'a eu que peu de poids dans les milieux populaires péruviens. Dans Lima, les travailleurs s'adonnent sporadiquement à une quelconque microproduction et ne bénéficient pour la très grande majorité d'entre eux d'aucun revenu fixe. Les figures sociales emblématiques de cette économie sont les vendeurs ambulants et les artisans plutôt que l'ouvrier syndiqué des mines et de l'industrie.

³ D'entrée de jeu, il convient ici de ne pas confondre l'économie informelle avec l'économie sociale et solidaire. L'économie informelle est un dispositif de survie, non un dispositif de développement. En Amérique latine, l'économie informelle est prédominante, occupant de 50 à 70 % de la population urbaine dans la plupart des pays (Lautier, 1994).

1.2 Le Pérou contemporain : politique et société.

1.2.1 Le gouvernement militaire du général Velasco

L'Amérique latine a parfois connu des régimes militaires progressistes. Ce fut le cas au Pérou sous le régime de Velasco Alvarado et de son successeur (de 1968 à 1980). Avant ce gouvernement militaire, la société péruvienne était oligarchique. La classe dirigeante était formée de propriétaires fonciers de la Côte qui en constituaient la fraction moderne (les exportateurs de sucre et de coton), de propriétaires fonciers de la Sierra qui en constituaient la fraction traditionnelle et de financiers (les grandes banques privées) liés aux multinationales. Les classes moyennes n'existaient pratiquement pas et la majorité indienne était, à toutes fins pratiques, réduite à l'état de servage sur les terres de la sierra.

Les militaires progressistes de 1968 ont complètement changé la donne en instaurant une véritable réforme agraire et en nationalisant les mines. Les grands propriétaires se sont alors vus évincés du pouvoir et le régime oligarchique s'est effondré. Ces militaires ont aussi contribué au développement d'un capitalisme d'État, à la recherche d'une voie entre le capitalisme et le communisme. Le modèle yougoslave, favorisant l'autogestion et les coopératives, a pour un temps pu représenter une alternative. Sans minimiser le caractère autoritaire de ce régime, on peut lui reconnaître d'avoir été réformiste et d'avoir ainsi favorisé certaines formes d'autogestion, le développement de coopératives et la constitution du *Sistema nacional de apoyo a la movilizaciôn social* (SFNAMOS). Il a aussi lancé une réforme urbaine, laquelle a donné son premier élan à Villa el Salvador.

1.2.2 Guérilla et terrorisme

À la fin des années 70, le Pérou a aussi assisté à la montée en puissance du terrorisme : d'abord le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), puis la guérilla maoïste du Sentier Lumineux, la plus connue et la plus forte des deux. Ce dernier groupe prétendait ouvrir un chemin dans l'histoire à la pointe des fusils. Ses militants ont systématiquement utilisé la violence pour résoudre tous les problèmes politiques qui se présentaient. Au début des années 90, le Sentier lumineux a étendu ses activités dans les centres urbains, particulièrement à Lima et notamment à Villa el Salvador. Non seulement a-t-il recouru largement à la menace armée mais ce groupe est également responsable, à cette époque pas si lointaine, de l'assassinat de nombreux dirigeants populaires, dont l'ex-mairesse adjointe de Villa el Salvador, également présidente de la Fédération des femmes de ce bidonville.

Simultanément, le niveau des opérations militaires du gouvernement a alors progressivement augmenté et de grandes zones du pays ont été placées sous contrôle des forces armées. Pendant une quinzaine d'années (1980-1995), une grande partie de la population s'est ainsi trouvée coincée, presque prisonnière de ces deux machines de guerre, toutes deux déterminées à imposer leur force brute sur le terrain militaire.

Au début de la décennie 90, moment de l'arrivée du président Fujimori, le Pérou tout entier se retrouve avec une situation économique et politique magistralement dégradée : 1) perte de 50% du pouvoir d'achat moyen de sa population (en 1989, le taux d'inflation a même été de 2 700%) ; 2) rupture pendant plusieurs années des liens avec les organisations financières internationales (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international)⁴ ; 3) épidémie de choléra dévastatrice ; 4) intensification du trafic de la drogue dans le triangle Bolivie - Pérou - Colombie (culture, production, commercialisation au noir) ; 5) présence quotidienne du terrorisme. Bref, dans la période 1980-1995, plusieurs conditions générales du pays sont loin de concourir à la stimulation du développement local dans les «*barriadas*». La description de ce contexte socio-économique et socio-politique instable ne donne que plus de valeur à l'expérience de Villa el Salvador, considérée comme partie prenante des « sentiers de l'audace »⁵.

1.3 Villa el Salvador : l'émergence d'une communauté en développement

Le travail d'organisation communautaire au Pérou comme en bien d'autres pays d'Amérique latine s'articule autour d'un processus qui permet à des communautés locales de commencer à répondre à des besoins de base en matière de logement, de santé, d'éducation, d'alimentation et d'emploi. S'organiser dans la communauté doit d'abord être envisagé en termes de survie. Assez souvent cette organisation s'inscrit dans une dynamique plus socio-politique, ce à quoi contribuent fortement les organisations de femmes et les ONG engagées dans les communautés locales (Favreau et Fréchette, 1997). Les ONG et les expériences de développement autogérées du Pérou, comme celle de Villa el Salvador, participent de cette dynamique de l'organisation communautaire latino-américaine et se retrouvent au sein de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler au Sud « l'économie populaire et

⁴ En 1991, le nouveau gouvernement de Fujimori va freiner l'inflation au prix d'une très forte contraction du marché intérieur et va réouvrir le dialogue avec les institutions financières internationales.

⁵ Au Pérou, on associe le terrorisme au groupe dit du « Sentier lumineux » ; par référence, on associe l'« Autre Sentier » à l'économie informelle (De Soto, 1984) et les « Sentiers de l'audace » aux organisations populaires et communautaires au cœur du développement des bidonvilles comme celui de VES (Rodrigo, 1990).

solidaire » (Ortiz, 1994 ; Razeto, 1990 ; Déclaration de LIMA, 1997 ⁶) et au Nord « la nouvelle économie sociale » (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999).

La forte migration vers Lima, ouverte dans les années 60, a provoqué la rareté de logements et les prises illégales de terrain, lesquelles ont alors entraîné quasi inévitablement la répression. Mais, en arrivant au pouvoir en 1968, le gouvernement du général Velasco promet de solutionner le problème autrement en planifiant de créer une ville pour les plus pauvres, une ville modèle qui serait indépendante et différente de Lima proprement dit. De même, pour que les gens ne soient pas obligés de se rendre quotidiennement à Lima pour travailler, le gouvernement planifie une réserve de terrains pour développer un parc industriel et, en marge de la zone résidentielle, une réserve destinée à l'agriculture et l'élevage.

Villa el Salvador naît en 1970 à la faveur de cette conjoncture : 600 familles qui deviendront très rapidement des milliers de familles (soit 100 000 personnes dès la fin de 1973). Un gouvernement réformiste sensible à la question des bidonvilles entre en action au moment où ces 600 familles occupent un coin de désert à 30 kilomètres du centre-ville de Lima.

À Villa el Salvador, les prises de terrain ne se réduiront pas à une simple occupation des lieux. Au point de départ, avec le concours de militants chrétiens, de militants de mouvements politiques de gauche et de professionnels d'ONG liméennes, VES se dote d'une forme particulière d'organisation sociale de son espace en faisant du groupe résidentiel l'unité de base de l'organisation de son territoire. Le groupe résidentiel comprend en moyenne 384 familles, soit entre 2 000 et 2 500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun : l'école maternelle, le centre de santé, le local communal, le terrain de jeu. VES planifie son développement en créant en quelques années cent vingt places communes.

Le développement des groupes résidentiels a commencé dès l'arrivée des premiers groupes de familles sur des terrains où n'existaient aucun service : ni eau, ni électricité, ni voies de circulation. Avec la collaboration des ONG, en fait avec leur apport en services légaux et leur expertise d'installation de services, les nouveaux occupants se sont rapidement regroupés pour obtenir de la municipalité de Lima qu'elle leur fournisse des services. Soulignons ici qu'à Villa el Salvador, ce

⁶ Voir à ce propos la Déclaration de Lima dans Lachapelle et Favreau 1997. Voir aussi le site internet issu de cette rencontre : <http://www.alter.org.pe/psf/>

sont les femmes qui ont assumé la plus grande partie de l'animation des réseaux de voisinage, lesquels se sont peu à peu structurés en groupes résidentiels.

En outre, dans ce processus, les militants chrétiens ont joué un rôle important en matière de formation de leaders. Le clergé local a organisé des communautés de base dans les groupes résidentiels en s'inspirant de la théologie de la libération⁷. Formés dans ces groupes durant quatre ou cinq ans, les jeunes de la deuxième génération, nés à Villa el Salvador, deviendront par la suite des animateurs de la communauté (poste de radio communautaire locale, etc.).

1.3.1 L'aménagement du territoire à Villa el Salvador

Villa el Salvador innove surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine (Zapata, 1996). En effet, les villes héritées de la colonisation espagnole sont construites autour de la *plaza de armas*, une place d'armes centrale bordée par le palais du gouverneur, l'église, le palais de justice et la prison. Cette place possède une grande valeur symbolique puisque autour d'elle se construisent les édifices qui symbolisent le pouvoir de l'État et de l'Église. Dans le cas de Villa el Salvador, au contraire, la place commune conçue de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale est un concept favorisant la décentralisation. Ces 120 places forment plutôt un ensemble d'espaces démocratiques favorisant la structuration de la société civile : à Villa el Salvador, la place commune participe d'une conception décentralisée du pouvoir puisque chaque place se substitue à la Place d'armes en tant que centre d'un milieu de vie. Sur le plan démocratique, Villa el Salvador s'est ainsi donnée un immense avantage en se dotant de ce type de schéma d'aménagement du territoire.

Cette caractéristique de Villa el Salvador est déterminante. Elle la distingue des autres bidonvilles : l'occupation de l'espace est venue correspondre au modèle d'organisation sociale d'une population paysanne et indienne disposant d'une culture (mode de vie) fondée sur l'entraide.

⁷ Prenant acte du déblocage pastoral initié par le Concile Vatican II (1962-1965) et de l'évolution historique de l'Amérique latine, la théologie de la libération, pendant toute la décennie 70-80, est au cœur de la réflexion et de l'engagement des communautés de base dans les milieux populaires des bidonvilles. Ces communautés de base rejoignent dans leur pratique la stratégie pastorale adoptée en 1968 par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) réuni à Medellin (Colombie), confirmée par la suite à Puebla en 1979.

1.3.2 Trente ans d'organisation communautaire à Villa el Salvador

La vieille loi du voisinage en milieu rural, concrétisée à VES par le groupe résidentiel, est à la base de cette organisation sociale. Cinq délégués sont élus annuellement dans chaque groupe résidentiel pour prendre en charge la santé, la condition des femmes, les sports, l'éducation et la culture (jeunes) et l'activité économique (production et commercialisation). La population de VES a ainsi acquis, après près de 30 ans, une large expérience dans la gestion de ses propres projets et dans le contrôle de son développement.

Ce modèle est profondément ancré dans la tradition communautaire indienne. Avant même l'empire Inca, la loi de réciprocité réglait les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique dans les collectivités indiennes. Par exemple, l'ensemble de la communauté collaborait à la construction de la maison de chaque famille et, réciproquement, chaque famille participait aux travaux communautaires durant toute l'année. Cette tradition s'est perpétuée à Villa el Salvador par des corvées collectives : les citoyens exécutent les travaux décidés par les responsables politiques et, en retour, l'État leur fournit outils et nourriture. Cette tradition repose tout à la fois sur la propriété privée d'un lot et sur un travail fait en commun.

Cette culture n'aurait probablement pas survécu à l'industrialisation et à la prolétarianisation de la main-d'œuvre qui accompagne l'industrialisation. Au Pérou, elle a plutôt trouvé un terrain propice dans l'économie informelle. Il faut voir là un premier facteur de réussite de VES comme modèle de développement et de démocratie. Cette conjugaison d'un modèle d'occupation de l'espace et d'une culture traditionnelle de caractère communautaire a fait défaut dans la plupart des autres bidonvilles constitués, de surcroît, sans planification lors des invasions de terrains⁸.

Aujourd'hui, plus de 3 000 associations (de quartier et sectorielles) s'activent à VES dans le cadre d'une organisation de voisinage très structurée qui a su prendre le contrôle de sa croissance dès ses débuts, en mettant à profit l'apport de plusieurs ONG liméennes et de la coopération internationale.

⁸ Des exceptions cependant : à l'instigation de la municipalité de Lima, alors contrôlée par la Gauche unie, deux autres bidonvilles fondés dans les années 80, Canto Grande et Huelca, ont cependant été planifiés selon un modèle semblable à celui de Villa el Salvador (avec des places plus petites, cependant, soit 200 familles au lieu de 384 par groupe résidentiel).

1.3.3 Une première administration municipale

En 1983-1984, Villa el Salvador se détache de la municipalité de Lima et peut élire son propre maire. Cette nouvelle structure politique introduit alors une première institution de caractère public fondée sur la citoyenneté et la démocratie représentative. L'organisation de la ville se modifie alors en conséquence : le pouvoir est partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Le nouveau fonctionnement est le suivant : comme avant, chaque pâté de maisons, soit 24 familles, continue d'élire son délégué qui participe à l'assemblée générale du groupe résidentiel (chaque groupe résidentiel est formé d'une quinzaine de pâtés de maisons). Des délégués nommés par chacun des 120 groupes résidentiels forment la *Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador* (CUAVES) (Tovar, 1992). Une fois mise en place en tant qu'administration, la municipalité et ses élus ont reconnu la CUAVES. Les deux parties, la municipalité et la CUAVES, ont alors passé un accord pour confier le pouvoir à une commission mixte à laquelle participent les élus municipaux, des fonctionnaires et des délégués de la CUAVES chargés de traiter de toutes les questions qui les concernent avec la municipalité (*Comunidad*, 1990)⁹.

Nous examinerons dans un premier temps l'organisation socio-spatiale et socio-politique de VES ; dans un second temps, la participation des mouvements sociaux locaux et l'organisation économique du bidonville. Puis, dans un troisième temps, nous tenterons d'identifier les principales conditions de développement de VES et le type de développement local pratiqué. Finalement, nous tenterons de mettre en perspective cette expérience en relation avec la question du développement des sociétés du Sud (passage du développement à l'échelle locale au développement à l'échelle nationale et internationale). Enfin, nous terminerons par une série de propositions de coopération internationale renouvelée que nous suggère l'expérience de Villa el Salvador.

⁹ Depuis la reconnaissance de VES en tant que municipalité, la majorité des élections à la mairie ont été remportées par la gauche (à l'exception d'un épisode assez court en 1993-1995). Pour l'analyse des problèmes liés à la transition de communauté autogérée à municipalité, voir plus loin dans notre rapport et Zapata(1996).

2. DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR L'ORGANISATION TERRITORIALE

2.1 L'organisation socio-spatiale de Villa el Salvador 2.1.1

Les différents usages du sol

Villa el Salvador (VES), dès sa création en 1971, fait l'objet d'une planification qui prévoit une zone résidentielle, une zone agricole et d'élevage ainsi qu'un parc industriel. À cette époque, 2 375 hectares sont assignées à VES¹⁰. Lors de la municipalisation, en 1983, ce sont 3 377 hectares qui sont assignées au district (Zeballos, 1991). On parle actuellement d'une superficie totale de 35,46 km carrés (Valladolid, 1999 : 24).

Tableau 1

**Usages du sol à Villa el Salvador au moment de sa création (1971)
et lors de la municipalisation (1983)(Superficies en hectares)**

ZONIFICATION	1971	1983
Résidentielle	1725	1899
Agricole	150	650
Industrielle	380	274
Terrains vagues	120	338
Zone archéologique	0	36
Plages	0	180
TOTAL	2375	3377

Source : *Eduardo Zeballos (1991)*

¹⁰ Dans le projet initial, la zone industrielle avait 380 hectares, lesquels ont été réduits à 179 hectares entre 1983 et 1989, notamment suite au lotissement de 174 hectares appartenant au parc industriel par TENACE (*Empresa Nacional de Edificaciones*), qui dépendait directement du gouvernement central. Elle a aussi perdu du terrain suite à des invasions réalisées à des fins résidentielles. En bordure de l'autoroute panaméricaine sud, on trouve une seconde zone industrielle, qui occupe approximativement 75 hectares (Zeballos, 1991 : 241). La zone résidentielle passe quant à elle de 1725 hectares dans le projet initial à 1899 hectares.

2.1.2 Les phases et les filières d'urbanisation résidentielle

Une caractéristique centrale de Villa el Salvador est que les nouveaux lots à bâtir sont octroyés gratuitement aux demandeurs lorsqu'ils peuvent faire la preuve qu'ils n'ont pas de propriété ailleurs. L'ensemble des zones réservées à un usage résidentiel ayant été loties et des titres de propriété assignés, les terrains sont aujourd'hui intégrés au marché foncier. Les places centrales des groupes résidentiels demeurent toujours cependant de propriété collective.

Lors de l'occupation initiale, les trois premiers secteurs de VES ont été urbanisés selon le schéma modulaire. Entre mai 1971 et janvier 1972, l'occupation a été massive, 17 300 ayant été tracés, puis occupés par 70 000 personnes. Entre 1972 et 1973, se sont ajoutés 3 000 lots dans les secteurs 3 et 6, puis 4 300 lots supplémentaires jusqu'en 1981. Dans ces secteurs, et pour reprendre les termes de Zeballos (1991), c'est l'organisation populaire qui a constitué l'acteur central de l'urbanisation.

Tableau 2

Peuplement des différentes zones d'urbanisation résidentielle (1971-1999)

Secteur	Période d'occupation	Type de tracé urbain	Taille des lots	Principaux promoteurs
I,II,III,VI	1971 à 1981	Groupes avec place centrale	140 m ²	CUAVES
V	1981 à 1989		200-240 m ²	Coopératives
IV (Pachacamac)	1983 à 1989	Haute densité	100 m ²	État
VII-VIII-IX	1989 à 1999	Mixte	140 m ²	Invasions et municipalité

Source: Zeballos, 1991 et entrevues réalisées à Villa el Salvador en novembre 1999

À partir de 1981, se sont constituées des associations de type coopératif qui ont occupé des terrains situés au nord du parc zonal no. 26, principalement à l'ouest de l'avenue Sevilla, qui sépare cette zone du secteur 1, bien qu'une des coopératives fasse partie du secteur 1. Dans ce cas, 750 lots urbains, plus grands que le lot type (entre 200 et 240 mètres carrés) ont été dessinés selon un tracé différent du schéma modulaire. La superficie totale occupée représente 65 hectares soit 1,5% du total de l'extension territoriale de VES. Ce type d'urbanisation prend fin en 1989. Sur le plan institutionnel, les coopératives et associations sont intégrées à la CUAVES.

Entre 1981 et 1984 ont également lieu des invasions réalisées par de jeunes couples de résidents de Villa el Salvador désireux de s'établir sur leur propre lot et indépendamment de leurs parents. Une seconde génération de résidents et résidentes cherchent à se loger sur un terrain qui leur appartient. La résidence patrilocale ou matrilocale n'est pas la norme pour les fils et les filles des premiers occupants. On crée alors les extensions, les « *ampliaciones* », des secteurs 1, 2 et 3 (Zapata, 1996 : 152).

2.1.3 L'autre acteur de la scène urbaine de VES : le gouvernement central

Entre 1983 et 1989, TENACE (*Empresa Nacional de Edificaciones*) trace, sur une superficie totale de 342 hectares, dont une partie se situe dans la zone destinée au parc industriel et une autre dans la zone prévue pour l'expansion résidentielle, 17 000 lots, plus petits cette fois que ceux du schéma modulaire (100 mètres carrés). Cela représente 33% des lots tracés en 1989 (Zeballos, 1991 : 240). Dans cette zone, les rues sont plus étroites et les espaces destinés aux équipements collectifs également réduits. Cette zone constitue le secteur 4. L'habitat y a été construit en quatre étapes par FONAVI (*Fonda Nacional de Vivienda*). Il s'agit d'habitations d'intérêt social destinées aux travailleurs cotisants. Comme cela arrive à l'occasion avec ce genre de projet, plusieurs de ces constructions n'ont pas été occupées immédiatement.

En 1988, la CUAVES organise une invasion des terrains en construction, ce qui met bientôt fin au lotissement de cette zone par le gouvernement. C'est dans un quartier de ce secteur, qui correspond à la quatrième phase de construction, que l'on trouve « les cubains », groupe de familles au phénotype afro, différent de celui de la population métissée de Villa el Salvador. Les familles d'origine cubaine qui y habitent sont des réfugiés qui avaient rejoint la Floride et qui, après s'être réfugiés à l'ambassade du Pérou à Miami, ont été déportés, puis parqués dans une réserve écologique, jusqu'à ce qu'ils soient accueillis à Villa el Salvador, malgré le fait qu'ils aient déserté le socialisme¹¹

À partir de 1989, il n'y a plus de lots disponibles dans les zones d'urbanisation prévues dans le plan d'urbanisme de 1983. On doit réajuster le tir car une forte demande existe encore. Le secteur 7 se constitue graduellement. Une partie de ce secteur respecte le tracé modulaire et est occupée selon un processus planifié, suite à la création de listes de demandeurs qui s'adressent à la municipalité pour obtenir un lot. L'autre partie est issue d'invasions. Celle-ci n'est pas organisée selon le schéma

¹¹ Entretien avec Genaro Soto, le 18 novembre 1999.

modulaire. Ces invasions ont mis en scène des habitants de VES désireux d'acquérir un lot à leur nom, mais surtout des gens provenant de la province et qui fuyaient la violence perpétrée par Sentier Lumineux et par l'armée. Sans respecter le schéma modulaire et suite à une première phase pendant laquelle les dirigeants qui avaient organisé les invasions s'étaient imposés, ces quartiers se sont cependant dotés d'une structure de représentation politique démocratique qui imite à peu de choses près l'organisation des groupes résidentiels appartenant à la CUAVES.

À la fin de 1999, il y a neuf secteurs résidentiels à Villa el Salvador. Les quartiers les plus récents sont aussi les plus pauvres de Villa el Salvador. C'est le cas du quartier Oasis, situé dans le secteur 7.

2.1.4 L'urbanisation de Villa el Salvador dans les années 1990 : le quartier Oasis

Le quartier Oasis est situé sur la colline qui sépare Villa el Salvador de la plage. Il tire son origine d'invasions d'un parc municipal par environ 500 personnes en 1993. Ces invasions ont été orchestrées sous l'égide de dirigeants spécialisés dans l'occupation illégale de terrains. Le maire de l'époque, Jorge Vasquez Torres, ferme les yeux (Solon, 1998 : 122). Les «professionnels» de l'invasion tirent profit de besoins sociaux non comblés par l'offre publique ou privée de terrains à bâtir et de logements accessibles aux populations à faible revenu. En décembre 1993, César Soplin, qui vient de prendre la relève de Vasquez Torres comme maire de Villa el Salvador, fait déplacer les squatters à l'emplacement actuel d'Oasis, sur une portion des terrains qui étaient réservées à la construction de la future université. On leur permet d'occuper ces terrains mais la situation des résidents demeure précaire.

Après le retour d'Azcuenta à la mairie en 1996, des démarches sont entreprises auprès de l'agence étatique chargée de la régularisation des concessions de terres pour effectuer un changement d'usage du sol et permettre aux habitants d'Oasis d'obtenir des titres de propriété en bonne et due forme, ce qui est fait au début de 1999.

La population actuelle du quartier est d'environ 20 000 habitants. Il s'agit surtout de couples qui ont de jeunes enfants. La plupart ont immigré de Huancavelica, d'Ica et, surtout, d'Ayacucho. Étant donné le manque d'espace disponible, Oasis n'est pas construit sur le modèle modulaire caractéristique des premiers secteurs de Villa el Salvador, mais on tente de l'imiter dans la mesure du possible. Le quartier compte quatre groupes résidentiels, de taille inégale. Le groupe deux est formé de 31 pâtés de maison comptant chacun 24 lots. Le pâté de maison est donc de même taille que ceux qui font partie du tracé modulaire.

Comme les tout premiers habitants de Villa el Salvador, les familles du quartier Oasis se sont installées avec leurs *esteras* là où il n'y avait que du sable. Bien que leur quartier ait été doté d'électricité beaucoup plus rapidement que ceux des familles fondatrices¹², l'eau courante n'y est toujours pas disponible. On s'approvisionne lors des livraisons hebdomadaires par camions citernes. Des ressources provenant de la coopération internationale (Union Européenne) ont récemment permis l'installation de canalisations d'eau principales et secondaires. Pour les égouts, on compte sur l'appui de l'ambassade du Royaume-Uni. C'est ce qu'ont fait les résidents d'autres quartiers récents de Villa el Salvador.

La municipalité assure l'enlèvement des ordures ménagères une fois par semaine. La tarification est de 2,5 *soles* par mois. Un agent municipal collecte ce montant à domicile. Le quartier est desservi en transport par une flotte de microbus à raison de 1 *sol* par personne pour se rendre à Lima. On atteint Miraflores, quartier du centre-ville de Lima, en trente minutes si on prend un trajet direct, en quarante-cinq minutes si on doit faire des arrêts.

Comme leurs prédécesseurs, les habitants d'Oasis ont construit des réservoirs à eau devant leurs demeures en joncs. Ces maisons en joncs demeurent encore majoritaires d'ailleurs, peu de résidents ayant pu bâtir en « dur ». Comme leurs prédécesseurs, les habitants d'Oasis ont aussi rapidement mis sur pied des écoles de fortune pour leurs enfants. Dans le groupe résidentiel numéro deux, les voisins ont collaboré en fournissant une *estera* par pâté de maison. Comme leurs prédécesseurs, ils ont construit des locaux communautaires et ont fait des démarches pour avoir accès à des services de santé dans leur quartier. Comme leurs prédécesseurs, ils organisent tour à tour des *polladas* (fêtes populaires) pour financer des améliorations à leur habitat et organisent des collectes pour aider les familles victimes de maladie ou qui subissent des décès, le tout sur le mode de la réciprocité.

On trouve deux cuisines collectives dans le quartier et des comités de verre de lait dans tous les groupes résidentiels, à raison d'un comité par groupe de quatre pâtés de maison. Un terrain est destiné à la construction d'une future bibliothèque communale. Les habitants d'Oasis confèrent une grande importance à l'éducation des enfants et souhaitent qu'ils aient la possibilité de faire des études supérieures. Comme les fondateurs de Villa el Salvador, l'éducation est pour eux fondamentale. C'est sur elle que l'on fonde les espoirs d'ascension sociale (Zapata, 1996 :177).

¹² À la faveur de la privatisation d'Electro-Lima, remplacée par Luz del Sur, qui a procédé rapidement à l'électrification des quartiers marginaux afin d'élargir sa clientèle.

L'organisation sociale des habitants d'Oasis, en plus de compter sur les organisations de base féminines, repose sur une structure semblable à celle que l'on retrouve actuellement au niveau des différents secteurs de la CUAVES. La direction est composée d'un secrétaire général, d'un sous-secrétaire et de secrétaires responsables respectivement de l'éducation, du développement urbain (règle les litiges sur les lots, gère les pâtés de maison, se charge des ouvrages d'infrastructure, etc.), de la surveillance (*vigilancia*, qui s'assure que tout le monde fait sa part et informe des personnes qui se portent mal), de la santé (détection des problèmes de santé, demandes d'aide communautaire pour les personnes malades, coordination des activités qui ont trait à la santé, etc.), de « la femme » (mauvais traitements de la part des conjoints, médiation entre voisins et parents et enfants, en lien avec la DEMUNA, etc.), du sport (organisation des championnats de sport). Les postes de secrétaire à la santé et à la femme sont occupés par des femmes, comme c'est la règle générale.

Une structure identique existe pour chaque pâté de maison. Les postes de direction du pâté de maison sont rotatifs : les responsables changent tous les trois mois, de façon à ce que tous les résidents soient appelés à occuper une tâche. Quant à la direction du groupe résidentiel, elle est élue pour un mandat de deux ans. Lorsque le comité électoral convoque une élection, différents groupes élaborent un programme et font campagne. Les dirigeants élus sont ensuite appointés par la municipalité.

Suite à l'obtention des titres de propriété, le niveau de mobilisation a diminué à Oasis. C'est d'ailleurs un phénomène qui se répète constamment dans les nouveaux quartiers. Se voir reconnaître des droits sur le sol est fortement lié au rapport de forces que crée le nombre, car tout commence avec une occupation massive qui démontre l'existence d'un besoin partagé par ce grand nombre. Pour les dirigeants, maintenir la participation des *vecinos* (voisins) afin de continuer à améliorer les conditions de vie dans le quartier représente un défi quotidien, d'autant plus que beaucoup sont occupés à assurer la survie quotidienne de leur famille.

La plupart des hommes d'Oasis ont des activités rémunératrices précaires : ils sont gardiens de nuit, hommes à tout faire, ouvriers journaliers, vendeurs ambulants dans les rues de Lima. Certains pratiquent la pêche collective en mer en été. Même si plusieurs souhaiteraient se lancer à leur compte, il est difficile d'amasser ou d'emprunter le capital nécessaire. Les possibilités de crédit sont quasi inexistantes. Plusieurs femmes ayant des enfants en bas âge, elles restent à la maison, tandis que d'autres sont employées comme lavandières dans les districts huppés de Lima. La location de *mototaxis* est attrayante pour les jeunes hommes. S'improvisant chauffeurs, il se retrouvent régulièrement impliqués dans des accidents qui ont parfois des dénouements tragiques.

Pour les dirigeants des groupes résidentiels d'Oasis, il est important de créer des emplois à Villa el Salvador et dans leur quartier. Il y a actuellement deux ateliers familiaux de menuiserie dans le groupe deux. On y récupère le bois d'anciens bateaux pour en faire des meubles. Leurs prix sont abordables (20 soles pour une chaise, par exemple)¹³. Certains habitants du quartier sont clients chez eux. Les propriétaires de ces ateliers de menuiserie offrent du travail aux *vecinos* à l'occasion, mais c'est bien peu. Pour le moment, la priorité est de trouver une réponse aux besoins essentiels de la population. Mais ensuite, on veut s'attaquer à la question de l'emploi, en favorisant la création de micro-entreprises familiales. La famille du secrétaire général du groupe deux donne l'exemple : profitant de l'avantage comparatif que leur procure le fait d'être domiciliés à proximité d'un terminus de *microbus*, ils ont installé un kiosque où ils vendent boissons gazeuses, chips et pacotilles. Le soir, devant la maison, ils préparent des aliments style *chifa*.

2.2 L'organisation socio-politique de VES

Suite à des pressions exercées par les dirigeants locaux, le district de Villa el Salvador, créé en 1983-84 dans le cadre de dispositions légales prévues dans la Constitution de 1979 (Zapata, 1996 : 179), devait favoriser la décentralisation du gouvernement central. La municipalisation de VES a signifié un agrandissement de son territoire en termes de superficie ainsi que l'ajout de nouvelles zones d'usages du sol (plages et zone archéologique de Pachacamac). Mais elle a signifié aussi, et peut-être surtout, son intégration aux structures politico-administratives communes à l'ensemble du territoire péruvien. À partir de ce moment, le rôle de la CUAVES, qui fonctionnait sur le modèle de la « démocratie directe », a été remis en cause.

Le premier décret formulé par la municipalité reconnaît la CUAVES comme acteur légitime sur le plan local mais les relations entre la municipalité et la CUAVES seront néanmoins constamment marquées par le conflit. Le plus récent concerne la consultation publique autour du nouveau Plan de développement intégral de 1999. Les dirigeants regroupés au sein d'une commission intersectorielle visant la restructuration de la CUAVES désavouent la façon dont les autorités municipales ont mené cette consultation et l'élaboration même du Plan. Ils sont d'avis que le processus ne pouvait que déboucher sur la reconnaissance de ce Plan par la population puisque la question formulée ne laissait place à aucun autre scénario.

¹³ Les meubles du parc industriel sont également considérés comme abordables et c'est d'abord là que l'on achète. Quant aux vêtements, c'est à *Gamarra* qu'on trouve les meilleurs prix.

À entendre leurs doléances, on comprend que ces dirigeants voudraient avoir plus de poids dans les décisions qui concernent le développement de Villa. Ils ont même envisagé un temps de présenter un plan de développement alternatif. Cependant, même si la CUAVES n'a plus un rôle aussi important étant donné le rôle aujourd'hui exercé par la municipalité sur le plan du développement local, elle continue, comme organisation fondée sur la solidarité de proximité, à être la source et l'inspiration d'initiatives socio-économiques novatrices basées sur le territoire.

La municipalité de Villa el Salvador compte treize conseillers municipaux (*regidores*), dont cinq sont actuellement des femmes, comme le tableau suivant permet de le constater.

Tableau 3
Membres des différentes commissions municipales Villa el Salvador, 1999

Commissions permanentes	Présidence	Vice-présidence	Membres
Développement des entreprises	Donatilda Gamarra*	Guianella Durand€	Noemi Soto Rodrigue/ Aurélia Sayda Condezo D. Herrol E. Amanqui Sanchez
Administration et Finances	José Fayloc Rivas@	Donatilda Gamarra	Alfredo Vivanco Cuzcano Jhon E. Portugal Ramirez Pedro Armengol Cueva Anaya
Services publics	Jaime Zea		Aurélia Sayda Condezo D. Luis Delgado Barbosa Pedro Armengol Cueva Anaya
Développement Humain	Alberto Bazan Punto	Noemi Soto Rod.	Carmen.Cardenas G. Jaime Zea Jhon E. Portugal Ramirez José Fayloc Rivas Herrol E. Amanqui Sanchez
Développement urbain	Alfredo Vivanco Cuzcano		Luis Delgado Barbosa

Source : *Somos Villa el Salvador, vol.1, no.1, mai 1999, p. 11*

*ancienne présidente de la FEPOMUVES

€ était la première adjointe de la FEPOMUVES en 1997, quand D. Solon a fait ses entrevues

@ fondateur de *Juventud en Action*

2.2.1 La municipalité à l'ère de la concertation : déconcentration et décentralisation

À l'instar des gouvernements nationaux, la municipalité de VES a initié depuis la dernière administration de Michel Azcueta (1996-1999) un processus de déconcentration, en créant des agences municipales dans quatre secteurs de la ville. Bien qu'au départ, les agences n'avaient pour

toute attribution que d'offrir des services liés aux aspects tributaires (collecte des impôts fonciers et contributions pour l'enlèvement des ordures ménagères), leur fonction se modifie puisque l'actuel Plan de développement intégral leur octroie un rôle plus actif dans le développement local¹⁴. Elles peuvent, dorénavant, intervenir directement dans de nouveaux champs de compétence, tels que l'organisation et la réalisation de la collecte des ordures ou la prévention de la violence faite aux enfants. Dans chacune de ces agences, une personne assume la direction.

L'exemple de l'agence no. 4, créée en février 1999, illustre ce fonctionnement. L'agence est située dans le secteur 1, sur un terrain qu'elle partage avec la Casa de la Cultura (on y trouve une bibliothèque publique, construite grâce à une somme reçue avec le prix Principe de Asturias, où on offre des ateliers de dessin et de peinture pendant les vacances scolaires, ainsi qu'un auditorium). Cette agence abrite des bureaux de la DEMUNA (Defensoria municipal de niños y adolescentes) et une clinique où de jeunes dentistes récemment diplômés de l'Université de Cayetano¹⁵ offrent des services d'odontologie à prix modique. Quant à l'agence no. 3, qui dessert les secteurs 6, 7, 9, et les *asentamientos humanos* (AAHH), elle a été créée en janvier 1999. Dans son cas, les activités du premier semestre ont consisté principalement en des corvées communautaires de ramassage des déchets et de nettoyage de la voie publique et des zones habitées¹⁶. Les agences décentralisées sont donc partiellement autonomes quant à leurs activités.

L'agence numéro 1, la plus ancienne, a été créée en 1985, au début de l'existence du district de VES. Son rôle était alors d'assurer le péage sur la zone des plages, qui est sous sa responsabilité. L'agence est située dans la zone agricole, dont elle a également la charge.

2.2.2 L'élaboration d'un nouveau plan de développement intégral

En 1971, lors de la fondation de VES, les fonctionnaires du gouvernement Velasco avaient élaboré un plan de développement axé d'abord sur la mise en œuvre d'une infrastructure de services. Il prenait également en compte le développement économique par le biais d'un parc industriel et d'une zone de production agricole et d'élevage, du moins selon le zonage de l'époque. Le premier

¹⁴ Entrevue avec le directeur de l'agence no. 1, M. Alarcón, réalisée le 17 novembre 1999 et article «Agencia municipal de la Urbanización Pachacamac. Experiencia descentralizada», *Somos Villa el Salvador*, vol. 1, no.1, mai 1999, p. 5 (bulletin de la municipalité).

¹⁵ Cette université avait pris part à l'élaboration du Plan Intégré de Santé à la fin des années 1980 et continue d'agir à titre de partenaire privilégié de Villa el Salvador.

¹⁶ Bulletin d'information *Somos Villa el Salvador*, vol. 1, no. 1, mai 1999, p. 5.

Plan de développement intégral de Villa el Salvador a été élaboré en 1983. L'accent est alors mis sur le parc industriel.

En 1999, à l'entrée en fonction du nouveau maire Martin Pûmar, un nouveau Plan sur 10 ans, basé sur les principes administratifs de la planification stratégique, est mis sur pied. Alors que le Plan de 1983 avait été élaboré fondamentalement par des experts rattachés à des ONG qui collaboraient avec VES, cette fois-ci, VES, comme municipalité, a créé des instances spécifiques pour la formulation de son Plan : d'abord, des assemblées publiques, puis des tables de concertation territoriales et sectorielles et enfin, au bout de huit mois, une consultation publique, réalisée à domicile par 2 500 jeunes de 14 à 16 ans, auprès de la population de 16 ans et plus, dans le but de tâter le pouls sur les priorités ressenties. En ordre d'importance les priorités identifiées ont été les suivantes, la première ayant rallié 50% des répondants :

- 1) une ville saine, propre et verte ;
- 2) une communauté éducative ;
- 3) un district productif et générateur de richesses ;
- 4) une communauté leader et solidaire ;
- 5) une communauté démocratique.

Le nouveau Plan repose sur le paradigme de la concertation. En effet, participeront à sa réalisation non seulement la municipalité mais également des ONG (par exemple DESCO), des institutions du secteur public, d'autres du secteur privé ainsi que des organisations populaires.

Des tables de concertation sectorielles, mises sur pied au moment de l'élaboration du Plan, doivent maintenant contribuer à le concrétiser. Au moment de notre séjour, il y en avait cinq en fonction : éducation, petites et micro entreprises, santé et hygiène, jeunes et commerce. À la table de la santé, qui souscrit au mouvement Villes et villages en Santé, on trouve la CUAVES, la FEPOMUVES, des dirigeants de quartier, le ministère de la Santé, la pastorale de la santé et quelques ONG dont Médecins sans Frontières¹⁷.

Le Plan de développement intégral prévoit la réalisation d'un budget participatif¹⁸. En mars 1999, une session plénière s'est déroulée sur la Place de la Solidarité. On y attendait quelque 500 dirigeants de huit secteurs de la municipalité, qui auraient à identifier les travaux à réaliser en priorité dans chacun de ces secteurs, qui devraient recevoir une part à peu près équivalente du

¹⁷ Bulletin d'information *Somos Villa el Salvador*, 1 (1), mai 1999, p. 12

¹⁸ Voir à ce propos l'expérience de Porto Alegre au Brésil dans Genro et de Souza (1998).

budget correspondant aux transferts du gouvernement central, qui représentent 2 millions de *soles* (environ 580 000 dollars). Suivra une consultation par secteur afin d'identifier ce qu'il était possible de faire en l'an 2000¹⁹. Pour cette première expérience, c'est la part du budget correspondant aux sommes transférées du gouvernement central par le biais du Fonds de compensation municipale qui fait l'objet de la consultation. On pense élargir la consultation en 2001 et les années suivantes afin qu'éventuellement l'ensemble du budget soit soumis à une planification participative.

2.2.3 La zone des plages : un projet de développement axé sur le partenariat public-privé

Le littoral qui fait partie du territoire de VES fait environ sept kilomètres. La municipalité désire le développer comme zone récréative (hôtels, discothèques, etc.) et industrielle (industrie légère déjà implantée). À cet effet, dans le Plan de développement intégral, on prévoit la construction d'une jetée de 3 km (Villa Maria), qui unirait les plages de Chorillo et du Callao. Le projet doit être réalisé en partenariat avec des investisseurs privés. La municipalité exige d'être partenaire puisqu'elle fournit le terrain. Afin que l'aménagement profite à la municipalité et aux citoyens de Villa el Salvador, un pourcentage des profits devra ensuite être versé à la municipalité. Ces sommes seront investies ailleurs, pour la réalisation du Plan de développement intégral. L'idée est aussi d'inclure une clause spécifiant que les entreprises doivent embaucher des jeunes de VES, ce qui pourrait être facilité par des réductions d'impôts. Pour les autorités municipales, ce genre de partenariat crée deux gagnants : l'entreprise privée qui peut développer ses activités et la municipalité qui dispose ainsi de revenus supplémentaires²⁰.

2.2.4 La Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador (CUAVES) à ses débuts

La CUAVES a été créée lors d'une convention fondatrice en juillet 1973. Dès la prise du pouvoir par le gouvernement du général Morales Bermudez (1976), la CUAVES est ébranlée, les relations avec l'État central passent de la coopération à la revendication et au conflit ouvert. D'une part, il y a répression des dirigeants, surtout ceux qui occupent des postes de secrétaire au niveau des groupes résidentiels et de la direction générale. D'autre part, une fois les services de base installés, la mobilisation diminue, les assemblées de pâtés de maison sont moins fréquentes. Puis, les luttes de pouvoir au sein de la direction de la CUAVES contribuent à la délégitimer. Le groupe résidentiel

¹⁹ Bulletin électronique *Amigos de Villa*, vol. 3, no. 11, 26 mars 2000.

²⁰ Entrevue avec Michel Azcueta, ex-maire de VES, 17 novembre 1999.

devient alors le noyau central de l'organisation. Selon Zapata (1996), le fait que le groupe résidentiel ait à gérer des équipements collectifs en est la principale explication.

La CUAVES reprend vie en 1983, alors que les partis politiques de gauche conquièrent le contrôle institutionnel de la municipalité (Zapata, 1996 : 150) et en dépit du fait que le candidat à la mairie représentant la CUAVES perde les élections locales²¹. Pendant les premières années de gouvernement municipal, CUAVES et municipalité travaillent de concert. Leur collaboration est institutionnalisée dans le premier décret émis dans le district de Villa el Salvador, qui énonce que toute loi communale sera reconnue par la municipalité, puis dans la création de commissions sectorielles mixtes. À cette époque, la CUAVES conservait son droit de regard pour l'allocation de lots à de nouveaux vecinos et la remise de titres de propriétés (Tovar, 1987 : 130). En effet, en 1984 une commission mixte municipalité - CUAVES avait été créée pour réaliser conjointement la gestion de la zone résidentielle et la gestion de son expansion.

La multiplication des associations (de quartier et/ou sectorielles) à Villa el Salvador et l'incapacité de la CUAVES à les incorporer rapidement contribue, au fil des ans, à éloigner la CUAVES de la municipalité, et vice versa. Ainsi, s'est établie une joute politique pour le contrôle hégémonique de la communauté. La CUAVES n'ayant aucun statut légalement reconnu sur le plan national, alors que la municipalité participe d'une structure institutionnelle généralisée, la première cherche constamment à regagner de la légitimité. Au début des années 1990, le conflit entre la municipalité et la CUAVES avait trait à la gestion des revenus administrés par le conseil municipal. La CUAVES voulait obtenir voix au chapitre sur ces revenus en provenance de transferts du gouvernement central, voulait avoir voix au chapitre sur les revenus générés à l'intérieur de la municipalité (tributs de divers types) et sur les ressources issues de la coopération internationale (Pomar Ampuero, 1997 : 151).

Ces luttes ont été particulièrement acerbes au cours de la seconde moitié des années 1980 et de la première moitié des années 1990, au moment même où le Sentier Lumineux avait infiltré la CUAVES. De plus, de 1990 à 1993, Yoni Rodriguez, représentant le parti fondé par Michel Azcueta, doit réduire les investissements destinés à des travaux publics et à la sécurité alimentaire puisque le gouvernement central, dirigé par Fujimori, coupe dans les transferts sociaux et que le Sentier Lumineux mène une campagne pour délégitimer son administration. L'appui populaire à son gouvernement municipal s'effrite complètement. Après l'assassinat de Maria Elena Moyano,

²¹ Entretien avec Alfonso Cotera, 25 novembre 1999.

présidente de la Fédération des femmes de VES, les organisations sociales de Villa el Salvador sont pratiquement démobilisées. Aux élections de 1993, la gauche unie perd le pouvoir municipal. C'est Jorge Vasquez Torres, du nouveau parti indépendant Obras, qui l'emporte. Sous son administration, ont lieu des invasions qui donnent naissance à de nouveaux quartiers sur des terrains qui étaient destinés à la construction d'équipements collectifs.

À Villa el Salvador, de nouveaux acteurs sont donc entrés en scène au fil des ans : la municipalité et des centaines d'associations. La CUAVES s'est ainsi partiellement éclipsée. Son comité directeur central n'est plus fonctionnel. C'est alors au niveau des secteurs et des groupes résidentiels qu'elle demeurera active.

2.2.5 La CUAVES aujourd'hui

La structure organisationnelle de la CUAVES n'est plus la même que lors de sa création. Dans son ouvrage de 1987, Tovar fait mention de six postes de direction pour chaque pâté de maison (santé, éducation, production, services, commercialisation et surveillance) alors que, cinq ans plus tard, Zeballos signale sept postes (santé, éducation et culture, femme, sports et récréation, production, commercialisation et services et enfin autodéfense, rondes communales et droits humains) dans son texte de 1991. Certains mandats ont donc été regroupés et de nouveaux s'y sont ajoutés. Dans le schéma décrit par Tovar, on retrouve une structure identique au niveau du groupe résidentiel tandis que dans celui de Zeballos, s'ajoute d'une part un secrétaire à la jeunesse, tandis que d'autre part on scinde les tâches liées à l'économique en un secrétariat à la production, développement du parc industriel et de la zone agricole, un secrétariat aux services et au développement urbain et un secrétariat à la commercialisation, à l'approvisionnement et à la défense des consommateurs. La description de Zeballos correspond à celle contenue dans les statuts de la CUAVES en date de juin 1988. Ces statuts font suite à la convention statutaire de mai 1988 lors de laquelle la CUAVES intègre à ses structures les organisations créées au début des années 1980, comme la FEPOMUVES (Zeballos, 1991 : 266).

À l'heure actuelle, on cherche encore à renouveler de l'intérieur cette organisation qui a joué un rôle fondateur dans la constitution de l'identité locale. C'est à cet effet qu'a été instauré en 1997 un Comité de Restructuration auquel prennent part des secrétaires généraux de différents secteurs. Depuis ce temps, des propositions de modification des statuts sont soumises à la discussion. Elles visent à faire à nouveau de la CUAVES une instance de concertation à laquelle toutes les

organisations sociales pourraient prendre part²². Selon Soto²³, l'actuelle structure de la CUAVES, mise sur pied par des militants de gauche, reproduit en quelque sorte les défauts des bureaucraties des pays de l'Est dans lesquelles le secrétaire général a énormément de pouvoir. Dans le contexte actuel, ce type de représentativité basée sur une structure pyramidale n'a plus sa raison d'être. D'où une proposition d'amendement qui permettrait à tous les résidents âgés de 18 ans et plus de participer aux élections des secrétaires au niveau du groupe résidentiel. Ce sont eux qui élisent, à leur tour, le secrétaire général. À l'heure actuelle, un seul vote est accordé par lot²⁴.

De plus, on désire modifier la structure au niveau des groupes résidentiels en abolissant certains postes. Pour plusieurs, les postes de secrétaire à la production et à la commercialisation n'ont plus leur raison d'être. Par contre, on a créé dans certains groupes résidentiels un secrétariat à la sécurité²⁵ pour pallier à l'augmentation de la violence, laquelle serait particulièrement virulente dans les *asentamientos humanos*. Mais même dans les secteurs les plus anciens, le taux de criminalité est élevé. Une résidente du secteur 3 nous a raconté qu'elle s'est fait voler à trois reprises des appareils électriques (téléviseur et radio) offerts par ses fils. Les vols de ce genre sont tellement fréquents que ce n'est qu'à condition de recevoir un « pourboire » que les policiers acceptent de faire enquête. Le secrétaire à la sécurité coordonne des rondes de nuit inspirées des *rondas campesinas* andines. Récemment, des accords ont été passés entre les organisations de *vecinos* et la Police nationale. Le système instauré permet aux groupes de gardiens de nuit d'être en communication directe avec la Police basée à Villa el Salvador²⁶. Enfin, on voudrait institutionnaliser l'existence de secrétaires généraux de secteur, qui existent maintenant dans la pratique mais ne sont pas reconnus dans les statuts actuels²⁷. Le secteur semble être devenu le niveau d'organisation le plus dynamique. Il correspond sans doute à un territoire qui fait sens pour ses habitants en termes de taille et d'identité.

²² Efrain Sanchez, secrétaire général du secteur 3 et président de la commission de restructuration, lors d'une entrevue le 22 novembre 1999.

²³ Entretien avec Genaro Soto, 22 novembre 1999.

²⁴ Là-dessus, mentionnons cependant que les statuts de la CUAVES dont nous disposons ne sont pas clairs.

²⁵ La structure de la CUAVES, suite à la convention statutaire de 1988, prévoit bien un poste de secrétaire à l'autodéfense, aux rondes communales et aux droits humains (Zeballos, 1991 : 267) qui n'était pas dans le schéma antérieur (Tovar, 1987 : 65). Mais selon les dirigeants rencontrés, ces postes sont de récente création. Leur commentaire signifie à notre sens qu'auparavant ils demeuraient vacants, car le même commentaire nous a été fait par les mêmes dirigeants (groupes 19 et 20 du secteur 3) concernant le poste de secrétaire à la femme.

²⁶ Entrevue réalisée auprès des dirigeants des groupes résidentiels 19 et 20 du secteur 3, le 18 novembre 1999.

²⁷ Efrain Sanchez, entrevue du 22 novembre 1999.

Ce n'est pas la première fois que l'on tente de renouveler la CUAVES, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur. En 1987, Azcueta exhortait ses dirigeants à « remettre leur pendule à l'heure » pour évoluer à la même vitesse que la municipalité et les mouvements sociaux locaux, en intégrant ces derniers à ses structures (bulletin de la municipalité, dans Tovar, 1987 : 134).

Outre ces changements *de facto* concernant les postes de direction aux différents niveaux organisationnels de la CUAVES, le processus de nomination de ces dirigeants a également connu des modifications. Auparavant, les dirigeants étaient élus spontanément lors d'assemblées de pâté de maison ou de groupe résidentiel. Un nouveau *modus vivendi* s'installe depuis quelques années. Des groupes de candidats sont formés plusieurs semaines avant la date prévue pour l'élection et mènent campagne. L'élection permet de choisir entre au moins deux groupes. La « liste » gagnante est appointée par la municipalité²⁸. Cela reflète une transformation des modalités de la démocratie directe ou participative, qui se rapproche de celles de la démocratie représentative « formelle ».

La question du renouvellement du leadership préoccupe les dirigeants communaux. Peu de jeunes sont intéressés à occuper des postes de responsabilité au sein de la CUAVES. Ils sont plutôt enclins à participer à des organisations sectorielles ou à des organisations déjeunes.

2.3 Les mouvements sociaux locaux à Villa el Salvador

2.3.1 Une association gestionnaire d'une entreprise de distribution d'eau potable

L'ASOVEMO est *VA*sociación de Vecinos Moradores de la Comunidad Urbana Autogestionaria du secteur 7. Elle a été créée en avril 1994 suite à des malversations réalisées par des dirigeants de la CUAVES de l'époque qui s'étaient appropriés des biens communaux (camions-citernes dont le premier a été donné par l'UNICEF au secteur par l'entremise de la CUAVES en 1991 pour combattre l'épidémie de choléra). L'Association regroupe 1512 familles. Elle a des objectifs clairement identifiés. Ceux-ci visent le « développement intégral » du secteur 7. Ils mettent l'accent sur l'offre de services (eau potable, services funéraires, éducation) et la promotion de la solidarité entre les résidents afin d'améliorer leur situation socio-économique. L'Association a le pouvoir de

²⁸ Ce mécanisme électoral nous a été décrit par les secrétaires généraux des groupes 19 et 20 du secteur 3 et celui d'Oasis.

signer des accords avec des particuliers ou des institutions nationales et internationales pour obtenir des ressources financières ou en nature sous forme de dons ou de prêts²⁹.

Organisation d'économie sociale, cette association gère donc une entreprise communale de distribution d'eau potable qui dessert non seulement les habitants du secteur 7 mais également le secteur 9 et Oasis. Aux dires d'un des dirigeants du secteur 7, le fait que ce soit des résidents qui exploitent cette entreprise contribue à améliorer les conditions sanitaires car ils en sont à la fois des clients et des travailleurs. Ils sont davantage préoccupés par la qualité de l'eau distribuée que ne le seraient des travailleurs et gestionnaires non résidents³⁰.

2.3.2 Le mouvement local des femmes

La FEPOMUVES, la Fédération populaire des femmes de VES

Dès la création de Villa el Salvador, des clubs de mères ont été créés en lien avec des programmes d'aide alimentaire publics et privés (gouvernement central, églises catholique et protestante). Mais au début des années 1980, apparaissent les premiers clubs de femmes. Contrairement aux clubs de mères, fondés sur une approche assistantiale et instaurés « par le haut »³¹, les clubs de femmes sont plus revendicateurs, politisés (à gauche) et se définissent sur une base autogestionnaire. Ils surgissent au sein de la structure territoriale qu'est le groupe résidentiel et sont articulés à la CUAVES.

En 1982, en réaction aux clubs de mères trop dépendantes du clientélisme politique, se crée l'AFEDEPROM, qui regroupe des cuisines collectives se voulant autonomes sur le plan politique. Lors de la création de la FEPOMUVES en 1983, l'AFEDEPROM est absente. Mais à l'occasion de la seconde convention des femmes de VES, en 1987, toutes les organisations sont ralliées. La FEPOMUVES va alors représenter le mouvement des femmes dans son ensemble (Tovar, 1987).

Au cours des années 1980, suite à l'avènement de la gauche unie au pouvoir dans plusieurs municipalités, dont Villa el Salvador, une alliance est créée entre la FEPOMUVES, fondée en 1983, et la municipalité de Villa el Salvador. Cette alliance passe notamment par la reconnaissance des clubs de femmes de la FEPOMUVES en tant qu'instance devant prendre en charge la coordination

²⁹ Cavassa Angulo, «Es posible todavía ? Una experiencia de autogestion comunal», *Action Ciudadana*, no. 2, avril-mai 1998, p. 5. L'auteur est secrétaire général du groupe 4 du secteur 7.

³⁰ Entrevue réalisée avec des dirigeants de différents secteurs de la CUAVES le 22 novembre 1999.

³¹ L'aide alimentaire américaine comprenait une clause spécifiant que les bénéficiaires devaient réaliser des travaux bénéfiques à la communauté pour recevoir leurs portions.

locale du programme du verre de lait lors de son institutionnalisation, ainsi que celle des cuisines collectives qui recourent à des subventions par l'entremise du gouvernement de la province de Lima (le verre de lait est instauré sous l'administration Barrantes de la gauche unie en 1985). L'accession de M.E. Moyano, ex-présidente de la Fédération des femmes de VES, au poste de maire-adjointe est un indicateur additionnel de cette alliance (Pomar Ampuero, 1997 : 148). Deux anciennes dirigeantes de la FEPOMUVES occupent actuellement des postes de conseillères municipales à Villa el Salvador.

La FEPOMUVES dispose actuellement d'installations désignées sous le nom de *Casa de la Mujer*. Elles ont été construites par la municipalité à partir de ressources provenant de la coopération internationale. Elles incluent un auditorium servant notamment pour les réunions plénières et les conventions ainsi qu'un édifice à deux étages contenant plusieurs locaux conçus comme des salles de cours où les femmes peuvent recevoir de la formation. Voisin de l'auditorium et des locaux de la FEPOMUVES se trouve MULTISALUD. Bien que cette expérience compte déjà quelques années, les installations étaient autrefois situées dans un local en location tandis que maintenant elles appartiennent à la FEPOMUVES.

MULTISALUD : une clinique de santé pour les femmes

MULTISALUD est une clinique destinée uniquement aux femmes. Elle offre des services psychologiques et des soins médicaux spécialisés en obstétrique et en gynécologie. On y trouve deux salles d'accouchement et deux salles de récupération, équipées grâce à un don du Fonds Pérou - Canada et à la participation d'une ONG péruvienne. Le personnel non professionnel de MULTISALUD est bénévole. Les médecins qui donnent des consultations reçoivent comme honoraires la moitié de la somme perçue par le centre. Le tarif pour une consultation est de 10 *soles*.

Les femmes qui n'ont pas de quoi déboursier cette somme peuvent quand même y recevoir des soins. On les considère comme des « cas sociaux ». En moyenne, sur dix femmes qui se présentent à la clinique, une ne défraie pas les coûts de la consultation. Dans les cuisines collectives du Lima métropolitain, offrir gratuitement des portions aux femmes que l'on considère comme « cas sociaux » est également une pratique répandue. Là aussi, elles représentent autour de 10% de la clientèle (FECCPALC, 1995 : 8).

À MULTISALUD, on veut faciliter la vie des femmes qui vont accoucher. Dans les hôpitaux, on nous dit qu'elles sont passablement mal traitées. De plus, on incite les conjoints à assister à l'accouchement (ce qui leur est interdit à l'hôpital) parce qu'on considère qu'il s'agit d'un moyen fort efficace de renforcer les liens entre conjoints et les liens père - enfants.

Les organisations de survie : le verre de lait et les cuisines collectives

Le programme du verre de lait reçoit des subsides de la municipalité de Villa el Salvador qui reçoit elle-même des fonds du Ministère des Finances du gouvernement central pour l'acquisition des denrées. Le budget destiné à ce programme est décentralisé depuis 1996. À Villa el Salvador, c'est un comité spécifique de district qui administre le Programme du verre de lait. Il était formé, en 1998, de l'adjointe au maire (déléguée pour y représenter le maire), du directeur du programme, de deux représentantes de la FEPOMUVES et d'une représentante des églises. Il semblerait qu'en réalité la FEPOMUVES et l'Église ne participent pas véritablement à la gestion du programme³².

À VES, le nombre de « bénéficiaires » du verre de lait a continué à augmenter au cours des dernières années, passant de 95 000 en 1996 à 120 000 en 1999. Au cours de cette année, la municipalité a offert aux comités de plusieurs groupes résidentiels des cuisinières au gaz, des chaudrons ainsi que des ustensiles de cuisine³³.

Chaque municipalité achète le lait qui est distribué aux comités puis au noyau de femmes qui le préparent et le distribuent aux bénéficiaires. Selon Genaro Soto³⁴, les municipalités de district appartenant à la province de Lima bénéficieraient de tarifs réduits puisqu'un accord avec la municipalité provinciale leur permet de faire des achats de groupe. Comme nous avons pu l'observer *de visu*, le lait consommé à Villa el Salvador provient de la Nouvelle-Zélande mais il est empaqueté à Lima. Les sacs portent le logo du programme du verre de lait de la municipalité de Lima.

Les cuisines collectives ont toujours reçu des subsides en aliments et/ou en argent de la part de partis politiques (il y avait et il y a toujours des cuisines appuyées par FAPRA, par exemple), de l'Église (par l'entremise de CARITAS, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) ou du gouvernement central via le PRONAA. Elles ont donc toujours été sensibles aux pressions liées à un système

³² *Action Ciudadana*, no. 2, mars-avril 1998, p. 6

³³ Bulletin d'information *Somos Villa el Salvador*, vol. 1, no.1, mai 1999, p. 6.

³⁴ Entretien en date du 22 novembre 1999.

clientéliste. Lors de la récente campagne électorale, il semble que l'on ait encore une fois tenté de faire pression sur les femmes en jouant sur les subsides pour assurer leur participation dans des assemblées ou pour recruter des votes³⁵.

Toutefois, les femmes des cuisines collectives se méfient des infiltrations et des manipulations politiques. Nous avons constaté sur le terrain que n'entre pas qui veut dans une cuisine collective. Les risques de manipulation électorale liés à la dépendance des cuisines collectives étaient déjà clairs pour les femmes des cuisines autonomes au moment de réaliser la première rencontre des cuisines collectives de VES en 1986. Certains des accords qui ont résulté de cette rencontre y faisaient directement référence. On y exhortait également les femmes qui prenaient part au PAIT³⁶ de se méfier du clientélisme politique du gouvernement. Aujourd'hui, le même problème se pose avec le gouvernement de Fujimori (Monde diplomatique, juillet 2000)³⁷.

Las Orientadoras legales de Villa el Salvador

L'Association des *Orientadoras legales* de VES est née à la suite d'un travail de formation et de sensibilisation réalisé par l'ONG péruvienne *Movimiento Manuela Ramos*. Cette ONG travaille auprès des femmes. En 1989, elle a offert à VES une formation de trois mois sur les droits des femmes. Celles qui l'ont suivie ont par la suite commencé à offrir des services de consultation aux femmes de VES. Selon sa présidente³⁸, l'Association est enregistrée légalement depuis janvier 1999³⁹. Elle reçoit des plaignantes et traite des dossiers dans deux bureaux différents à Villa el Salvador.

Pour financer ses activités, l'Association offre depuis juillet 1999 des services de traitement de texte, d'impression, de photocopies, de télécopieur et de location d'ordinateurs dans leur local de la *Municipalidad*. Les équipements informatiques ont pu être acquis grâce à un don de l'Union Européenne. Les dix-neuf membres de l'Association sont des femmes mariées. Elles collaborent

³⁵ Bulletin électronique *Amigos de Villa*, vol. 3, no. 12, 2 avril 2000 et Monde diplomatique, juillet 2000.

³⁶ Programme Temporaire d'Accès aux Revenus, mis en place dans les bidonvilles par le gouvernement Garcia pour pallier l'extrême pauvreté provoquée par un taux de chômage élevé. Villa el Salvador a bénéficié d'une part relativement élevée de ce programme. Le nombre de femmes de VES y participant peu après son implantation atteignait deux fois celui des femmes prenant part à une cuisine collective. Ce programme était nettement populiste et clientéliste. Toutefois, les cuisines collectives ont su se multiplier et se consolider.

³⁷ Pour en savoir plus long sur les cuisines collectives au Pérou, voir Fréchette, 1999

³⁸ Entrevue réalisée le 23 novembre 1999.

³⁹ Elle a fonctionné de manière informelle - sans statut juridique - pendant une dizaine d'années.

bénévolement aux activités. Seule une jeune fille, célibataire, leur prête main forte pour le travail informatique. Elle s'y connaît en ordinateurs.

Au départ, les interventions des *Orientadoras* concernaient surtout l'enregistrement légal des enfants. En effet, à l'époque, la loi prévoyait que les enfants devaient être enregistrés au civil dans une période n'excédant pas 30 jours de leur naissance. Pour ce faire, il fallait se rendre aux bureaux du pouvoir judiciaire. Cela était parfois compliqué pour les jeunes mères. Plus tard, la municipalité a commencé à offrir le service d'enregistrement. Les *Orientadoras* informaient les femmes à ce sujet.

Par la suite, c'est la question de *Y obligation alimentaria* qu'ont les conjoints entre eux et envers leurs enfants qui les a occupées principalement. Il s'agissait ici de faire de la sensibilisation auprès des couples et, surtout, auprès des hommes, afin qu'ils ne soient pas trop exigeants envers leur épouse concernant les repas qu'elle pouvait leur offrir en tenant compte de ce qu'il leur fournissait pour ce faire. On veut ainsi contrer des comportements de violence domestique.

Pour l'alimentation de Pex-conjointe ou des enfants suite à une séparation ou un divorce, l'Association peut servir d'intermédiaire dans les cas où il vaut mieux que les ex-conjoints ne soient pas en contact. L'homme vient laisser l'argent ou la nourriture au local de l'Association, qui se charge de remettre le tout à la femme concernée. On remarque donc que même si les femmes contribuent au budget familial, les rôles respectifs dans les ménages continuent à faire des hommes des pourvoyeurs économiques.

À l'heure actuelle, la problématique dominante pour les *Orientadoras legales* est celle de la violence familiale dont les femmes et les enfants sont les principales victimes. Le travail principal consiste, encore une fois, à sensibiliser et à faciliter des ententes entre les parties concernées et à procéder au besoin à des signalements (*denuncias*) et éventuellement à des poursuites judiciaires. Il n'existe pas de maisons de refuge pour femmes ni à VES, ni à San Juan de Miraflores, ni à Villa Maria. Une des interventions des *Orientadoras* consiste à faire des appels téléphoniques pour trouver une place à des femmes violentées dans un refuge de Lima.

L'action des *Orientadoras* vise donc d'abord le dialogue au sein des couples et les ententes à l'amiable en cas de conflit. Elles ne recourent aux poursuites judiciaires qu'en dernière instance. Elles réalisent ainsi un travail de médiation. Lorsque cela s'avère nécessaire, elles réfèrent certains cas au centre paroissial du 1^{er} secteur, où on trouve un bureau qui offre gratuitement un service de

consultations juridiques, grâce à un accord avec le Collège des Avocats. Il s'y fait de la conciliation. Une dernière option est de s'adresser à la *Comisaria de la Mujer*, à Lima.

Le mouvement des femmes péruviennes, dont fait partie l'association des *Orientadoras Légaes*, a contribué à ce que des modifications soient apportées dans le cadre légal au pays. C'est le cas pour le viol : autrefois, celui-ci était considéré comme du domaine privé. Les pressions des groupes de femmes ont contribué à ce qu'il soit considéré comme relevant du domaine public. La loi 26872 constitue un autre exemple. Il s'agit de la Loi de conciliation. Cette procédure pour gérer des problèmes familiaux a maintenant une teneur légale, ce qui n'était pas le cas jusqu'à tout récemment. L'Association des *Orientadoras Légaes* a contribué à ce qu'elle fasse ses preuves, ce qui a facilité l'adoption de la nouvelle loi.

Les membres de l'Association reçoivent des sessions de formation périodiques leur permettant de rester à jour sur le plan normatif, car les lois changent constamment.

L'Association compte trois comités (*comisiones*) :

- 1) Capacitación : les membres de ce comité sont chargées d'organiser les sessions de formation offertes périodiquement au public en général ;
- 2) Comunicación : ce sont les membres de ce comité, par exemple, qui ont préparé un triptyque utilisé lors du forum télévisé par le Centre de Communication Populaire le 24 novembre 1999 ;
- 3) Servicios : les membres de ce comité conservent et mettent à jour les statistiques concernant les dossiers traités depuis 1987. Elles rendent donc compte des citations (comparutions de couples pour règlement extrajudiciaire lors des conciliations) et assurent un suivi.

Quinze des dix-neuf membres de l'Association ont reçu une accréditation du Ministère de la Justice le 7 octobre 1999. Cette reconnaissance leur permet de réaliser légalement un travail de conciliation. Elles ont pu suivre le cours préalable grâce à une aide financière de l'Union Européenne et de PROMUDEH (Ministère de la promotion de la femme et du développement humain).

L'Association mène localement des campagnes de sensibilisation concernant les droits des femmes, notamment pour la journée du 8 mars, journée internationale des femmes. Elle fait également de la sensibilisation concernant l'abus sexuel auprès des enfants qui fréquentent les PRONOEI. Pour la présidente, cela est d'autant plus pertinent qu'en 1997 il y a eu une vague d'enlèvements, de viols et de meurtres d'enfants. Les *Orientadoras légaes* ont depuis peu leur propre organe d'information. Elles publient un bulletin intitulé *Mujer y desarrollo* dont le premier numéro est sorti à l'automne

1999. Il est financé par la *Fundación Paz* et l'Institut Espagnol de la Femme (*Instituto de la Mujer de España*).

Aux dires de sa présidente, les liens de l'Association avec la FEPOMUVES ne sont pas très étroits. La FEPOMUVES les invite à leurs plénières et leurs congrès. Toutefois, il existe certaines tensions entre les deux organisations du fait du dédoublement des activités liées à l'orientation légale s'adressant aux femmes. L'Association en ayant fait son activité principale, elle possède plus de ressources (humaines et financières) et peut donc être plus active à cet effet que la FEPOMUVES.

Les *Orientadoras legales* constituent à notre avis un bon exemple d'une organisation sectorielle ayant pris de l'expansion et devenant « menaçante » pour l'hégémonie des dirigeantes des organisations souches comme la CUAVES ou la FEPOMUVES.

Jardins communautaires, *bancos comunales* et micro-entreprises

Bien que les activités les plus importantes, en termes numériques, de la FEPOMUVES et des organisations féminines concernent d'abord la sécurité alimentaire de la population locale, par le biais du verre de lait et des cuisines collectives, celles-ci sont également impliquées dans des initiatives productives et des expériences d'économie solidaire qui tentent d'aller au-delà de la survie quotidienne assistée. En effet, au sein des organes de coordination des cuisines collectives, des initiatives productives inscrites dans l'économie monétaire et non monétaire ont été mises de l'avant avec l'aide d'institutions publiques et d'ONG locales ou internationales.

C'est le cas des jardins communautaires que certaines cuisines collectives ont aménagés à Villa el Salvador. Dans le secteur trois, nous en avons visité un. Une partie de ce jardin est en réalité une pépinière dont les plants doivent servir à un programme d'arborisation soutenu par le PROMUDEH et le PRONAA. Une partie du terrain, situé sur la place centrale du groupe résidentiel, est divisé en parcelles individuelles semées de légumes variés : laitues, tomates, pommes de terre, betteraves, bettes à carde, coriandre, radis, maïs, *camotes*. La présidente de la cuisine collective est la dirigeante du jardin.

De 1985 à 1992, un projet de développement financé par OXFAM UK et mis en place par l'ONG liméenne REDE (*Recursos para el Desarrollo*) en partenariat avec les gouvernements locaux, l'Université nationale agricole de La Molina et l'hôpital Maria Auxiliadora a contribué à la formation de promotrices locales de jardins communautaires dans trois districts du Cône Sud de Lima, dont Villa el Salvador. Les participantes provenaient d'organisations féminines telles que le

verre de lait, les clubs de mère, les cuisines collectives ou les organisations de voisinage (CUAVES). Les pratiques relatives à l'assistance alimentaire (dons d'aliments en échange de travail communautaire) ont constitué une des principales limites à la réalisation de ce projet. Une des visées des organismes promoteurs était que ces jardins deviennent une source de revenus pour les femmes participantes, en créant un système de commercialisation solidaire avec des institutions et organisations locales (Dasso et Mori Vigil, 1995). Malheureusement, une fois l'assistance technique et financière retirée, peu de ces jardins ont pu continuer à fonctionner adéquatement.

Malgré leur potentiel, les jardins communautaires ne nous apparaissent pas constituer actuellement une option privilégiée pour le développement par les institutions locales. Peut-être, comme le faisaient remarquer Dasso et Mori Vigil, sont-ils trop associés à un schéma assistancialiste qui ne reconnaît pas le travail de production effectué par des femmes.

Les premiers groupes d'épargne et de crédit féminins (*bancos comunales*) seraient apparus à Villa el Salvador en 1994. Nous avons constaté qu'ils constituent une pratique assez commune, instaurée à l'origine par des ONG nationales ou des agences internationales d'aide au développement et dont s'est approprié un certain nombre de femmes de Villa el Salvador. Dans ce cas, il n'y a pas de crédit à la base ; celui-ci se crée à partir de l'épargne générée par les membres.

Lors de notre visite à la FEPOMUVES, la présidente nous a mentionné que l'organisation coordonnait un programme de *bancos comunales* financé par la ville d'Amstelveen (Pays-Bas). Ces groupes d'épargne et de crédit sont formés de 25 membres. Grâce à un montant de base de 2 500 dollars prêté au groupe, elles reçoivent des prêts de 100 dollars chacune, qu'elles remboursent à un taux d'intérêt mensuel de 2%. Ces prêts doivent leur permettre d'entreprendre ou de bonifier des activités génératrices de revenus.

L'offre de crédit dirigé aux femmes est en pleine expansion. Elle est destinée en grande partie au démarrage de micro-entreprises. La plupart de ces micro-entreprises sont individuelles et se situent dans des secteurs de production artisanale. Il nous semble qu'avec ce genre de crédit, les petites productrices demeurent isolées et arrivent difficilement à générer une dynamique de croissance au sein d'un secteur de production. L'infrastructure, les aspects légaux, la recherche de débouchés, par exemple, demeurent marginaux dans les projets qui font la promotion des micro-entreprises féminines, comme en fait foi une étude réalisée par l'ONG FAENA en 1993 pour le compte de la Fédération des cuisines collectives de Lima métropolitain (FECCPALC, 1995a).

Le Mouvement Manuela Ramos (MMR) comble en partie ces lacunes. Cette ONG péruvienne intervient de manière à contribuer à la promotion économique et sociale des femmes par le biais de différents programmes d'intervention dans le domaine légal et dans les domaines de la santé et des

communications, particulièrement dans le Cône Sud du Lima métropolitain. Cette ONG a mis sur pied un programme de génération de revenus en 1989 dans le cadre duquel, en 1993, s'est ajoutée une ligne de crédit spécifique destinée aux micro-entreprises gérées par des femmes (Velazco et Olivera, 1999 : 13).

L'approche est multidimensionnelle, c'est-à-dire que l'on suppose que le crédit octroyé aux micro-entreprises, en plus de permettre une augmentation du volume des ventes et des revenus, devrait permettre des changements positifs dans les dynamiques familiales et les relations de genre dans l'entreprise et au foyer (Velazco et Olivera, 1999 :13), car des ateliers de développement personnel sont offerts aux femmes et aux hommes qui sollicitent un prêt. Une étude a été menée pour évaluer ces impacts. La méthodologie reposait sur une enquête réalisée auprès de 116 micro-entreprises ayant bénéficié d'au moins trois prêts du MMR et d'observations de journées de travail réalisées auprès de couples d'entrepreneurs.

Sur le plan des entreprises, on a noté une amélioration des ventes et une augmentation du niveau de capitalisation mais les problèmes liés à la commercialisation et à l'approvisionnement en matières premières ou en équipement demeurent inchangés (Velazco et Olivera, 1999 : 14).

Sur le plan de la famille, on a pu observer une amélioration générale des conditions de vie (revenus, habitat et équipement). Ce sont les familles de femmes sans conjoint et dirigeant seules leur entreprise qui ont connu une plus grande amélioration de leurs revenus (en moyenne 65% d'augmentation de leurs revenus) (Velazco et Olivera, 1999 : 92). Ce sont également celles-là qui ont investi le plus dans l'acquisition d'appareils électroménagers qui facilitent la réalisation des tâches domestiques qui incombent aux femmes (Velazco et Olivera, 1999 : 96).

Sur le plan des relations de genre, le contrôle des ressources et des activités à l'intérieur du foyer et de l'entreprise est mieux réparti entre hommes et femmes. On remarque toutefois que les femmes subissent une augmentation de leur fardeau de travail à la maison et dans l'entreprise, ce qui veut dire moins de temps pour le repos, les loisirs ou les activités communautaires.

2.3.3 Les organisations de jeunes à Villa el Salvador

La Casa Alternativa Joven et Juventud en Action

Les jeunes ont toujours eu une présence importante à Villa el Salvador, d'abord sur le plan démographique. En 1984, d'après le recensement réalisé par la CUAVES, 75% de la population avait moins de 25 ans (Zeballos 1991 : 221). Selon des chiffres du dernier recensement qui date de 1993⁴⁰, 69% de la population de VES avait moins de 30 ans.

En second lieu, les jeunes ont toujours fortement participé au mouvement social populaire de Villa el Salvador et aux organisations nées dans ce contexte : CUAVES, organisations féminines, sportives,

chrétiennes, culturelles, sanitaires, organisations de défense des droits humains... Leur participation a donc suivi une logique plutôt transversale au point de départ et pour eux aussi le groupe résidentiel a constitué le point d'ancrage initial, alors que les premières organisations de jeunes s'articulaient à la CUAVES par le biais des comités de direction des groupes résidentiels (Tovar, 1987 : 143 et 168).

Dès sa création, en 1973, le Centre de Communication Populaire mise sur la participation des jeunes et contribue à former des dirigeants à partir de l'expérience locale⁴¹. Dès la fin des années 1970, un important mouvement prend forme au sein de la jeunesse de VES, qui commence à se réunir en cercles déjeunes, indépendamment des parents, des adultes en général et de l'Église. Une nouvelle génération de dirigeants est en train d'émerger (Zapata, 1996 : 149). Au milieu des années 1980, on tente de réaliser une convention juvénile afin de créer une instance de coordination des organisations déjeunes, mais celle-ci échoue (Tovar, 1987 : 145). En 1985, année internationale de la jeunesse, la municipalité, deux ans après sa création, entreprend des activités destinées spécifiquement aux jeunes, notamment les camps d'été. Le réseau des bibliothèques populaires de Villa el Salvador se constitue en 1986. La plupart de ces bibliothèques, si elles n'ont pas été instaurées par des jeunes, sont gérées par des jeunes (Tovar, 1987 : 146 et 150).

Lieu physique d'ancrage des activités et des organisations de jeunes, la *Casa Alternativa Joven* est créée en 1994. Localisée sur le trajet de la *ruña B*, elle est facile d'accès. Le terrain a été donné par la municipalité. Sans constituer une organisation coordonnatrice, la *Casa Alternativa Joven* devient un point de référence, une instance d'animation et un lieu où peuvent se rencontrer les jeunes.

Juventud en Action est une autre organisation de jeunes, de création récente (1996), qui fonctionne sur la base d'un travail bénévole. Elle intervient surtout dans la prévention en santé et en regard de la violence perpétrée par les bandes de jeunes (*pandillas*). *Juventud en Action* a mis sur pied un

⁴⁰ Données de l'INEI, l'Institut National de la Statistique du Pérou.

⁴¹ Les premiers dirigeants du comité central de la CUAVES provenaient des mouvements sociaux ouvriers et paysans.

module d'éducation pour une ville saine et ses membres font de l'animation auprès des jeunes dans la rue⁴².

Au point de vue de l'insertion institutionnelle des organisations de jeunes sur le plan municipal, on peut mentionner qu'il existe maintenant une Direction de la Jeunesse à la municipalité. Elle a été créée au début de l'administration de Martin Pumar, en 1999. Elle a initié ses activités avec le Programme Intégral Été 1999 en collaboration avec des groupes de jeunes et grâce à du financement du *Fonda Contravalor Pérou-France*. Cette Direction a également contribué à la constitution d'une instance de concertation qui collabore au Plan de Développement Intégral, la table de la Jeunesse. Le Club Rotary d'Amstelveem a réalisé une collecte de fonds pour appuyer financièrement cette table de concertation⁴³. Le fait que certains des membres de *Juventud en Action* aient été embauchés par la municipalité pour travailler dans le bureau de Direction de la jeunesse a récemment soulevé une controverse au sein des organisations locales de jeunes (*Amigos de Villa*, vol. 3, no, 12, 2 avril 2000).

La municipalité a entrepris, avec l'ONG DESCO, la construction de *VALameda de la Juventud*, qui comprendra des espaces verts et des secteurs récréatifs et sportifs. Il s'agit d'un espace situé le long de l'avenue Vallejo et qui sera irrigué grâce à un système de pompage mis au point par DESCO grâce à un financement de la coopération internationale. Selon l'accord convenu entre cette ONG et la municipalité, une fois le système en place, des employés municipaux formés à cet effet par DESCO prendront en charge son fonctionnement et son entretien. Les organisations de jeunes ont été invitées à prendre part à une consultation lors de la phase de planification de ce projet.

Au niveau de Lima métropolitain, il existe une instance de coordination nommée Comité de Agrupaciones Juvéniles, qui regroupe des organisations de jeunes provenant principalement des districts populaires. Y participent deux ou trois groupes de VES. Ce réseau est jeune et n'est pas encore consolidé⁴⁴.

Les dirigeants du comité intersectoriel de la CUAVES qui désirent apporter des modifications aux statuts de l'organisation considèrent que s'il y a autant de délinquance juvénile, c'est parce que les jeunes ont été négligés et qu'ils sont désœuvrés. Pour eux, il importe donc de promouvoir leur

⁴² Juan Carlos Castillo Mora, dans *Amigos de Villa*, vol. 3, no, 12, 2 avril 2000.

⁴³ Alejandro Santini, coordonnateur de la table, dans *Amigos de Villa*, vol. 3, no, 12, 2 avril 2000.

⁴⁴ Entretien avec Genaro Soto, 24 novembre 1999.

participation à des projets qui leur permettraient d'acquérir une formation pratique afin qu'ils puissent démarrer des micro-entreprises et travailler.

Démocratie et citoyenneté : *les municipios escolares*

Autour des jeunes, il y a actuellement certains thèmes forts dont certains projets ou programmes publics permettent d'illustrer le traitement qui en est fait. C'est le cas des *municipios escolares*. Il s'agit de promouvoir et d'effectuer l'élection de délégués de classes et de conseils étudiants qui auront à élaborer, selon la formule de la planification participative, un projet qui rallie l'ensemble des étudiants de l'école. Le projet doit par la suite être réalisé puis évalué. Ces activités de promotion de la démocratie et de la participation citoyenne ont donné lieu, en juin 1999, à un atelier d'évaluation qui a réuni 145 dirigeants des conseils scolaires du Cône Sud et 25 de leurs professeurs⁴⁵.

Cette initiative fait partie des programmes visant à renforcer la participation démocratique et les pratiques citoyennes chez les jeunes. Ce programme a ses antécédents dans la semaine de la promotion des droits de l'enfance organisée par l'ONG *Ràdda Barnen* (section suédoise de *Save the Children*) réalisée avec la collaboration de contreparties péruviennes. Cette semaine de l'éducation a également été réalisée au Venezuela, en Equateur, au Paraguay, en Argentine et au Chili⁴⁶.

Le programme des municipalités Scolaires débute en septembre 1996 suite à un accord-cadre établi entre *Ràdda Barnen* et le Ministère de l'éducation du Pérou. Ont pris part à cette phase pilote cent écoles maternelles, primaires et secondaires de Lima, du Callao, d'Arequipa et de Piura. Le programme a par la suite pris de l'expansion. En 1998, plus de 2 000 écoles y prenaient part au niveau national. Plusieurs ONG régionales y sont associées.

⁴⁵ Perfiles educativas, vol 6, no. 10.

⁴⁶ Site Web de l'ONG *Action por los Ninos* (<http://www.accionporlosninos.org.pe/accion2.htm>). Cette ONG située à Lima est le principal partenaire péruvien de l'organisation *Ràdda Barnen*, section suédoise de *Save the Children*, une ONG subventionnée en grande partie par l'Autorité Suédoise de Développement International. *Action por los ninos* coordonne au niveau national le programme des municipalités scolaires, que finance *Radda Barnen*. Le programme de protection municipale des droits des enfants et adolescents, qui se concrétise dans les DEMUNAS, est également financé par *Radda Barnen*. *Action por los Ninos* travaille enfin sur deux autres programmes, dont le second est en émergence : le programme *Droits des enfants* en concertation avec la Police Nationale et le programme *Travail -Education - Santé* dont l'objectif est de développer un programme de protection intégrale des Travailleurs Enfants et Adolescents (NATS).

2.3.4 Droits de l'enfance et lutte contre la violence faite aux enfants

Plusieurs ONG, organisations populaires (déjeunes et autres) et institutions publiques se sont donné pour tâche de sensibiliser les enfants et les adultes à la problématique des droits des enfants, de la violence et des abus de tout genre dont ils sont victimes et leur fournir de l'aide médicale, psychologique ou légale. Elles le font sur la base du Code des enfants et adolescents (D.L . No. 26102), promulgué en décembre 1992, qui a donné lieu à l'instauration du Système National de Protection Intégrale des Enfants et Adolescents, dont le Ministère de la promotion de la femme et du développement humain (PROMUDEH) a la responsabilité. Le Système prévoit que plusieurs types d'institutions peuvent instaurer des bureaux de protection de la jeunesse : gouvernements locaux, institutions publiques, privées et organisations de la société civile dont la finalité est la promotion et la défense des droits que la loi reconnaît aux enfants et adolescents⁴⁷. À Villa el Salvador, on trouve huit bureaux de protection de la jeunesse : cinq qui relèvent de la municipalité (DEMUNA), un communal et deux en milieu scolaire⁴⁸. La DEMUNA existe de puis 1994.

La tolérance est un autre sujet abordé parallèlement à celui des droits. Les jeunes déplacés qui ont fui les communautés paysannes des montagnes andines ou de la forêt amazonienne souffrent en effet de discrimination lorsqu'ils s'installent en milieu urbain. Ils parlent *quechua*, s'habillent différemment des jeunes des villes, sont gênés et souvent traumatisés par la violence qu'ils ont vécue. Des organisations comme la Commission épiscopale d'action sociale (CEAS) ou l'ONG TAREA, une association d'éducation populaire, concourent à leur intégration en faisant de la sensibilisation et en travaillant sur l'estime de soi.

2.3.5 Los Quipus : éducation populaire, commerce solidaire et insertion des jeunes

Les organisations de jeunes de Villa el Salvador sont, à l'heure actuelle, toujours impliquées dans des activités touchant divers domaines : l'éducation, la santé, la culture, le sport, les droits humains. Certaines abordent aussi directement les problèmes du sous-emploi et du chômage, qui ont toujours été fortement ressentis par la jeunesse de Villa el Salvador. L'exemple de l'association *Los Quipus* illustre bien la trajectoire suivie par les groupes de jeunes à Villa el Salvador. Le cas de cette organisation permet de constater que l'éducation et la culture demeurent au cœur des préoccupations de jeunes, mais que des innovations viennent s'y ajouter, dont celles de la

⁴⁷ Site web de PROMUDEH (<http://www.promudeh.gob.pe/Gpna/dna defmDNA.htm>) consulté le 5 mai 2000.

⁴⁸ Bulletin d'information de la DEMUNA de Villa el Salvador, non daté.

prévention de la violence, de l'insertion et de la création d'emplois grâce au commerce équitable. Les deux dernières sont tout à fait au diapason des nouvelles tendances en cours dans les pays du Nord.

L'Association *Los Quipus* tire son origine d'un petit groupe de jeunes étudiants qui fréquentaient la pastorale catholique et qui ont pris la décision de réaliser des activités en dehors du cadre de la paroisse. Aidés par le réseau des bibliothèques de Villa el Salvador pour dénicher du mobilier, ils fondent à leur tour une petite bibliothèque populaire dans leur quartier. Les livres sont offerts par les résidents de leur secteur résidentiel et par les membres fondateurs de la bibliothèque.

Les membres du groupe prennent bientôt conscience qu'ils ne pourront continuer à mener leurs activités d'animation et de gestion de la bibliothèque, entièrement bénévoles, sans avoir une source de revenus personnels. Surgit alors l'idée de développer une activité économique qui leur permettrait de continuer leurs activités communautaires tout en ayant de quoi vivre. Ils n'ont pas d'idée précise de ce qu'ils pourraient faire. À la suite d'échanges avec une paroisse d'Arequipa, qui possède une certaine expérience dans ce genre d'initiatives, leur projet se concrétise : ils décident de mettre sur pied un atelier de confection de bijoux en pierres taillées. Un des membres du groupe, enseignant de formation, connaît déjà le travail de la pierre, qu'ils peuvent donc acheter sous sa forme brute pour ensuite la transformer. L'avantage de cette activité, c'est qu'elle nécessite peu de capital pour le démarrage. Ils font appel à quelqu'un qui s'y connaît dans le montage pour acquérir une formation *ad hoc*. Une autre membre est comptable de formation. Cela facilite l'administration de leur entreprise naissante.

L'atelier est bientôt lancé. L'entreprise n'est pas facile. De quatorze qu'ils étaient, le nombre de membres descend à cinq, puis à trois. Ils font des démarches pour se constituer un marché, à Lima et ailleurs. À l'heure actuelle, ils continuent à trois (un homme et deux femmes) et ont des commandes régulières de la part de deux entreprises. De plus, une amitié avec de jeunes normands qui étaient venus visiter Villa el Salvador et font partie de l'association « Main dans la main » leur a permis d'établir des relations de commerce solidaire Sud - Nord - Sud. L'association normande achète les bijoux de *Los Quipus* et les revend au détail en France. Les profits générés sont ensuite versés à un projet de développement social dans un quartier du Cône Nord de Lima.

Graduellement, deux volets d'activités complémentaires se sont ainsi dessinés pour *Los Quipus*. Un premier volet, social, comprend la bibliothèque, des ateliers de prévention des abus sexuels qu'animent deux autres femmes membres du groupe dans les écoles primaires de Villa el Salvador et, depuis peu, des ateliers portant sur l'estime de soi réalisés auprès des enfants lors de camps de

jour pendant les vacances d'été. L'association fait partie d'un réseau contre les abus faits aux enfants qui s'est constituée à Villa. Le second volet, productif, permet de soutenir financièrement le volet social et représente une activité génératrice de revenus pour les membres du groupe. Il constitue aussi une entreprise d'insertion pour des jeunes sans emploi et peu qualifiés. On demande à ceux et celles qui y prennent part de contribuer aux activités du volet social. L'apprentissage de la fabrication de bijoux peut leur permettre de réaliser ensuite à leur compte une activité productive rémunératrice.

2.4 Offre globale de services collectifs (privés, publics, d'économie sociale) à Villa el Salvador

On ne peut faire le tour de l'organisation territoriale de Villa el Salvador sans résumer comment se présente l'offre globale de services publics, privés et d'économie sociale. En général, l'offre de services s'est considérablement accrue depuis quelques années.

Tableau 4
Offres de services collectifs à Villa el Salvador

1 Services	Offre publique	Offre privée	Offre de l'économie sociale
Logement	Banco de Materiales	PROVIPO	Fonds rotatif
Santé	Hôpitaux publics	Cliniques privées	Dispensaires communaux MULTISALUD
Éducation	Une trentaine d'écoles au primaire, secondaire et niveau supérieur	Une centaine d'écoles au primaire, secondaire et niveau supérieur	Associations PRONOEI Université Libre
Eau courante	SEDAPAL		
Eau potable par camion		Entrep. Privée	Entrep. Communale (ASOVEMO)
Électricité	Luz del Sur (privatisation en cours)		
Ordures	Municipalité		Projets spécifiques
Téléphone	9	Entrep. Privée	
Télévision	?	?	Canal 45 C.C.P.
Radio	?	?	C.P.P.
Câble Télé		Entrep. Privée	
Internet	Cabines municipales	Cabines privées	Centre Com. Pop.

2.4.1 Logement

C'est Pautoconstruction qui continue de dominer. Des crédits sont disponibles par le biais d'un programme public, le *Banco de Materiales*, ou d'une institution privée, PROVIPO. Le CEAS a réalisé, du côté de l'économie sociale, un projet de fonds rotatif pour Pautoconstruction.

2.4.2 Santé

Lors de la création de Villa el Salvador, on prévoyait la mise en place d'un dispensaire sur l'espace communal de chaque groupe résidentiel. Du point de vue administratif, ces dispensaires relevaient du comité directeur central du groupe résidentiel. Avec la multiplication de l'offre de services dans des cliniques privées et des hôpitaux publics accessibles, les dispensaires communaux sont beaucoup moins fréquentés⁴⁹.

Selon le président exécutif de ESSALUD, un programme d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants (tels les chauffeurs de taxi, de mototaxi et les mères des comités du verre du lait) sera dorénavant disponible. Il serait subsidié en partie par le ministère de la Santé afin de maintenir les coûts accessibles⁵⁰.

Un nouvel hôpital public de Essalud a été inauguré à Villa el Salvador le 7 mars 2000. Il est situé sur l'Avenue Vallejo, sur des terrains adjacents à ceux où se trouvaient autrefois les entreprises communales de la CUAVES. Le terrain a été donné par la municipalité. L'hôpital dispose d'un service de consultations externes, d'une clinique médicale chirurgicale avec salles de chirurgie, d'un centre d'obstétrique ainsi que d'une salle de services généraux. On y trouve également 17 salles de consultation spécialisées, un centre de stérilisation, une salle d'accouchement, des salles de récupération et un service d'hospitalisation d'une capacité de 40 lits⁵¹.

2.4.3 Education

Il existe un grand nombre d'institutions éducatives à Villa el Salvador, tant primaires que secondaires, ainsi que plusieurs collèges d'enseignement technique.

⁴⁹ Entretien avec Genaro Soto, le 24 novembre 1999.

⁵⁰ Bulletin électronique *Amigos de Villa*, vol. 3, no. 9, 11 mars 2000.

⁵¹ Idem.

2.4.4 Services publics urbains

L'enlèvement des ordures relève de la municipalité mais la demande n'est pas couverte adéquatement. Des projets ponctuels de nettoyage sont en cours. L'eau courante relève d'un organisme public, la SEDAPAL, la distribution de l'eau par camions-citernes d'entreprises privées et d'une entreprise communale d'économie sociale. L'électricité était autrefois fournie par *ÉlectroLima* ; cette entreprise publique a été privatisée. C'est *Luz del Sur*, à capital chilien, qui a pris la relève.

2.5 La coopération internationale à Villa el Salvador

La coopération internationale a toujours été très présente à Villa el Salvador, que ce soit auprès de la CUAVES, de la FEPOMUVES, de la municipalité ou des groupes et organisations populaires locaux. Plusieurs exemples ont illustré cette coopération tout au long de ce rapport.

Pendant les années 1980, sous l'administration de Michel Azcueta, plusieurs projets ont pu se concrétiser grâce à du financement extérieur. Ce fut le cas, par exemple, du Centre de Communication Populaire, après qu'il eut été reconnu comme projet-pilote par l'UNESCO au début des années 1980 (Zapata, 1996 : 175).

Le parc industriel a lui aussi reçu l'appui d'organismes d'aide internationale. C'est le cas par exemple de CARE Canada, qui a fait don d'outils usagés, ou de la coopération espagnole, qui a contribué à la construction de l'édifice de Centre de promotion industrielle⁵².

Outre l'intervention d'agences multi ou bilatérales d'aide au développement, le jumelage entre villes a également constitué une source de financement ou de coopération technique pour la réalisation de projets particuliers. Par exemple, la Ville d'Amstelveen (Pays-Bas) a signé en décembre 1994 un accord de coopération internationale avec la municipalité de VES pour améliorer le service de collecte des ordures. Dans l'organigramme du fonctionnement municipal relativement au budget, on mentionne le projet de *limpieza y saneamiento* d'Amstelveen dans la rubrique de la *limpieza pública* (municipalité de Villa el Salvador, bureau de la planification). La ville de Rezé (France) a, quant à elle, financé des ateliers de formation dirigés par des professionnels de l'éducation (mars 1999).

⁵² Entretien avec Michel Azcueta, le 17 novembre 1999.

Depuis 1998, les ONG qui travaillent auprès des femmes ne peuvent plus recevoir de financement directement de la coopération internationale. Elles doivent préalablement signer une entente avec le PROMUDEH, qui reçoit les fonds de cette coopération. Par exemple, un programme spécifique intitulé *Femmes et citoyenneté* canalise des ressources provenant de l'Union Européenne. Les projets présentés par des ONG dans le cadre de ce programme doivent recevoir l'approbation de PROMUDEH et de la Communauté Européenne pour être subventionnés⁵³. La démocratie et la citoyenneté étant des thèmes forts de l'aide internationale depuis quelques années, il n'est pas étonnant que plusieurs programmes de développement social au Pérou les aient pour axe central⁵⁴.

Leur longue expérience de la présence de l'aide internationale a rendu les dirigeants de Villa el Salvador vigilants dans le sens où ils ne désirent pas se voir imposer de projets dont ils ne seraient pas les principaux protagonistes. Michel Azcueta est, à ce sujet, très critique des projets de développement « par le haut »⁵⁵.

Les ONG locales dans le développement local à Villa el Salvador

Des ONG liméennes ont joué un rôle important dans l'expérience de Villa el Salvador, notamment DESCO et le Mouvement Manuela Ramos. Certaines de ces ONG (c'est le cas de CIDIAG) comptent des professionnels qui avaient travaillé dans le gouvernement Velasco et qui sont par la suite sortis de l'appareil étatique afin de faire valoir leurs idées dans un cadre plus autonome (Zapata, 1996).

DESCO est présent à Villa el Salvador depuis le milieu des années 1970. L'organisation s'est d'abord impliquée dans un projet de densification urbaine avec la CUAVES. À la fin des années 1980, DESCO travaillait plus étroitement avec la municipalité, notamment sur le plan de la

⁵³ Entretien avec Genaro Soto, le 24 novembre 1999.

⁵⁴ Voir, à cet effet, le programme des municipalités scolaires décrit dans la section portant sur la jeunesse.

⁵⁵ Entrevue avec M. Azcueta le 17 novembre 1999 et une autre avec une commerçante le 27 novembre. Un exemple spécifique est celui d'une femme qui fait le commerce d'articles pour la maison dans un des marchés du secteur 3. Celle-ci possède une longue trajectoire de participation aux organisations féminines de Villa el Salvador. Elle a été impliquée dans le programme du verre de lait, dirige une cuisine collective et a mis sur pied une « banque communale » (*banquito comunal*) autonome pour les femmes. Elle nous a relaté son expérience avec USAID : ayant été identifiée comme une dirigeante qui arrive à mobiliser des femmes, une chargée de projet d'USAID venue participer au démarrage de banques communales lui a demandé de rassembler des femmes intéressées à participer au projet. Une fois les femmes recrutées, on lui a fait savoir que là s'arrêtait son rôle dans le projet, alors qu'elle s'attendait à y avoir une participation soutenue. Elle dit s'être sentie utilisée. Pour elle, il est clair que les femmes ne doivent pas devenir dépendantes de l'aide extérieure. Elles doivent plutôt entreprendre des activités productives qui les rendraient autonomes.

formation. Aujourd'hui, ses projets concernent à nouveau directement la population sans pour autant négliger l'instance municipale. DESCO a récemment acquis une maison à Villa el Salvador et, au cours de l'année 1999-2000, l'équipe du programme de développement urbain prévoit d'y installer ses bureaux, ce qui représente un mouvement de déconcentration de ses activités d'appui au développement local. À DESCO, on considère que le développement local passe par différentes étapes. La première concerne la mise en place des conditions assurant une certaine qualité de vie. La seconde correspond à la consolidation organisationnelle du mouvement social. La troisième implique la consolidation des capacités de gestion locale⁵⁰.

DESCO travaille actuellement à Villa el Salvador dans cinq champs d'intervention. Le premier a trait aux jeunes. DESCO participe comme organisation conseillère à la table municipale de concertation de la jeunesse. Le second concerne le logement. À ce titre, DESCO collabore avec le bureau technique municipal, en offrant de la formation au personnel de la municipalité afin qu'il soit en mesure de formuler des projets de construction de façon à pouvoir épargner sur d'éventuels honoraires d'architectes. Les modèles de maison suggérés sont résistants aux tremblements de terre. Le troisième champ d'intervention est celui de l'environnement et des espaces verts. C'est dans ce cadre qu'a vu le jour, en 1996, le projet d'Alameda de la Juventud.

Le quatrième est l'éducation. Il s'agit d'articuler davantage le milieu scolaire et la communauté. Dans le cadre de ce volet, des ateliers programmés dans le Plan Intégral de Développement de la municipalité sont réalisés dans le but d'identifier des façons d'améliorer l'éducation qui reposent sur une participation accrue des parents. Par la suite, certaines expériences innovatrices pourront être financées par la Bourse « Initiatives et Projets » (BIP). Le dernier champ d'intervention se développe dans les quartiers qui ne sont pas intégrés au schéma modulaire de la CUAVES, ceux que l'on appelle *asentamientos humanos*, ou établissements humains. Il s'agit, d'une part, de relocaliser les familles installées sur des terrains qui présentent un certain danger et qui ne sont pas aptes à l'habitation (ceux situés sur les pentes du Lomo de Corvina, par exemple). Il s'agit, d'autre part, de faire participer davantage les résidents de ces secteurs à la vie du centre de Villa el Salvador.

Sans explorer à fond cette question particulière de la coopération internationale, il est néanmoins possible d'affirmer qu'elle est très présente, particulièrement la coopération internationale

⁵⁶ Entrevue avec Ramiro, du programme de développement urbain de DESCO, réalisée le 19 novembre 1999. Ce jeune ingénieur est originaire et résidant de Villa el Salvador.

décentralisée faite de jumelages de municipalités, d'écoles etc., celle que Villa el Salvador a toujours recherchée parce qu'elle a des effets structurants dans le cadre d'une politique de la municipalité qui dit « Aide-toi et la coopération internationale t'aidera ».

3. DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR : L'ORGANISATION D'UNE ÉCONOMIE PROPRE, UN PARC INDUSTRIEL

3.1 La zone agricole : un espace productif menacé

La zone agricole de Villa el Salvador est composée de 650 hectares dont 500 appartenaient déjà à trois coopératives d'élevage de volaille, de cobayes et de porcs avant la création de Villa el Salvador (Zeballos, 1991). Les terrains de la zone agricole servent toujours principalement à l'élevage ou encore à la production fourragère. La production horticole y est absente car, selon le directeur de l'agence municipale no. 1, la pauvreté du sol impliquerait des investissements trop importants pour que ce genre de culture soit rentable. Les légumes consommés à Villa el Salvador proviennent du centre du pays.

Étant donné les caractéristiques du sol et le manque d'infrastructures productives, c'est l'élevage de porcs qui représente l'activité la plus rentable⁵⁷. Plusieurs petites porcheries se trouvent dans la zone adjacente du cimetière, dans une zone qui ne compte aucune source d'irrigation. Il y a une certaine différenciation sociale au sein de ces petits producteurs, dont certains réalisent l'élevage à petite échelle alors que d'autres se spécialisent dans l'élevage de porcs reproducteurs⁵⁸.

Au bord de l'autoroute panaméricaine, dans la zone agricole, on trouve des exploitations avicoles et des industries légères (station d'essence, entreprise minière qui exploite le banc de sable du Lomo de Corvina, entrepôt de briques, usine de fabrication de tubes et structures métalliques par exemple). Une entreprise de fabrication de ciment s'est également établie en plein cœur de la zone, au nord du cimetière.

Comme les terrains à bâtir, les terres zonées agricoles ont été loties dans les années 1980 et remises à des habitants de Villa el Salvador intéressés à devenir producteurs agricoles. Ces lots ne comptent pas tous des titres de propriété privée car si l'on en croit nos informateurs, des associations de producteurs ont été créées pour faciliter l'obtention de tels titres et plusieurs continuent leurs démarches. On y trouve des producteurs de fourrage, de lait, quelques fromageries, des élevages de

⁵⁷ Entrevue avec M. Alarcon, directeur de l'agence municipale no.1, le 17 novembre 1999.

⁵⁸ La présence historique d'activités d'élevage porcin à Villa el Salvador est évoquée par l'appellation populaire donnée au marché des commerçants informels situé sur le terre-plein d'une des principales avenues qui parcourt Villa d'est en ouest. Ce marché regroupe différentes associations de commerçants, qui portent chacune leur nom, mais c'est le vocable de *chancheria* qui est utilisé pour y référer, car des porcheries se trouvaient autrefois à cet emplacement.

bœufs, de porcs, de cobayes, de lapins, de volailles ainsi que de la culture de figuiers de Barbarie, de jojobas et de plantes ornementales⁵⁹.

En outre, les eaux traitées dans des lagunes de sédimentation servent à irriguer une partie de la zone agricole. Elles ont été aménagées en 1980 (Zeballos, 1991 : 309). Dans l'autre partie, on utilise des eaux usées traitées pour irriguer la culture fourragère, mais cette eau est d'une qualité douteuse. Selon un de nos informateurs⁶⁰, la SEDAPAL est en train de développer un projet devant permettre l'amélioration de la qualité du traitement des eaux usées. Il y a aussi à la municipalité un projet de construction de nouvelles lagunes de sédimentation (Valladolid, 1999 :25). Une troisième section de la zone agricole ne compte sur aucune irrigation ; c'est la zone la plus élevée, située à proximité du cimetière. On y trouve de petits élevages de porcs.

Vers la fin des années 1980, la municipalité avait eu l'intention de développer davantage le potentiel de la zone agricole de façon à orienter la production vers la satisfaction des besoins alimentaires de la population locale, de créer des emplois et de contribuer à l'équilibre écologique du territoire. À cette fin, on prévoyait trois mesures principales :

- 1) l'établissement d'accords avec les producteurs installés avant la création de VES, accords qui auraient pour objectif de les orienter vers le marché local plutôt que vers le marché liméen ;
- 2) la création d'unités de production agricoles regroupant entre 5 et 10 familles de Villa el Salvador, lesquelles exploiteraient des parcelles de 3 et 5 hectares de façon collective. Ces parcelles, demeurant la propriété de la municipalité, leur seraient confiées en usufruit. En janvier 1987 six unités du genre avaient été constituées selon Tovar (1987 : 220). Tout porte à croire que ce projet n'a pas fonctionné, les producteurs préférant les petites exploitations individuelles et la sécurité sur la propriété du sol avec l'obtention de titres de propriété. Le problème c'est que, dès lors, les parcelles peuvent plus facilement changer d'usage et se convertir en terres à bâtir ou d'usage industriel ou commercial ;
- 3) la mise sur pied d'une coopérative regroupant ces unités de production et dont le conseil d'administration serait constitué de représentants de ces unités, de la municipalité, de la CUAVES et de la FEPOMUVES (Tovar, 1987 : 221).

⁵⁹ Entrevue avec M. Alarcon, Valladolid, 1999, p. 25 et *Amigos de Villa*, vol. 3, no. 4, 2000

⁶⁰ M. Alarcon.

Dans la zone agricole, on trouve une école d'enseignement technique en agriculture et élevage. Y étudient plus de 1 000 élèves, sur deux horaires (matin et après-midi). Cette école est située dans une zone d'élevages bovins. Les animaux sont maintenus dans des enclos.

Le problème de cette zone agricole, c'est qu'elle subit constamment des pressions pour transiter vers un usage résidentiel ou commercial. En effet, elle est l'objet de tentatives d'invasions continuelles, dans la section située au sud de l'avenue José Carlos Mariategui, lesquelles sont normalement réprimées rapidement. Toutefois, certaines réussissent car, d'après une de nos informatrices, après 48 heures d'occupation, les squatters ont acquis certains droits et une poursuite juridique est nécessaire pour les déloger. Ces poursuites s'avèrent longues et compliquées et, la plupart de temps, les squatters finissent par gagner et peuvent donc s'installer définitivement. Les dernières invasions massives ont eu lieu en janvier 2000. 50 hectares ont été envahis par plus de 5 000 personnes. Elles ont donné lieu à des affrontements mortels entre producteurs et squatters⁶¹.

Un autre facteur limitatif est le peu de disponibilité de crédit favorisant l'investissement agricole et le peu d'appui actuel, que ce soit de la part de la municipalité ou de la part du ministère de l'Agriculture, qui intervient principalement en matière de salubrité animale⁶².

Devant ces pressions, la faible rente que génèrent les activités d'agriculture et d'élevage poussent les propriétaires des lots les mieux situés et qui possèdent un titre de propriété à vendre leurs terres à des entreprises industrielles ou commerciales qui trouvent en ces terrains différents attraits : faible coût d'acquisition, impôts fonciers réduits, localisation avantageuse à proximité de l'autoroute panaméricaine. C'est ainsi que l'on trouve maintenant à Villa el Salvador les entrepôts de grandes compagnies privées commerciales, telles la chaîne de magasins d'alimentation Wong ou les magasins Ripley, une entreprise chilienne.

D'autres propriétaires, dont la localisation est moins attrayante pour ce genre de tractation, cherchent des façons originales d'augmenter la rentabilité de leur parcelle. C'est le cas de M. Vasquez⁶³, par exemple, ce petit éleveur qui mise sur le développement d'activités récréatives sur sa parcelle pour améliorer la situation économique de sa famille. Originaire d'Apurimac, il possède un terrain de 4 000 mètres carrés acquis en 1985. Il s'agissait d'une reprise de possession. La parcelle appartenait auparavant à un vieil homme qui n'avait plus la force de continuer l'exploitation. Ayant

⁶¹ Bulletin électronique *Amigos de Villa*.

⁶² Entrevue avec Reynaldo, réalisée en novembre 1999.

⁶³ Il s'agit d'un nom fictif, car nous ignorons celui de notre informateur.

appris les rudiments de l'élevage bovin dans un centre de production où il était employé, il s'est lancé dans l'aventure, achetant à l'ancien propriétaire le fourrage que celui-ci venait de récolter. Il a continué à produire du fourrage pendant un certain temps mais il préfère maintenant avoir recours à des composés industriels (*alimentos balanceados*). Il semait aussi de la luzerne mais comme il n'a pas de camion, il n'arrivait pas à écouler sa production. Il dépendait des autres pour le transport et cela lui occasionnait bien des ennuis. M. Vasquez élève des bœufs (il avait quatre taureaux au moment de notre visite) et quelques cochons. Les jeunes taureaux sont achetés à Huancayo. Quand ils sont prêts à être sacrifiés, des transporteurs travaillant pour le compte de l'abattoir de Lima viennent en prendre livraison.

Son terrain n'est pas alimenté en eau courante. Une citerne, remplie au coût de cinquante *soles*, lui permet de s'approvisionner pendant environ quinze semaines. Il habite sur sa petite exploitation mais considère que c'est plutôt une exception, la plupart des autres producteurs vivant dans la zone résidentielle. Son épouse travaille tous les jours à Lima, elle n'est de retour que vers vingt heures. Leurs deux jeunes garçons restent avec lui.

M. Vasquez fait partie d'une association créée dans le but d'obtenir des titres de propriété en bonne et due forme. Ils les ont eus il y a un an. Maintenant ses projets sont davantage de tirer profit de sa localisation avantageuse. Sa parcelle est située à la limite de la zone agricole et de la zone résidentielle. Elle est donc facilement accessible par les rues asphaltées. Il désire transformer son exploitation en centre récréatif, ce qu'il a déjà commencé à faire. Le dimanche, des groupes viennent s'y restaurer et s'y divertir. Pour l'occasion, il prépare notamment de la *pachamanca* (pommes de terres cuites sur des roches chauffées et mises en terre), offre des parties de « poches » et loue un terrain aménagé pour le football.

Il a beaucoup de succès et dit gagner plus en cette seule journée que dans tout le reste de la semaine. Il redoute la compétition car il a remarqué que lorsqu'une nouvelle activité commerciale est lancée et montre des signes de succès, elle est aussitôt reprise par d'autres qui y voient une source de revenus intéressante. Pour conserver l'avantage que lui procure l'innovation, il voudrait acquérir des alpagas afin d'aménager un mini jardin zoologique. Évidemment, il lui faut du capital pour

réaliser ses ambitions. Il connaît l'existence du *Banco de Materiales*⁶⁴, mais il dit préférer ne pas contracter de dette car cela le mettrait en situation de dépendance. Il préfère procéder à des aménagements graduels.

En tout état de cause, la propriété d'une parcelle est déjà une forme d'investissement sûre car dans une ville en expansion, la rente urbaine s'élève constamment.

De l'autre côté de l'Avenue Vallejo, nous avons rendu visite à une éleveuse de vaches laitières, madame Torres⁶⁵. Elle a appris à s'occuper des animaux et à fabriquer du fromage dans sa région d'origine, Apurimac. Elle a une maison dans le secteur 3, « près de la CUAVES » et une autre ici, sur la parcelle. Elle dispose de 5 000 mètres carrés (0,5 hectare). Elle a commencé son exploitation avec une seule vache, il y a dix ans de cela. Elle en possède maintenant huit. Lorsque l'occasion se présente, elle achète des parcelles adjacentes afin d'agrandir l'exploitation. Les vaches sont alimentées avec du maïs à bestiaux, cultivé sur place (*chala*), et à partir d'aliments usinés, car cela est plus rapide. On les traite matin et soir, ce qui permet de récolter environ 30 litres de lait. Celui-ci est vendu à l'usine Gloria. Le lait vaut 1,70 *sol* au détail et 1,30 *sol* au prix de gros.

Madame Torres a été membre d'AGROSILVES, un regroupement d'associations de producteurs. Elle est aujourd'hui membre d'une association qui regroupe sept unités de production. Cette association mène actuellement des démarches pour l'obtention de titres de propriété pour ses membres.

3.2 Le Parc industriel

3.2.1 Historique

Le Parc Industriel de Villa el Salvador naît comme un projet très ambitieux. Il s'agissait de créer un Parc Industriel du Cône Sud de Lima Métropolitaine, le PICS⁶⁶.

⁴ Il s'agit d'un programme public de crédit, financé par la Banque mondiale, destiné à l'autoconstruction. Les paiements peuvent être étalés sur des périodes assez longues, selon le montant emprunté (jusqu'à 10 ou 15 ans, nous a-t-on dit) et les versements sont à tarif fixe. En novembre 1999, le taux des versements mensuels était de 50 *soles*. Une autre institution qui offre des crédits pour l'autoconstruction est PROVIPO. Il s'agit dans ce cas d'une offre privée.

⁶⁵ Nom fictif.

⁶⁶ L'histoire des origines et de l'évolution du Parc Industriel a été reconstituée notamment à partir du document intitulé *Memoria institucional de la Autoridad Autónoma (Proyecto Especial Parque Industrial Cono Sur de Lima Metropolitana)*, élaboré par la Municipalidad de Villa el Salvador, 1993.

L'origine du Parc Industriel remonte aux années 1970-1972, quand le ministère de la *Vivienda* (logement) réserve une aire pour la création d'un Parc Industriel dans le cadre d'un Plan de développement urbain de Lima allant jusqu'à 1990. Postérieurement, des changements politiques paralysèrent ce type de projet. L'administration du Parc Industriel sera transférée au ministère de l'Industrie qui destine alors les terrains à la localisation de grandes industries dans le but de créer des emplois pour la population migrante des districts désertiques du sud. Les autorités cherchaient aussi à contrer la traditionnelle concentration industrielle sur l'axe est-ouest qui traverse l'ancienne partie urbaine de Lima et qui accueille plus de 80% des unités micro-entrepreneuriales.

Mais comme la grande industrie montre peu d'intérêt pour ce projet, elle laisse alors une porte ouverte à la communauté de Villa el Salvador (la CUAVES), à l'Association de petits industriels (APEMIVES) et à la municipalité pour demander le transfert de ces terrains. C'est ainsi qu'en juin 1987, se constitue l'*Autoridad Autónoma*⁶⁷, entité mixte formée par trois représentants du gouvernement national et trois de VES. Cette dernière était représentée par une personne de la municipalité, une personne de la CUAVES et une troisième de l'APEMIVES.

Les objectifs principaux deviennent alors de :

- 1) promouvoir l'installation et le développement de projets de petites entreprises industrielles, fournissant en contrepartie une infrastructure de base et une assistance technique nécessaire à l'intérieur du Parc Industriel ;
- 2) réaliser des études, des designs, des programmes de financement, de commercialisation, de construction et de développement des petites unités productives.

La communauté cherche ainsi à développer une économie propre au sein de VES demeurée jusque-là une ville-dortoir. On peut ainsi affirmer que le Parc est le résultat d'un travail d'organisation des petits entrepreneurs qui existaient déjà à VES mais qui étaient disséminés un peu partout dans VES et très faiblement organisés (Tovar, 1987).

L'*Autoridad Autónoma* a dû affronter des obstacles qui ont limité sa capacité de mener à bon port ses objectifs. Parmi les premiers, la période 1990-1992 a été particulièrement difficile en raison de la violence politique qui secouait le pays en général et VES particulièrement. C'est cependant en 1992 que la relation entre la Ville et les entrepreneurs se renforce. On assiste à ce moment-là à une proposition de développement intégral basée sur la commercialisation, l'assistance technique à la

⁶⁷ Son nom complet est *Autoridad Autónoma Proyecto Especial Parque Industrial Cono Sur de Lima Metropolitana* (AAPECICS).

production, le financement, la formation entrepreneuriale et l'élaboration de la documentation et de l'information pertinente pour la diffusion de ces services⁶⁸.

Quant aux facteurs relevant du contexte externe qui ont affecté le développement du Parc industriel au début des années 1990, mentionnons l'aggravation de la récession économique qui frappe durement une grande majorité des entreprises, l'ouverture des marchés, la fermeture des institutions financières, l'instabilité politique et une intervention terroriste à la hausse.

La crise économique affecta les entreprises indépendamment de leur taille provoquant la faillite de plusieurs et faisant grimper le chômage. De plus, l'ouverture des marchés, qui favorisa l'entrée des produits importés au Pérou, a eu des effets négatifs sur les produits du Parc industriel, notamment dans les secteurs du textile, de la chaussure et de la métallurgie. L'impact a été plus grand parmi les micro et les petites entreprises car leur capacité de renouvellement technologique est quasiment nulle. Ces entreprises sont d'ailleurs très handicapées pour ce qui touche à l'innovation, en matière de commercialisation et de production.

Le troisième facteur qui a aggravé la situation des unités productives du Parc Industriel fut la fermeture de plusieurs institutions financières qui leur offraient du crédit. Ce fut le cas de la *Banca de Fomento*, de *Banco Industrial* et du Fonds de garantie pour la petite industrie qui, dans ce dernier cas, relevait de l'économie publique (FOGAPI).

Quant à la situation politique, la fermeture du Congrès imposée par le gouvernement de Fujimori a entraîné une détérioration des rapports avec les institutions financières internationales qui ont retardé le renouvellement des lignes de crédit. Cette situation ainsi que la hausse de la violence de la part du Sentier Lumineux ont entraîné également la cessation des ententes de coopération qui soutenaient l'activité du Parc Industriel.

Malgré des facteurs très peu favorables sur le registre de la conjoncture économique et politique générale du pays, quelques progrès sont néanmoins à noter au cours de cette période, notamment dans les domaines de la planification et de l'élaboration de programmes, de la commercialisation, de la mise sur pied de projets, du financement et de la gestion entrepreneuriale. Cette réussite est

⁶⁸ Pour l'examen d'entreprises du parc industriel (conditions d'émergence, organisation du travail, promotion des produits, accès au crédit, conditions de travail des employés, liens associatifs de celles-ci...), voir quelques monographies d'entreprises dans l'annexe I.

due principalement au rapprochement de la municipalité et de ses techniciens avec les entrepreneurs locaux, rapprochement stimulé par *YAutoridad Autónoma*. Cette dernière a en effet mis sur pied des plans de développement en coordination avec les entrepreneurs permettant ainsi d'assurer une rentabilité plus soutenue. *L'Autoridad Autónoma* a aussi travaillé de près avec les organisations des jeunes entrepreneurs. Elle a enfin donné un grand élan à la commercialisation des produits du Parc Industriel en créant le *Complejo Comercial*, une grande surface destinée à l'exposition et à la vente des produits du Parc Industriel. Dans ce but, quelques ententes d'exportation ainsi que des accords de promotion commerciale ont été signés tout au long de la période de gestion de *YAutoridad Autónoma*. Quant au financement, quelques projets visant la création de fonds de développement (FINVES) et une banque locale (BANCOVES) dans le but de soutenir financièrement la petite entreprise ont été lancés.

Enfin, c'est durant cette période que les entrepreneurs sont devenus propriétaires des terrains qu'ils occupaient. Ces terrains ont été achetés à la Ville à des prix variables selon leur emplacement. Ainsi, un lot de terrain de 300 m² sur la rue 10 du Parc Industriel coûtait, en 1995, 2 200 *soles* payés au comptant (environ 637 dollars américains). Si le paiement s'étalait en quotas (maximum 36), le montant s'élevait à 2 626 *soles* (environ 761 dollars américains). Le prix du mètre carré était, dans certains endroits, plus bas que dans l'estimation précédente (à partir de 3,70 *soles* jusqu'au 16,28 *soles* pour les lots sur l'Avenue El Sol).

Depuis le début des années 1990, les entreprises du Parc Industriel se sont consolidées et le Parc a gagné une réputation qui dépasse les frontières de VES. Certains secteurs connaissent une période de croissance en dépit du contexte économique défavorable. Tel est le cas du secteur du meuble et de celui de la chaussure et du cuir. Le secteur textile, par contre, a été affecté par les importations et par son incapacité d'améliorer la qualité de ses produits (Aconsur, 1999). Un rapport élaboré par Aconsur (*Asesoría, Consultoría y Negocias*) signale qu'il y a un consensus, parmi les entrepreneurs de VES, à considérer l'année 1997 comme une bonne année. Cela est dû à deux raisons : la croissance du PIB et principalement le fait que c'est à partir de cette année-là que le vrai décollage du Parc Industriel commence. La majorité des entrepreneurs ont fourni, au cours de cette année, des produits au secteur public dans le cadre d'appels d'offre lancés par le gouvernement. Les entrepreneurs interviewés avaient, selon le rapport d'Aconsur, des plans d'expansion ou d'agrandissement de leurs locaux, voire d'exportation de leurs produits.

L'activité industrielle de VES a été renforcée aussi, au cours des dernières années de la décennie 1990, par l'émergence de services de soutien technique. En plus du *Centra de promociòn*

empresarial, service de soutien aux entrepreneurs qui relève directement de la municipalité de VES, d'autres centres de soutien technique ont vu le jour. C'est le cas notamment du Centre de soutien Aconsur. Aconsur est une institution à but non lucratif, créée à l'instigation de la coopération italienne et du ministère de l'Industrie du Pérou. Elle offre des services aux micro et petites entreprises, particulièrement à celles du secteur textile et aux groupes de femmes tricoteuses appartenant aux secteurs populaires de Lima.

Quant au *Centra de promotion empresarial*, bien qu'il ait été à l'origine le moteur dans le volet de commercialisation des produits du Parc industriel, son rôle actuel est l'objet de plusieurs critiques chez les entrepreneurs, dont la principale est que les techniciens qui y travaillent ne sont pas des entrepreneurs (Aconsur, 1999).

3.2.2 Les associations d'entrepreneurs, d'artisans et de commerçants de VES

L'histoire des associations d'entrepreneurs est plus ancienne que le Parc Industriel. En effet, dans la dynamique de renforcement des organisations populaires de VES et parallèlement à la consolidation de la CUAVES (*Comunidad Urbana Autogestionaria de Villa el Salvador*), les entrepreneurs se sont regroupés en créant des organisations diverses.

En 1985, les petits entrepreneurs fondent PAPIAVES (*Asociacion de Pequeños Industriales y Artesanos de Villa el Salvador*) dans le but de développer le Parc Industriel de VES. Il existait déjà quelques autres organisations de petits producteurs qui n'étaient pas exclusivement locales⁶⁹. Ces organisations, qui rassemblaient en moyenne une centaine d'entrepreneurs ou commerçants avaient, pour la plupart, été créées au début des années 1980. L'APIAVES était toutefois, au niveau local, la plus consolidée. En 1987, l'APIAVES cherche à élargir son membership dans le but de coordonner l'effort pour canaliser les entrepreneurs de VES vers le Parc Industriel. C'est ainsi que / *Asociacion de Pequeños y Medianos Empresarios de Villa el Salvador* (APEMIVES)⁷⁰ naît. En avril 1987, l'APEMIVES lance conjointement avec la CUAVES et le gouvernement municipal un appel exigeant la signature d'une entente avec le Ministère de l'Industrie pour la création du Parc Industriel. Elle accuse ce dernier de « trafiquer » la propriété des terrains du Parc Industriel et de

⁶⁹ Certaines de ces organisations regroupaient l'ensemble des entrepreneurs et commerçants du Cône Sud de Lima Métropolitaine, comme l'APISUR (*Asociacion de promotores de la Pequeña Industria del Cono Sur*, 81 membres), l'ADEICOSUR (*Asociacion de Industriales del Cono Sur*, 107 membres), ou *Y Asociacion de Pequeños Industriales y Comerciantes San Martin* (150 membres).

⁷⁰ L'APIAVES est la première promotrice de la formation de l'APEMIVES et le président de la première devient président de la deuxième.

« priver les petits industriels, les artisans et l'ensemble de Villa el Salvador d'une alternative de développement, la seule possibilité que nous avons pour atteindre la transformation intégrale de notre communauté » (Lettre ouverte d'APEMIVES, mars 1987 citée par Tovar, 1987 : 201).

Les organisations comme l'APIAVES ou l'APEMIVES émergent dans un contexte de crise économique mais aussi de renforcement des pouvoirs locaux (Tovar, 1987). Selon cet auteur, l'inefficacité du réseau de production urbain et le centralisme étatique ont contribué à l'émergence des nouvelles formes de production⁷¹.

⁷¹ Les commerçants créent, de leur côté, le *Frente único de comerciantes minoristas de Villa el Salvador* (FUCOMIVES). À noter que ces associations naissent à la même époque que les organisations de jeunes, celles des femmes ou celles des producteurs agricoles.

4. LE DÉVELOPPEMENT LOCAL À VILLA el SALVADOR (1971-2001) : LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

4.1 Le développement local à VES : la participation citoyenne

Villa el Salvador est une expérience unique de développement local et d'économie solidaire. Mais elle n'est pas seule pour autant. Plusieurs initiatives du même type en Amérique latine le montrent bien, comme les brésiliennes, pour ne nommer que celles-ci, notamment celles de Porto Alegre (Cassen, 1998) ou de Fortaleza (Collombon, Manoury et Parodi, 2000). VES vient surtout confirmer la portée d'une approche de développement local au sens d'une approche territorialisée, multiactivités, intégrant l'économique et le social et favorisant un premier développement dans un environnement politique moderne.

En premier lieu, Villa el Salvador illustre bien ce que peut être l'aménagement de l'espace urbain à l'échelle d'une région et non plus seulement sur le registre du microprojet : une population de 350 000 habitants organisée autour de 120 places communautaires par groupes résidentiels et représentée par une assemblée générale, celle de la CUAVES.

Deuxièmement, Villa el Salvador a fait la démonstration de la possibilité de mettre en place un processus participatif inscrit dans le cadre d'une collectivité publique possédant les attributs politiques de la modernité en combinant la démocratie directe, par une assemblée des délégués des groupes résidentiels et l'implication partenariale de centaines d'associations, avec la démocratie représentative : le suffrage universel, l'élection d'un maire et de conseillers, le développement d'un service public municipal, la cogestion d'un parc industriel, etc.

Troisièmement, Villa el Salvador montre comment, par une approche de développement local économique et associative tout à la fois, il est possible d'impulser des entreprises et des organisations d'économie locale à partir du « rez-de-chaussée » de l'économie nationale, à partir de l'économie de subsistance communautaire (Verschave, 1994). Les activités économiques informelles de VES étaient des activités de petites entreprises familiales, peu ou pas réglementées, utiles à la survie de ces familles mais pratiquement pas inscrites dans un processus d'accumulation. La politique de développement local de VES, par son parc industriel, est venue amorcer la sortie du « rez-de-chaussée » de cette économie de survie en faisant prendre l'escalier qui conduit à l'accumulation dans un cadre pour partie collectif, pour partie privé.

Quarto, Villa el Salvador a su mettre intégralement en œuvre un principe essentiel de développement local : « Aide-toi et l'État t'aidera ». Ce principe forme la pierre angulaire de

l'organisation sociale de Villa el Salvador. Le même principe s'est appliqué plus tard à la coopération internationale : la municipalité, des organisations de solidarité internationale (OSI), des municipalités ou des fondations du Nord... ont pris le relais d'un État national défaillant qui, à partir des années 80 et sous la pression des programmes d'ajustement structurel du FMI, avait déserté sa fonction de régulation par le service public.

C'est en additionnant et en combinant tous ces éléments que les habitants de Villa el Salvador ont pu jusqu'à maintenant influencer le processus de décision de la municipalité mais aussi, et peut-être surtout, mettre en œuvre, avec le concours de leurs partenaires, la construction d'écoles, de marchés, de centres de santé, de réseaux de micro-entreprises... Ils ont même réussi à planter, dans ce coin de désert, plus de 500 000 arbres.

Villa el Salvador n'a pas réussi ce développement sans tensions ni débats mais, à travers ses 30 ans d'histoire, la culture démocratique de Villa el Salvador s'est en quelque sorte greffée sur la culture communautaire préexistante en croisant la démocratie municipale, des dispositifs participatifs mis en place par ses habitants (la CUAVES) et des réseaux associatifs partenariaux. Une conviction soutient ses dirigeants et nombre de ses habitants : la démocratie ne peut solutionner tous les problèmes mais elle demeure encore la meilleure option dans un contexte de crise de l'État et de dérive majeure de l'économie du pays. Dans les années 80-90, les organisations populaires de VES ont réussi à ne pas se laisser emporter par la dérive militariste du Sentier Lumineux et du gouvernement Fujimori (Rodrigo, 1990).

Formulons ici succinctement cinq propositions qui ont trait à la participation des mouvements sociaux dans l'itinéraire de VES et que nous avons largement décrit dans la première partie de ce rapport :

- 1) Villa el Salvador, comme tant d'autres expériences dans les sociétés du Sud en Afrique ou en Amérique latine (Ela, 1998 ; Develtere, 1998 ; Jacob et Delville, 1994), est le produit d'une rencontre entre une population marginalisée et des leaders associatifs inscrits dans le sillage de mouvements sociaux de type communautaire issus de la tradition paysanne et indienne ; %
- 2) Villa el Salvador est le produit d'une rencontre entre une population marginalisée d'une part, et d'autre part des ONG nationales (comme DESCO) et des Organisations de coopération internationale (OCI) qui ont assuré, par leurs compétences, le support professionnel nécessaire à son développement comme municipalité et comme communauté organisée sur le plan sociospatial (les groupes résidentiels) et socio-économique (démarches partenariales de la

municipalité avec les associations tels les groupes de femmes, les groupes de jeunes, les petits entrepreneurs et les petits commerçants) ;

- 3) Villa el Salvador est aussi le produit d'une rencontre entre une population organisée et la coopération internationale décentralisée, celle qui favorise par exemple des jumelages de municipalités, d'écoles, de centres de santé, etc.. et des soutiens techniques divers (aide à la petite entreprise dans le parc industriel...);
- 4) Villa el Salvador est également le produit d'une population qui, en s'organisant, a su obtenir, par la mobilisation de sa population, la reconnaissance et le soutien des pouvoirs publics au moment opportun : sur le plan national, dans sa phase de démarrage et sur le plan régional, dans une seconde phase, lorsqu'elle se forme en tant que municipalité ;
- 5) Villa el Salvador est aussi le produit d'une rencontre entre des leaders locaux et leur communauté, leaders qui ont su miser sur une approche constamment renouvelée de développement local dans leur travail d'animation du mouvement des femmes, du mouvement des jeunes, du mouvement des petits entrepreneurs et des communautés chrétiennes de base.

4.2 Le développement local à VES : le premier développement

Ce qui précède illustre bien une première condition de la réussite de VES, à savoir la présence d'un mouvement social local vigoureux. Il convient cependant d'explicitier un peu plus les fondements culturels, économiques et politiques sur lesquels il a misé et ce qui, en dernière instance, a contribué à forger ce nouveau type de développement local :

Premièrement, le mouvement social de VES a su miser, sur le plan socioculturel et sociospatial, sur les traditions communautaires pour construire une organisation sociale à partir du niveau microsocial, le groupe résidentiel. Ce faisant, il a mis en marche un des moteurs délaissés du développement, soit l'enracinement sur un territoire et l'« œuvre communautaire », c'est-à-dire la satisfaction d'un travail accompli en commun. L'impératif de disposer de lieux collectifs appropriés de prise de parole et de prise de décision est une clé d'un développement local approprié.

Deuxièmement, le mouvement social local de VES a misé, sur le plan économique, sur ce qu'il est convenu d'appeler le premier développement, c'est-à-dire des systèmes locaux d'échange, l'« économie de rez-de-chaussée » dont parle Braudel (1985) : les marchés urbains élémentaires et les petites boutiques d'artisans, les petits ateliers de production, sorte de « plancher de la vie économique », lesquels forment les indispensables ressorts sans lesquels le développement à une autre échelle devient impossible. Bref sur les dispositifs informels, sur les réseaux, les filières, le

tissu économique de « rez-de-chaussée » de l'économie du pays, c'est-à-dire l'économie de subsistance communautaire.

Ce mouvement a notamment su, avec le support actif de la municipalité, favoriser l'organisation d'un parc industriel, lequel a contribué à son tour à soutenir les réseaux économiques et sociaux traditionnels de VES en les transformant en circuits de petite production marchande, rendant ainsi possible un processus d'accumulation. Ce qui signifie que le marché intérieur de survie a commencé à s'insérer dans une économie de marché, économie de marché à l'intérieur de laquelle les microentreprises, dont une partie relève de l'économie sociale et solidaire (coopératives de travail, coopératives d'achats, etc.), ont pu se positionner de façon relativement significative. C'est l'initiative conjointe de la collectivité publique et de la CUAVES de donner une nouvelle vocation au parc industriel qui a fait la différence : la priorité au développement d'une culture entrepreneuriale chez les jeunes et les femmes, le soutien aux groupements d'achat, l'organisation des entreprises par champ professionnel débordant le cadre familial, la création d'un cadre politique et légal approprié, la mise sur pied de dispositifs d'accompagnement tels un centre de promotion des produits du parc industriel, une agence de commercialisation, etc.

Les sociétés industrielles nées en Europe au siècle dernier ne se sont-elles pas très précisément construites, pendant plusieurs siècles, sur une « économie de rez-de-chaussée » ? Une des conditions de développement économique s'avère être le « vivre ensemble » qui ne réside pas seulement dans une économie de subsistance pour se nourrir mais bien dans un système local de productions et d'échanges économiques et sociaux. Occuper un territoire ne consiste pas seulement à se loger et à se nourrir mais bien à occuper un espace social particulier, un territoire qui prend peu à peu sens à travers les échanges, et donc à cohabiter.

Dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Braudel (1980) développe la thèse d'une économie à trois étages composée d'une économie de subsistance (le « rez-de-chaussée ») qui est une économie informelle de la débrouille, puis d'une économie de marché local (au premier étage) et finalement d'une économie-monde (à l'étage supérieur). L'analogie d'un édifice à plusieurs étages illustre bien les relations entre les étages de la vie économique et sociale. Ses travaux démontrent que les acteurs du marché, sur une période longue de l'économie, se sont d'abord constitués à travers le système d'échanges d'une économie de subsistance, idée trop longtemps ignorée ou sous-estimée par la plupart des théories du développement.

Troisièmement, le mouvement social de VES a misé, sur le plan socio-politique, sur la démocratie directe combinée à la démocratie représentative. À VES, une population a appris à cohabiter dans

un nouvel espace à travers la planification démocratique de son développement : logement, emploi, santé et éducation, transport court, agriculture urbaine, etc. Villa el Salvador est ainsi devenu non seulement un terrain fertile pour des activités économiques et sociales mais simultanément un terrain fertile de démocratie locale. La population de Villa el Salvador a su structurer son réseau de voisinage par-delà l'entraide (corvées collectives, par exemple) et devenir une société civile active inscrite dans le développement d'une institution de gouvernance locale moderne et intégrée, assumée en bonne partie par son leadership associatif. L'accompagnement d'ONG et d'OSI engagées à leurs côtés avec une expertise (compétences professionnelles) et une offre adéquate de services ont fait le reste.

4.3 Développement local à VES : le système local de production

Dans le cadre d'une économie où le secteur informel occupe une place prépondérante, créer ou soutenir des entreprises qui s'inscrivent dans un processus d'accumulation plutôt que de simple survie sert à deux choses : 1) offrir un tremplin pour mobiliser les principaux acteurs économiques et sociaux d'une communauté et donc contribuer à l'affermir ; 2) soutenir la TPE (très petite entreprise) pour refaçonner l'économie locale en la modernisant.

Notre recherche sur Villa el Salvador montre en effet l'importance pour des projets de développement d'opérer autour de la spécificité de ce marché : devenir une niche ou un créneau à l'intérieur du développement économique et social de territoires. En d'autres termes, pour favoriser la transformation de la micro-entreprise du secteur informel en entreprise sur le marché, il faut un accompagnement adapté, c'est-à-dire :

- 1) une organisation de l'offre de services en fonction de ce type spécifique de travailleurs et d'entreprises, une logique qui est tournée vers le potentiel des projets et des porteurs de projets plutôt que sur les garanties (logique habituelle des institutions financières) ;
- 2) une offre de services qui prend en compte l'importance du suivi et de l'accompagnement de proximité. L'accompagnement de proximité, dans le cadre du parc industriel, leur a servi de levier. Mais cet effet de levier n'est pas mécanique. Il faut un accompagnement qui fournit une information de qualité et qui favorise une mise en réseau.

Si on considère ce marché comme étant surtout instable et conjoncturel, si on considère qu'il y aura un « retour à la normale », c'est-à-dire le retour majeur de l'emploi dans la grande entreprise, alors encourager ce sous-marché relève strictement de la gestion sociale de la pauvreté par temps

difficiles avec un État qui, à la limite, pourrait s'en tenir à des politiques d'assistance plus ou moins consistantes.

Si, par contre, ce marché est identifié comme devant tenir la route dans la durée parce qu'il s'inscrit non pas dans la fin des économies locales mais bien dans leur transformation et donc qu'il y a là l'existence d'un champ durable de développement ; si les travailleurs de ce sous-marché en retirent un certain nombre de bénéfices socio-économiques et socioculturels, en bout de ligne, ce sont des emplois qui améliorent les conditions de vie personnelle, familiale et professionnelle de TPE du secteur informel.

La municipalité de Villa el Salvador a bien compris l'importance d'organiser de façon spécifique ces travailleurs autonomes en prenant pour acquis qu'aujourd'hui la tendance est là pour rester et qu'il faut y faire face, plutôt que d'attendre que l'État national ou des institutions internationales fassent revenir une période faste de développement de la grande entreprise privée ou publique.

4.4 Le développement local à VES : un « local » de concertation

Dans un contexte de réorganisation du système productif, de mondialisation des échanges économiques et de réorientation du rôle des États, l'État, les collectivités publiques et les communautés locales sont appelées à jouer un nouveau rôle dans la production de services collectifs. Quelles nouvelles réponses prennent forme au sein de ces communautés ? Les pouvoirs publics s'inscrivent-ils dans la seule logique de l'urgence et de populations ciblées ou sont-ils capables de mettre en œuvre des politiques transversales de développement ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, au Nord comme au Sud.

La dynamique sociale d'aujourd'hui, présente de façon manifeste à VES et dans d'autres expériences apparentées, est davantage faite de concertation et de partenariat. Elle a suscité à VES de nouvelles formes d'institutionnalisation, à l'échelle d'un bidonville de plus de 350 000 habitants : 1) le développement local de VES n'a pas été seulement un développement par le haut (*top down approach*) au sein d'une communauté par l'intermédiaire de transferts sociaux en provenance d'aides de l'État national ou d'institutions internationales, bien que cette approche ait eu un certain élan dans sa phase initiale ; 2) le développement local à VES n'a pas été non plus exclusivement alternatif et par en bas (*bottom up process*). Le processus à VES a engagé plus d'acteurs et ce, à l'intérieur de nouveaux dispositifs souvent partenariaux et de nouvelles règles, de nouvelles activités, de nouveaux modes de financement et de nouveaux modes d'intervention mettant à contribution des pouvoirs publics (locaux, nationaux ou même internationaux comme certaines

villes du Nord, l'Union européenne ou des institutions comme PUNESCO) avec la conviction sous-jacente qu'il n'y a pas de développement local réussi sans État ni contre l'État.

Face à la crise majeure de l'emploi qu'a révélée la montée en puissance de l'économie informelle et face à la crise des États dans la plupart des pays du Sud, le développement local comme stratégie d'intervention est devenu une composante essentielle des nouvelles régulations. Mondialisation et montée du local sont les deux faces d'un même phénomène. Il faut aussi prendre acte du fait qu'il se déploie différemment depuis au moins une décennie autour :

- 1) de nouveaux acteurs issus de la société civile : des associations, mouvements et ONG qui travaillent à améliorer le sort de groupes en difficulté par la création d'entreprises répondant aux besoins de ces groupes et de populations locales (Marcussen, 1998) ;
- 2) de nouvelles règles et de nouveaux dispositifs de développement local : une gouvernance locale qui associe une population sur un territoire donné en cherchant à réarticuler les exigences du « social » et de l'« économique » sur le plan local, en s'appuyant notamment sur des pratiques apparentées à l'économie sociale ;
- 3) de nouvelles activités : des entreprises évoluant dans de multiples champs d'intervention répondant à de nouvelles demandes sociales (habitat, agriculture urbaine, systèmes locaux d'échange), entreprises qui renvoient aussi bien à l'économie marchande que sociale ou encore non monétaire ;
- 4) de nouveaux modes de financement de ces activités (associations d'emprunt, fonds locaux de développement) venant renforcer ces nouvelles formes d'activités (Panos, 1989) ;
- 5) de nouveaux modes d'intervention des pouvoirs publics et d'interfaces public-associatif-privé, c'est-à-dire des démarches partenariales (Reilly, 1995).

Globalement, on pourrait dire que ce nouveau développement local tire aujourd'hui sa force du croisement de trois dimensions étroitement liées : 1) la production de biens et de services (dimension économique) ; 2) l'activité d'une population sur un territoire donné pour qui le « vivre ensemble » offre de la pertinence sociale (la dimension socio-spatiale) ; 3) le « communautaire » comme dispositif associatif local de revitalisation dans une perspective où l'on ne sépare plus l'« économique » du « social » (dimension associative).

Certes, ce nouveau local de concertation et de partenariat peut, à première vue, sembler traversé par l'idéalisme et le consensus. L'histoire du développement local de VES révèle bien au contraire que tout cela se construit et s'obtient « à l'arrachée » : de nouveaux acteurs n'entrent jamais en scène sans bousculer habitudes, traditions, préjugés et intérêts de ceux qui sont déjà en place.

Concertation et partenariat n'excluent pas le conflit. Mais le partenariat fournit un autre aboutissement : les populations concernées ne laissent plus aux autres le soin de construire de nouvelles institutions, elles y participent de plain-pied, en forçant la porte lorsque cela s'impose.

4.5 Le développement local à Villa el Salvador : la gestion des tensions

Comme on l'a vu, cette institutionnalisation partielle du développement local et de l'économie sociale dans le Pérou urbain des années 1970-2000 s'est faite avec de la coopération entre tous les acteurs concernés. Mais elle ne s'est pas faite sans conflits. Pourquoi ?

Il est souvent difficile dans le contexte mondial actuel de déceler des différences, voire des oppositions entre les acteurs sociaux sur des enjeux comme la lutte contre la pauvreté et plus largement sur le développement social : tous épousent le même discours de base sur la nécessaire réforme du cadre institutionnel de l'État par la décentralisation, sur l'importance à accorder au local, sur l'opportunité de consolider la société civile, le tout s'inscrivant dans une mondialisation des marchés jugée inévitable et inéluctable. Mais parle-t-on des mêmes choses ?

Pour grossir le trait, deux visions de ces réalités se partagent le terrain. D'un côté, il y a les acteurs plus directement engagés dans le processus de la mondialisation : de nouvelles couches de cadres et de gestionnaires de grandes entreprises privées et même publiques (cas notamment du capital chilien dans la capitale péruvienne et sa banlieue). De l'autre, de nouveaux acteurs populaires (groupes de femmes, groupes de jeunes, associations de petits entrepreneurs...), appuyés par des intervenants travaillant dans des ONG, évoluant à l'intérieur de nouvelles instances de développement local et dans des organisations et entreprises du parc industriel.

Pour les premiers, la mondialisation est et doit être néolibérale : l'économie exige une cure de jouvence par la privatisation des entreprises publiques et la déréglementation car l'État freine, disent-ils, les initiatives entrepreneuriales (De Soto, 1984 et 2000) ; le développement passe par la recomposition de l'appareil productif mais aussi par la recomposition de l'espace social et la relocalisation des entreprises ; le local et la décentralisation jouent un nouveau rôle fonctionnel en soutenant prioritairement l'émergence ou la consolidation de pôles performants concurrentiels sur le plan international (Esprit, juin 2000, numéro 264).

Pour ceux-là, le développement local et l'économie populaire n'ont de pertinence que pour pallier les problèmes de la fragmentation sociale provoquée par la mondialisation (régions qui perdent, communautés qui s'appauvrissent, segments de la population active précarisés dans leur travail). De

même, le renforcement de la société civile n'est là que pour favoriser l'initiative privée sous toutes ses formes.

Pour les seconds, il existe des contre-tendances qui participent d'une autre mondialisation, contre-tendances parmi lesquelles le développement local et l'économie sociale, de même qu'une société civile en santé, font partie des données cardinales d'un développement plus solidaire (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999). Même si certaines communautés et régions font dans la passivité, d'autres s'inscrivent dans une mobilisation active, souvent inédite. Et même si les grands projets réformateurs (la conquête socialiste du pouvoir) ne font plus partie de leur imaginaire collectif, l'affirmation identitaire de ces communautés et régions, tant sur le terrain de l'économie que sur celui du social, participe d'une redéfinition du développement par la mise en place de nouvelles institutions, que nous avons identifiées comme étant des filières, démontrant la capacité des initiatives locales d'avoir un impact sur les processus de développement à l'échelle nationale et même internationale (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001). Car la coopération du travail et la coopération sur un même territoire en développement ne viennent pas seulement fournir des emplois pour vivre, mais aussi du travail pour que chacun se réalise. Bref, économie sociale et développement local peuvent être créateurs de nouvelles identités (Defourny, Favreau et Laville, 1998) et peuvent participer à la reconstruction d'institutions capables d'intégrer ces nouvelles identités (M'Bokolo, Touraine et Walzer dans *Les clés du 21^e siècle*, 2000 : 321-343 et Azcueta : 472-477).

Comme l'expriment fort bien Debuyst, Arocena et Peemans dans leurs travaux (dans Debuyst et Del Castillo, 1999), l'économie sociale et le développement local s'inscrivent dans un rapport de force entre acteurs. Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène économique nouveau car il y a rapport de force autour de l'occupation de l'espace (les bidonvilles, par exemple), rapport de force autour de l'utilisation des ressources publiques pour le développement d'une communauté ou d'une région, etc. Les uns interviennent au nom de la reconstruction du tissu social, au nom de la gestion collective de l'environnement naturel pour un développement durable, au nom du contrôle par les communautés et les régions elles-mêmes de leur développement, bref au nom des droits économiques et sociaux des citoyens. Tandis que les autres interviennent au nom de l'inscription de leur métropole dans la mondialisation, au nom de l'insertion des entreprises sur le marché mondial, au nom de l'initiative entrepreneuriale individuelle par opposition aux initiatives locales collectives adossées à des politiques publiques, locales, nationales et internationales volontaristes. Tel est le contenu sous-jacent de la composante conflictuelle du développement local et de l'économie sociale / solidaire.

Pour trouver des solutions aux tensions générées par ces visions fort différentes, il faut produire des avenues de négociation entre les trois pôles de développement que sont le pôle public, le pôle privé et le pôle associatif (Aznar *et alii*, 1997), produire, pour être plus précis, des filières institutionnelles où s'exprimeront ces tensions autour d'enjeux concrets à transformer en projets collectifs.

Les expériences de développement local comme celle de VES au Pérou ou d'autres en Amérique latine nous amènent à formuler la proposition suivante en trois points :

- 1) le développement local et l'économie sociale deviennent de plus en plus importants dans le nouveau paysage économique et social mondial : a) montée d'une société civile à l'échelle mondiale (multiplication des ONG et des associations) ; b) émergence d'entreprises citoyennes ; c) exigences de démocratisation des populations locales qui veulent un contrôle du développement sur leur territoire et qui se mobilisent localement pour la protection de l'environnement, etc. ; d) nouveaux mouvements politiques préconisant le partage du travail, le revenu minimum de citoyenneté, une économie solidaire, etc. ;
- 2) le local est un nouveau local : le territoire d'appartenance, les fonctions, les acteurs et les dispositifs du « local » ne sont plus les mêmes. Il ne s'agit ni d'un développement local par le haut (issu de l'aide internationale dans le cas des pays du Sud ou de ministères de gouvernements centralisateurs comme dans le cas des pays du Nord), ni d'un développement par en bas de type alternatif. Il est plus transversal, met à contribution plusieurs acteurs différents et fait partie d'un nouveau modèle de développement (Lévesque, 1999) ;
- 3) l'économie n'est pas que capitaliste, elle est plurielle. Variable selon les pays, les forces combinées de l'économie publique et de l'économie sociale et solidaire peuvent servir de contrepoids à l'économie privée. Ce faisant, la perspective de l'édification d'une économie plurielle plus solidaire et donc d'intérêt général devient plus plausible.

5. ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES POPULAIRES ET DÉVELOPPEMENT

5.1 La notion de « développement » : de la décolonisation à la mondialisation néolibérale, itinéraire d'un débat sur la notion de développement

Le concept de développement est mis à mal, ramené même par certains à une simple croyance occidentale, qui plus est, dépassé (Rist, 1996). Face à ce relativisme culturel poussé à sa limite, il convient de fournir un certain éclairage historique sur la notion et sur sa pertinence encore aujourd'hui. Simultanément à cette interrogation sur la notion de développement, il faut poser la question suivante : l'économie sociale est-elle partie prenante aujourd'hui des stratégies de développement des sociétés du Sud ? L'économie sociale fait-elle partie de la nouvelle dynamique de coopération internationale décentralisée qui inspire désormais de nombreux projets (Monde Diplomatique de juillet 2000) ?

En 40 ans d'histoire liée au développement des pays du Sud (1960-2000), nous sommes passés de la décolonisation et des espoirs qu'elle suscitait alors, à une mondialisation néolibérale. Ce début de basculement du monde, pour reprendre l'expression de Michel Beaud (2000 : 348-408), n'a-t-il provoqué que du désenchantement ? Pour répondre à cette question, il apparaît utile, avant d'analyser le rôle des organisations et des entreprises d'économie sociale dans le Sud et l'importance de la notion de premier développement, de reconstituer l'itinéraire de ces 40 ans autour de la notion de développement.

Dans les ONGD et dans le monde des animateurs de l'économie sociale / solidaire et de la coopération internationale « alternative », deux thèses ont marqué de leur empreinte les années 1960-1970 :

- 1) l'analyse libérale du sous-développement, considéré comme retard, analyse associée notamment aux travaux de l'américain Walt W. Rostow (1970). Cette analyse a servi de repoussoir pour les uns, soit les ONGD et certaines agences liées à l'Organisation des Nations unies, mais de référence pour les autres, soit la coopération étatique bilatérale ou multilatérale, notamment celle des États-Unis ;
- 2) l'analyse marxiste du sous-développement considéré comme blocage. Cette analyse a servi de référence aux ONGD « tiers-mondistes », aux dirigeants de plusieurs pays du Sud attirés par le modèle des pays de l'Est et de la Chine et aux dirigeants de certaines organisations internationales.

Contrairement à l'opinion souvent répandue, les théories du développement ne circulent pas uniquement, ni même surtout, dans les milieux académiques. Au contraire, pendant ces deux décennies (1960 et 1970), elles étaient très présentes dans toutes les sphères des organisations internationales : ONG, agences de l'ONU, organisations internationales à vocation sociale tels que l'UNESCO, le BIT, l'OIMS, la PAO et le PNUD et organisations économiques internationales tels que le FMI, la Banque mondiale et le GATT (devenu l'OMC).

5.2 Les modèles nationaux de développement

5.2.1 Le modèle libéral de développement pour le Sud

L'analyse libérale de Rostow décrit le développement économique comme un processus composé d'une succession d'étapes devant être suivies plus ou moins par tous les pays sur la base de l'expérience des pays du Nord. Seul le moment du décollage diffère (Teulon, 1999) :

- 1) le développement suppose d'abord une remise en question de la société traditionnelle, de son organisation sociale rigide et de sa production limitée à une simple économie de subsistance ;
- 2) le développement exige une préparation pour pouvoir opérer son décollage : d'abord une agriculture capable de dégager des surplus, puis un État actif pour mener à bien certaines interventions favorisant l'émergence d'entrepreneurs ;
- 3) le décollage du développement passe par l'identification et la promotion de secteurs moteurs disposant d'un niveau d'investissements qui leur corresponde, secteurs promus sous la conditionnante que soient levés les obstacles socio-politiques nuisant à leur pénétration ;
- 4) l'industrialisation de l'agriculture permet la libération d'une main-d'œuvre agricole laquelle, à son tour, peut ainsi être mise à profit pour favoriser une industrialisation plus diversifiée ;
- 5) une économie de consommation de masse se met en place : émergence d'un secteur tertiaire privé et diffusion de biens de consommation durables (appareils ménagers, automobiles, etc.).

En bref, le développement se concentre et se définit à partir de trois moteurs - l'urbanisation, l'industrialisation et l'économie de marché -, auxquels on attribue l'origine du développement des sociétés du Nord à partir du XIXe siècle (1830-1975).

Mais ce modèle a vite été mis à mal. En premier lieu, le modèle n'a pas fonctionné dans la plupart des pays du Sud. En Amérique latine par exemple, les lignes de force du développement ont plutôt été une urbanisation sans industrialisation (Bairoch, 1997), des classes politiques mettant l'État au service de leurs intérêts immédiats (par exemple des propriétaires terriens bloquant toutes les tentatives de réforme agraire), quelques pôles de croissance bien ciblés par des investisseurs du

Nord favorisant plutôt un mal-développement et un endettement énorme. Bref, on paie la dette ou les intérêts de la dette et on fait du développement...dans les marges de ces sociétés.

En deuxième lieu, là où un certain développement s'est effectivement opéré, comme dans les nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie du Sud-Est, il a été largement démontré que ces pays avaient réussi par la forte capacité d'intervention de l'État et des choix appropriés d'insertion dans l'économie mondiale de ces mêmes États en partenariat avec les entrepreneurs privés locaux. Cela contredit la théorie selon laquelle il conviendrait de miser principalement sur le marché et subsidiairement sur l'État. L'industrialisation a ainsi décollé grâce à l'État au Brésil (des années 30 aux années 50), en Algérie (durant les années 60 et 70), ou encore en Corée du Sud (des années 60 aux années 80).

5.2.2 Le modèle « dépendantiste » de développement des pays du Sud

Dans l'analyse marxiste du développement, les pays du Sud sont dans une situation de blocage, blocage issu de l'intervention des pays du Nord dans le Sud au temps de la colonisation et, par la suite, d'une présence technologique et économique déterminante dont les entreprises multinationales ont été et sont les fers de lance. L'échange devient inégal entre les nations du Nord et les nations du Sud. Les principaux éléments du blocage sont les suivants :

- 1) colonialisme et impérialisme : diagnostic de pillage du tiers-monde, puis d'entretien de liens de dépendance économique après les indépendances politiques ;
- 2) échange inégal : on assiste à la détérioration des termes de l'échange de services et de marchandises ;
- 3) crise de l'endettement des États du Sud envers les institutions bancaires du Nord : la crise draine également vers le Nord les flux financiers car le paiement des intérêts et des charges (le capital) de la dette extérieure des pays du Sud remonte vers le Nord ;
- 4) blocage du développement par les nouvelles couches dirigeantes du Sud : les grands propriétaires terriens, les appareils militaires rentiers ou les bourgeoisies « *compradores* » (« achetées » par des intérêts étrangers) s'enrichissent au détriment de leur société et placent leur argent dans les pays du Nord.

Amin (1970) et Emmanuel (1969) pour l'Afrique, Cardoso et Faletto (1978) pour l'Amérique latine avancent donc une théorie de la dépendance des pays de la périphérie (Sud) à l'égard des pays du centre (Nord), dépendance toute à la fois commerciale, technologique et financière. Le sous-développement est identifié comme le résultat d'un environnement international systématiquement défavorable lié à une domination du Nord sur le Sud, qui s'insère dans l'économie mondiale mais

selon une division internationale où le Sud est toujours perdant. Conclusion : ne comptons que sur nos propres moyens, c'est-à-dire misons pour notre développement sur : 1) l'accumulation de capital à partir d'un surplus agricole ; 2) l'utilisation de ce surplus pour l'industrialisation ; 3) la planification par l'État des activités économiques stratégiques pour coordonner l'ensemble des secteurs ; 4) le soutien de l'aide étrangère lorsqu'elle laisse suffisamment de marge de manœuvre, en tablant sur la concurrence entre les deux grands blocs.

Le problème de cette seconde analyse, c'est que le « bloc socialiste » des pays de l'Est, sur lequel plusieurs pays du Sud misaient, a implosé. Simultanément le Sud n'a plus guère eu de possibilité de constituer une grande région de la planète pouvant participer d'un même combat universel parce qu'il a lui-même éclaté⁷². D'autre part, cette analyse n'offrait guère de possibilités d'agir, sinon en considérant que seule la révolution changerait le cours des choses : séduisante perspective pour certains mouvements, mais qui fut de courte durée.

Le débat s'est assez rapidement engagé dans une autre direction à partir des années 80-90, car les grands projets des uns et des autres échouaient : les méga-projets du Nord capitaliste dans le Sud créant dépendance, inégalités fortes et endettement des pays concernés et les méga-perspectives du « bloc socialiste » ne disposant pas des moyens de leurs ambitions. Point culminant du désenchantement : après la contestation de la notion dans les années 80, l'abandon, à toute fin pratique, du thème du développement dans les années 90 à l'intérieur de plusieurs institutions de l'ONU (Smouts, 1995 : 123), simultanément à l'effondrement du bloc socialiste. La seule perspective qui pointe alors à l'horizon est la montée des droits de l'Homme, l'humanitaire devenant la quasi-exclusive finalité légitime dans les rapports entre nations par ces temps d'incertitudes.

Bref, le retard du Sud et le mimétisme occidental de la perspective libérale d'un côté, le blocage des pays du Sud par le Nord et le développement endogène de la perspective marxiste de l'autre, constitueront, pendant deux décennies au moins (1960-1980), les deux référentiels de base des débats et des politiques internationales en matière de développement.

Sur le registre des politiques de développement à favoriser, la situation d'aujourd'hui ne donne raison ni à l'un ni à l'autre. Mais, en termes de diagnostic de situation, les « dépendantistes » se sont

⁷² On aura compris que l'expression, le Sud, est d'ailleurs une simplification, étant donné l'extrême disparité des situations avec, par exemple, d'un côté, les nouveaux pays industrialisés (NPI) de l'Asie du Sud-Est et, de l'autre, la moitié des pays africains exclus des échanges commerciaux internationaux.

vus confirmés en bonne partie par des économistes indépendants tels Perroux, Myrdal et Hirschman, lesquels feront les constats suivants à la fin de ces décennies :

- 1) les paysans continuent d'être surexploités par une bourgeoisie agro-exportatrice (grands propriétaires terriens), laquelle, sur le plan politique, soutient pendant toutes les années 70 et une partie des années 80 les dictatures militaires pour empêcher toute réforme agraire. C'est le tout à l'exportation ;
- 2) là où il y a développement, c'est un mal-développement car il n'encourage, dans la plupart des cas, que la mono-industrialisation ;
- 3) on assiste à l'endettement progressif des États : les investissements de l'industrialisation nationale ne réussissent pas à générer des surplus suffisants pour payer la dette qui en découle de même que le coût des armements en provenance de pays du Nord ;
- 4) on assiste à des migrations massives vers les villes car les paysans vivent dans un noyau d'étranglement : la surexploitation sur le plan économique les confine à la pauvreté et la répression exercée à leur égard par les dictatures en place affaiblit considérablement leurs capacités de mobilisation sociale.

Aujourd'hui, après l'échec des coopérations étatiques des pays capitalistes du Nord dans le Sud, après l'échec du communisme et son effondrement et après l'échec des mouvements de libération nationale et de leur modèle « développementiste », quel horizon reste-t-il ? Pour les uns, le désenchantement est total et le développement une notion obsolète. Ainsi, certains auteurs tombent dans le relativisme culturel en ramenant le développement à une simple croyance occidentale (Rist, 1996). D'autres tombent dans un scepticisme en considérant que le modèle occidental est une machine à exclure reposant sur la compétition généralisée ; scepticisme certes de bon aloi, mais par trop absolu, car il réduit le développement à cette seule proposition (Latouche, 1991). Ces auteurs nous condamnent ainsi à l'impuissance. Il faut donc aller voir ailleurs.

5.3 Le renouvellement de la notion de développement aujourd'hui

5.3.1 Ceux qui ont ouvert la voie : les économistes hétérodoxes des années 70-80

Heureusement, dans les débats sur le développement, tous ne s'étaient pas laissés enfermer dans les pesantes théories du développement illustrées précédemment. Déjà dans les années 60-70, les Henri Desroche (1976), Albert Meister (1977), Paolo Freire (1974) et Ivan Illich (1971) remettaient en question l'économisme en s'interrogeant par exemple sur le rôle des associations et des coopératives dans le développement ou sur les aspects culturels de celui-ci, soit l'alphabétisation, et

plus généralement la scolarisation et la formation. De même, un René Dumont et un Josué de Castro s'interrogeaient sur les aspects socio-démographiques (population, alimentation et agriculture) et donc sur la question des femmes dans le développement, sur la question de l'éducation et de la famille et également sur la question des rapports, c'est-à-dire des équilibres et des déséquilibres, entre la campagne et la ville. Du côté des économistes, des François Perroux (Perroux, 1961 et 1981), Louis-Joseph Lebreton (Lebreton, 1961), Hirschmann (1964 et 1980) et Myrdal (1958 et 1978) s'interrogeaient, partant des expériences les plus significatives du Sud, sur un développement économique qui soit humain. D'où l'introduction capitale dans le débat de la distinction entre croissance, augmentation continue de la production, et développement, qui est l'organisation des produits, revenus et dépenses en fonction de l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population d'un pays (emploi, habitat, éducation, santé...).

Si l'industrialisation est sans aucun doute une nécessité que ni les uns ni les autres ne contestent aujourd'hui, le développement est autre chose. Il est plus que l'industrialisation et le marché, car il suppose notamment l'éducation des familles, la formation de la main-d'œuvre, une intervention forte de l'État dans l'économie, la prise en compte de l'environnement... Voyons de plus près de quoi ce courant est porteur :

- 1) les relations économiques entre pays du Nord et pays du Sud sont des relations hiérarchisées (Perroux parle de domination du Nord sur le Sud). Question posée à Rostow : comment envisager que la croissance puisse être favorisée dans le Sud si la participation aux échanges internationaux sont des échanges inégaux ? En outre, si les pays d'Europe au XVIIIe siècle n'étaient pas développés lorsqu'ils ont amorcé leur décollage, ils n'étaient cependant pas sous-développés ni dépendants. Les conditions de départ diffèrent donc beaucoup ;
- 2) les structures productives trop spécialisées empêchent des liens dynamiques entre différents secteurs et provoquent de nouvelles formes de dépendance envers les pays du Nord ;
- 3) le libre jeu du marché empêche le développement : les « pôles de croissance » perturbent les économies locales, créent des effets déstabilisateurs, d'où l'idée de faire porter les efforts en direction de « secteurs à fort effet de diffusion dans le reste de l'économie » (Rousselet, 1996 : 53), à partir d'un État interventionniste qui a une stratégie d'industrialisation par substitution des importations en misant sur la production du pays plutôt que sur la consommation de produits importés.

C'est donc Lebreton, fondateur d'*Économie et Humanisme* en France, Perroux et quelques autres qui se feront les promoteurs d'un développement solidaire, au moment où les deux blocs en présence (capitaliste et socialiste) assimilent couramment développement des sociétés et croissance

économique à travers l'indice de repérage classiquement reconnu pendant des décennies comme indice déterminant, l'indice du PNB par habitant.

Dans les années 1990, ce sont des économistes du Sud qui prendront la relève pour introduire l'indice de développement humain qui, année après année, depuis dix ans (1990-2000), alimente la base de calcul du *Rapport sur le développement humain* que publie le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). L'indice de développement humain est un indice composite dont les trois principaux éléments sont l'espérance de vie à la naissance (elle varie, selon les pays, de 25 à 85 ans), le niveau d'instruction (taux d'alphabétisation et taux de scolarisation) et le niveau de revenu. Sans être complet, le croisement de ces trois facteurs de base, en faisant valoir tout à la fois des indicateurs économiques et des indicateurs sociaux, introduit une véritable petite révolution : les organisations internationales (ONG et agences de l'ONU) peuvent désormais compter sur des référents qui n'assimilent plus croissance et développement⁷³. Cet indicateur-clé introduit donc aujourd'hui à la multi-dimensionnalité du développement, ouvrant ainsi la porte à une approche autre qu'en termes de besoins dits de base pour se diriger vers d'autres repères de développement qui ne sont plus strictement économiques, tels que l'éducation, l'accès à l'eau, un environnement non pollué, le capital social, etc.

Le développement est donc aujourd'hui moins considéré comme le fait d'un jeu de causes à effets entre différents facteurs. Il est plutôt conçu comme un processus de mobilisation économique, sociale et culturelle de toutes les potentialités d'un pays (ou d'une région, ou d'une communauté locale) autour d'un certain nombre d'objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations. Et comme dans toute mobilisation, il y a des avancées et des reculs, des points forts et des faiblesses, des conflits et des coopérations insoupçonnées. Des expériences locales fortes – comme celles de Villa el Salvador au Pérou ou de Fortaleza et de Porto Alegre au Brésil (Collombon et ali, 2000 ; Genro et de Souza, 1998), pour ne nommer que celles-là - viennent confirmer la complexité et les différents registres du développement (micro, mezzo, macro), de même que la nécessité d'une prise en compte de différentes dimensions, longtemps sous-estimées, tels que le capital social, la gouvernance locale et la participation de la population.

⁷³ Voir à ce propos les travaux d'Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998, dans *L'économie est une science morale*, Paris : La découverte (1999).

5.3.2 Les nouveaux hétérodoxes et le développement

Plutôt que de reléguer la notion de développement aux oubliettes, aujourd'hui plusieurs travaux sur la question avancent plutôt l'idée d'une pluralité des modèles de développement à travers le monde et d'une pluri-dimensionnalité du développement, développement qui n'a de sens qu'en combinant l'économique, le social et l'environnemental. Le concept de développement est non seulement jugé encore utile mais peut encore être considéré comme un concept clé par des chercheurs du Sud comme du Nord (Bartoli, 1999 ; Lipietz, 1986 ; Sachs, 1996 et 1997). Face à la mondialisation néolibérale, ces auteurs ramènent sur l'avant-scène la nécessité de réaffirmer la primauté de la société sur l'économie et donc l'importance de s'attaquer à l'exclusion sociale, à l'emploi pour tous, aux nouvelles formes de régulation socio-politique à créer... On peut synthétiser la pensée actuelle sur le développement de la façon suivante : 1) le social doit être au poste de commande ; 2) l'économie doit être considérée pour ce qu'elle est, un instrument de développement et non une fin ; 3) l'environnement doit constituer une conditionnante nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent ; 4) la poursuite simultanée de quelques grandes priorités s'imposent, notamment l'emploi, la construction d'institutions démocratiques et le partage de la richesse⁷⁴.

Plusieurs ONG de par le monde adhèrent à cette conception pluridimensionnelle du développement. C'est le cas, par exemple, de l'ONG canadienne *Développement et Paix* (Favreau et van Kemenade, 2000) qui, dans sa planification des trois dernières années, dégagait cinq grands critères pour appuyer des projets dans le Sud :

- 1) des groupes qui font la promotion de la démocratie ;
- 2) des projets qui appuient des organisations populaires ;
- 3) des projets qui favorisent la promotion collective des femmes ;
- 4) des projets capables de susciter des alternatives économiques ;
- 5) des projets qui mettent en œuvre une gestion populaire de l'environnement⁷⁵.

Avec le recul, on peut conclure aujourd'hui avec plus de netteté : 1) que les théories libérales ont raisonné et agi comme si l'économie du développement, avec ses investissements, ses infrastructures et ses circuits financiers avait commencé au XIXe siècle en Europe occidentale sans

⁷⁴ Le PNUD, par exemple, avance dans un de ses rapports un pacte pour le développement humain du type 20-20 : les pays aidés affectent 20 % de leur budget à la couverture des services sociaux et les pays donateurs 20 % de leur aide financière à la même destination (Rapport mondial sur le développement humain, 1994 : 82-83).

⁷⁵ Nous vous référons aussi à un autre cahier de la CRDC qui illustre également bien nos propos : l'expérience de Plan Nagua, ONG de la région de Québec (Boulianne et Favreau, 2000).

besoin de l'État et de la participation des populations ; 2) que les théories marxistes avaient raisonné et agi comme si l'intervention de l'État pouvait faire l'économie du local et du marché (Marchant, 1991).

Dans un cas comme dans l'autre, c'est le « premier développement » qui a été ignoré, voire considéré comme un obstacle au développement ; le premier développement qui consiste en des systèmes locaux d'échange, bref, « l'économie de rez-de-chaussée » (Braudel, 1985) : les marchés urbains élémentaires et les petites boutiques d'artisans, sorte de « plancher de la vie économique », lesquels forment les indispensables ressorts sans lesquels le développement à une autre échelle devient impossible. De nombreuses initiatives de développement local et d'économie sociale au Sud comme au Nord travaillent au renforcement de ces ressorts, faisant ainsi la preuve qu'il est possible, à partir de stratégies misant sur l'économie populaire réellement existante, d'amorcer ce premier développement. En clair, au Sud, sur le registre scientifique, il faut porter attention à ce premier développement (trop longtemps sous-estimé) et, sur le registre politique, affirmer le droit à ce premier développement (trop longtemps oublié).

5.3.3 Les organisations économiques populaires au Sud et le développement

Mais par où passe le premier développement ? Notamment par des organisations économiques populaires liées à des mouvements sociaux locaux (Develtere, 1998). Ces organisations revêtent des formes diverses, mais la logique à l'œuvre est commune à toutes ces formes : quel que soit le continent, quelle que soit la culture, quelle que soit la dénomination adoptée, l'économie populaire est une mobilisation sociale locale en tant que réponse à des besoins sociaux (par rapport au rendement d'un capital), en tant que production d'un bien ou d'un service mettant activement à contribution des populations locales (ou des segments de ces populations) et une construction de nouvelles régulations sociales (gouvernances locales)⁷⁶.

L'une des principales caractéristiques des organisations économiques populaires dans les pays du Sud est précisément leur grande diversité. Elles voient le jour dans tous les secteurs, aussi bien dans

⁷⁶ Problématique avancée par le Groupe de recherche sur la société civile et l'économie sociale rattaché au programme STEP du Bureau international du travail. Voir les chantiers de l'économie sociale au Sud étudiés par différents auteurs dans Defourny, Develtere et Fonteneau (1999), soit notamment le commerce équitable, la mobilisation de l'épargne et du crédit solidaire, les mutuelles dans le domaine de la santé et des services sociaux...Voir également à ce propos les travaux de recherche de la CRDC sur les expériences latino-américaines d'économie sociale : celle des cuisines collectives (Fréchette, 1997), des jardins communautaires (Boulianne, 1998) et du développement local (Favreau et Fréchette, 1999) et les expériences d'économie populaire en Afrique de l'Ouest (Assogba, 2000).

les centres urbains qu'en milieu rural, sous des formes très variables car souvent directement issues de pratiques traditionnelles. Elles se situent aussi bien dans le secteur dit formel que dans le secteur dit informel. Leurs activités, marchandes ou non-marchandes, peuvent concerner l'ensemble d'un village ou d'un quartier, ou seulement un groupe spécifique, comme les femmes, les jeunes, les commerçants, les agriculteurs, les artisans, etc. Elles peuvent avoir un statut d'association, de mutuelle ou de coopérative mais très souvent elles n'en ont pas. Elles sont constituées par ceux et celles qui apportent le facteur travail (plutôt que le facteur capital) et qui s'investissent en groupe en misant sur la coopération entre les parties prenantes (Fonteneau, Nyssens et Fall, 1999 : 170-171).

Illustrons par quelques exemples ce que sont ces chantiers de l'économie populaire :

- 1) la création ou le maintien d'emplois : talleres de producción en Amérique latine, groupements d'artisans en Afrique de l'Ouest ;
- 2) le développement agroalimentaire : groupements villageois en Afrique occidentale, coopératives de producteurs, syndicats multi-activités de paysans en Afrique ;
- 3) la commercialisation des produits et intrants agricoles : greniers villageois et banques de céréales en Afrique, systèmes collectifs de mise en marché ;
- 4) la commercialisation communautaire de l'artisanat : associations artisanales féminines en Inde, groupements d'artisans en Afrique et en Amérique andine ;
- 5) l'épargne et le crédit solidaire : tontines en Afrique et en Asie, coopératives d'épargne-crédit et caisses villageoises d'épargne-crédit en Afrique francophone, Crédit Unions dans les pays anglophones, systèmes de crédit solidaire de type Grameen Bank en Asie, en Afrique et en Amérique latine ;
- 6) les services collectifs de santé : cases de santé et mutuelles de santé en Afrique, coopératives de santé en Amérique latine ;
- 7) la protection collective de l'environnement : associations de reboisement et entreprises sociales de récupération et recyclage ;
- 8) l'habitat collectif: associations et coopératives d'auto-construction en Amérique latine et associations de quartiers en Afrique ;
- 9) la sécurité alimentaire : cuisines collectives et jardins communautaires en Amérique latine...:

Contrairement aux coopératives étatiques développées dans les années 50, 60 et 70, ces organisations sont généralement des initiatives de la société civile qui, au départ, sont de petite taille. Elles sont souvent relativement homogènes, du point de vue de la situation socio-économique de leurs membres. Elles répondent à un besoin ressenti par les membres (production, financement, logement, éducation et formation, soins de santé primaires, alimentation, etc.). Le rythme de

développement des activités ainsi que le mode d'organisation, de fonctionnement interne, de contrôle s'adaptent bien aux réalités locales et à une insertion dans la communauté locale (village ou quartier), ce qui confère à ces organisations une assez grande flexibilité et une relative stabilité.

5.4 Premier développement, économie de rez-de-chaussée et gouvernements locaux

Que retenir de ces expériences que nous coiffons de la notion de premier développement ? Tout d'abord, qu'elles sont relativement nombreuses mais insuffisamment inventoriées. Ensuite, qu'elles sont très peu analysées et donc sous-estimées quant à leur apport au développement. Les sociétés industrielles nées en Europe au siècle dernier ne se sont-elles pas très précisément construites, pendant au moins deux cents ans, dans le creuset de cette « économie de rez-de-chaussée » ? De là l'importance de bien saisir la dynamique « économie informelle / économie populaire / économie solidaire / capital social » et « développement local / gouvernance locale » dans les pays du Sud. Le développement ne réside pas seulement dans une économie de subsistance pour se nourrir mais bien dans un « vivre ensemble » qui prend appui et nourrit tout à la fois un système local d'échanges sur des territoires à pertinence sociale. En d'autres termes, occuper un territoire ne consiste pas seulement à se loger et à se nourrir mais bien à occuper un espace social particulier pour des échanges, économiques et sociaux, sur le plan local, sur un territoire qui prend peu à peu sens à travers ces échanges et donc à co-habiter dans le cadre d'un premier développement qui instaure un marché intérieur :

L'essentiel est allé à l'aide globale ou macro-économique... Il manque le chaînon du premier développement, celui qui vise la prise en charge, par les populations elles-mêmes, des éléments clés de leur subsistance. Ce développement du pays profond, des « pays » et des quartiers, est le fondement incontournable d'un développement moderne, urbain, industriel et tertiaire, car il restaure ou instaure un marché intérieur (Verschave et Boisgallais, 1994 : 138).

Certes, on pourrait en insistant trop sur l'existence de ce premier développement dans l'Europe du XVIIIe et XIXe siècle retomber dans la même erreur que les défenseurs du modèle libéral de développement en prenant encore une fois la dynamique qui a caractérisé l'Europe comme référent de développement. Il ne s'agit pas ici d'adopter un nouveau schéma déterministe de développement. Mais il ne faut pas non plus tomber dans le relativisme complet eu égard au développement. Il faut plutôt prendre acte ici de la prégnance de l'économie de marché sur la planète, de la mondialisation du capitalisme et des tendances dans les économies industrielles en émergence dans le Sud et de certaines conditions similaires à celles du Nord rencontrées dans des stades antérieurs de leur histoire économique : une intervention de l'État, des sociétés civiles fortes, des systèmes locaux d'échange, une présence de gouvernements locaux, un environnement favorable à l'entrepreneurship, des mouvements sociaux locaux qui animent des entreprises et des organisations

d'économie sociale et donc, partant de là, viser à faire cohabiter et interagir les trois pôles de développement d'une société (le marché, l'État et l'associatif). Voyons de plus près comment, en utilisant l'expérience (non le modèle) de l'Europe des XVIIIe et XIXe siècles, s'articulent premier et second développement.

Premier développement, second développement et économie sociale

Il y a certaines choses que je ne referais pas si je devais recommencer. L'une d'elles est l'abolition du gouvernement local et l'autre est le démantèlement des coopératives. Nous étions impatients et ignorants (Julius Nyerere (Tanzanie) en 1984, cité par Develtere, 1998).

Opérer un croisement des notions de premier développement et d'économie sociale nous conduit à formuler les propositions suivantes :

- 1) le premier développement - le tissu économique local - est indispensable à tout développement d'un État-nation ;
- 2) il faut quitter le schéma bipolaire qui fait du marché et de l'État les seuls moteurs du développement au bénéfice d'une conception plurielle qui prend acte de l'existence de trois pôles de développement ayant leur apport respectif et leurs interactions (Laville, 1999 ; Aznar et ali, 1997 ; OCDE, 1996 ; Defourny et Monzôn Campos, 1992).

Ces deux propositions sur le développement permettent de reconnaître :

- 1) la valeur, c'est-à-dire la pertinence et l'efficacité de nombreuses initiatives associatives comme condition de décollage de communautés et régions des sociétés du Sud (Vigier, 1995) et, en dernière instance, comme pièce maîtresse d'une coopération Nord-Sud ;
- 2) l'importance de nouvelles politiques publiques (de la part des États et des organisations internationales) qui assument l'existence de trois pôles de développement (et non pas deux) en considérant notamment que la jonction de l'économie publique et de l'économie sociale peut permettre de multiplier et de renforcer les projets d'activités économiques et sociales en fonction de l'intérêt général (Corragio, 1999).

Dans cette perspective, le bilan de l'ancien président socialiste Nyerere de la Tanzanie prend ici tout son sens : aucun État ne peut faire l'économie de gouvernements locaux et des coopératives dans le développement de sa société. Les gouvernements locaux offrent les avantages de la proximité, c'est-à-dire la possibilité d'intervenir sur des questions qui concernent l'organisation de la vie quotidienne (services locaux de transport en commun, équipements localisés de services de santé et de services sociaux, etc.) à une échelle qui est objectivement accessible à la majorité des citoyens et sur un territoire, certes à géométrie variable, mais susceptible de favoriser l'appartenance à une

communauté. L'économie sociale de son côté favorise le décollage de communautés locales et leur insertion dans le développement économique général du pays.

6. LES PARAMETRES D'UNE COOPERATION INTERNATIONALE RENOUVELEE A PARTIR DE L'EXPERIENCE LATINO-AMERICAINE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

De l'expérience de développement local et d'économie sociale et solidaire à Villa el Salvador, il importe de dégager quelques conclusions et recommandations dans la perspective de fournir un certain éclairage quant au renouvellement des stratégies de développement des mouvements sociaux et des ONG de même que les lignes de force de politiques publiques nouvelles en matière de coopération internationale. Les principales idées ont pour objectif majeur de soutenir ce que nous avons identifié comme étant un « premier développement ».

6.1 Un espace d'innovation libéré par la crise

À propos de l'économie sociale et solidaire au Sud, les recherches en sciences économiques et sociales se font de plus en plus nombreuses aujourd'hui : que ce soit pour insister sur son potentiel et sa présence à l'échelle de la planète (Petrella, 1997 ; Rifkin, 1995), pour chiffrer son importance au Sud comme au Nord (Salamon et Anheier, 1996), pour signaler son renouvellement au Nord (Defourny, Favreau et Laville, 1998 ; CIRIEC-Espagne, 1997), son émergence au Sud (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999 ; Develtere, 1998 ; Larrachea et Nissens, 1994) ou l'importance des mouvements et/ou des ONG qui la soutiennent (Favreau, 1998 et 1999 ; Develtere, 1998 ; Jacob et Delville, 1994). Certaines recherches vont plus loin en mettant en relief ses rapports complexes avec les pouvoirs publics et sa contribution au refaçonnage d'un État social (Defourny, Favreau et Laville, 1998) ou encore en la situant dans un cadre plus large, celui d'une économie plurielle (Aznar et alii, 1997).

En fait, deux courants majeurs marquent actuellement la scène internationale en matière de recherche en économie sociale. La première direction de recherche est celle du courant Johns Hopkins (Salamon et Anheier, 1996) qui, depuis une dizaine d'années, cherche surtout à mesurer la présence et l'importance (poids économique), à côté de l'État et du marché, d'un tiers secteur, un secteur « non profit », tant dans les pays du Nord que du Sud : estimation et évaluation du nombre d'entreprises (associatives), du nombre d'emplois, du nombre de membres et de bénéficiaires ; évaluation de la structure de financement, de la valeur imputable au bénévolat, etc. La seconde direction de recherche est celle du courant « économie sociale » qui, tout en décrivant ce type d'organisations et d'entreprises, cherche à évaluer leur portée sociale et politique: prise en compte

de plus de composantes soit les associations mais aussi les coopératives et les mutuelles⁷⁷; prise en compte de la dynamique des acteurs de ces organisations à la recherche de nouvelles réponses à la crise économique (emploi...); prise en compte de l'affaiblissement des États au Nord (Defourny, Favreau et Laville, 1998 ; Laville, 1994) comme au Sud (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999); prise en compte du nouvel interface entre ces initiatives et l'État de même que son croisement avec les mouvements sociaux; prise en compte de leur insertion dans des dynamiques de développement local et de nouvelles formes de gouvernance. En d'autres termes, ce type d'initiatives participe souvent de la construction de nouvelles régulations sociales et ce faisant d'une certaine démocratisation du développement

Dans cette foulée, il faut surtout relever que la face cachée de la mondialisation néolibérale, sa contrepartie en quelque sorte, c'est la remontée du local, à laquelle participe l'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire le croisement des solidarités territoriales et des entreprises locales (privées et collectives), des services de proximité et des agences qui, en tant que dispositifs de développement ou de revitalisation, peuvent être porteurs de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté. Car il faut bien plusieurs petites communautés organisées pour affronter la grande, celle de la mondialisation, même si on peut craindre que, dans certaines conditions, ce « local » se transforme en repli identitaire⁷⁸.

L'érosion des compromis sociaux et la remise en question des règles institutionnelles qui ont constitué la base du développement de l'après-guerre dans les pays du Nord (le modèle fordiste et providentialiste), puis dans les pays du Sud (le modèle développementiste) constituent le cœur de la crise actuelle : la mondialisation néolibérale provoque une concurrence à la hausse entre pays et la montée de l'exclusion et de la précarité. La crise actuelle engendre également un déficit démocratique car les États, surtout dans le Sud, deviennent de plus en plus redevables à des acteurs qui leur sont extérieurs, tels que le FMI et la Banque mondiale (Smouts, 1995 : 126-130).

Les associations au Sud comme la coopération internationale Nord-Sud ont subi les contrecoups de cette crise et vivent donc un temps fort d'incertitudes (Bessis, 1997). Mais la crise a libéré un espace inédit pour l'innovation sociale, notamment dans la zone où le « social » et l'« économique » se superposent, ce qui est le cas de l'économie populaire dans les pays du Sud, économie dans laquelle

⁷⁷ Le courant «Non-Profit» ne tient compte que des associations.

⁷⁸ «Pas de marin sans port d'attache» (Roustang, Laville et alii, 1996). Ces auteurs plaident avec raison pour la reconnaissance du caractère pluriel de l'économie. Ils plaident également pour une économie non seulement plus ouverte sur le monde mais pour une économie qui ne renie pas ses territoires.

les différentes approches de développement local ont opéré pour la transformer en soutenant la constitution en réseaux de l'entrepreneuriat local (privé et collectif), sa consolidation en amont et en aval (financement, formation, commercialisation des produits...) et des mesures législatives appropriées. Il est alors devenu possible de renouveler non seulement le rapport entre le social et l'économique mais également leur contenu, d'où l'hypothèse d'une voie de développement inédite de l'économie sociale et solidaire dans les pays du Sud. Villa el Salvador fait partie de ce mouvement qui a su utiliser au maximum l'espace libéré par la crise.

Cependant, participer pleinement à la construction de nouvelles régulations sociales ou d'une démocratisation du développement (Sen, 2000) faisant sienne l'idée d'une économie plurielle suppose que les nouvelles initiatives d'économie sociale et solidaire et de développement local dépassent le stade de l'innovation et puissent se généraliser. Comme l'illustrent fort bien plusieurs initiatives à Villa el Salvador, la question de l'institutionnalisation de ces initiatives se pose alors, notamment la question de leur reconnaissance et de la coopération effective avec les pouvoirs publics et les grandes institutions internationales (BIT ou UNESCO par exemple).

6.2 Miser sur les mouvements sociaux locaux dans le développement des bidonvilles

Relativement à la participation des mouvements sociaux, il est possible de dégager succinctement cinq tendances découlant directement de l'itinéraire de VES tel que nous l'avons largement décrit dans la première partie de ce rapport. Villa el Salvador, comme tant d'autres expériences dans les sociétés du Sud, en Afrique ou en Amérique latine (Ela, 1998 ; Develtere, 1998 ; Jacob et Delville, 1994), est le produit d'une rencontre entre une population marginalisée et des leaders associatifs, d'une rencontre avec des ONG nationales (comme DESCO), d'une rencontre avec la coopération internationale décentralisée, le produit d'une mobilisation de sa population et d'une rencontre entre des leaders locaux et leur communauté

Première conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques: tout comme les politiques des ONG, doivent miser sur des mouvements sociaux locaux forts et sur la culture communautaire locale préexistante. Cette condition, tout en étant essentielle, n'est cependant pas suffisante.

6.3 Miser sur un aménagement décentralisé du territoire et sur de nouvelles formes de gouvernance locale

Villa el Salvador a misé sur des mouvements sociaux locaux vigoureux mais il a aussi misé sur une organisation socio-spatiale décentralisée : à l'origine, les groupes résidentiels et les espaces collectifs qui leur sont adossés et, aujourd'hui, une politique de budgets participatifs (Genre et de Souza, 1998).

6.3.1 Les groupes résidentiels et les places communes

À Villa el Salvador, la place commune et les groupes résidentiels participent d'une conception décentralisée du pouvoir, puisque chaque place évolue en tant que centre d'un milieu de vie. Aujourd'hui, cette politique de décentralisation prend le visage de budgets municipaux participatifs.

6.3.2 Les budgets participatifs

À Villa el Salvador, en mars 2000, 30% du budget d'investissement de la municipalité a été approuvé par les comités de gestion des dix zones de VES. En septembre 2000, VES organisait même une première rencontre internationale sur les budgets participatifs avec des représentants de la Guyane, de l'Uruguay (Montevideo), de l'Equateur (Quito), du Brésil (Santo André et Porto Alegre), de 10 municipalités de la région métropolitaine de Lima et d'une quinzaine d'autres du reste du pays (*Amigos de Villa*, vol.3, no.33, 10 septembre, 2000).

C'est de Porto Alegre, au Brésil (où s'est tenu en janvier 2001 le Forum social alternatif à Davos), qu'est parti ce mouvement. Gouvernée depuis plus de 12 ans (1988) par une coalition de gauche conduite par le Parti des travailleurs (PT), cette municipalité de 1,3 million d'habitants a engagé un processus de participation où 40 000 citoyens collaborent à l'élaboration du budget municipal. Une expérience qui s'étend désormais à l'État du Rio Grande do Sul (10 millions d'habitants, également sous gouverne du PT). L'habitat, le transport en commun, la voirie, la cueillette des déchets, les égouts, l'alphabétisation, les établissements locaux de santé et de services sociaux, la sécurité, la culture... : autant de sujets d'une politique municipale désormais sous surveillance par quartiers de citoyens organisés en assemblées locales de *Yorçamento participative*, le budget participatif, lesquelles assemblées décident fondamentalement de deux choses : 1) un ordre de priorité des questions de développement relatives à leur quartier ; 2) un ordre de priorités des projets. « Les habitants d'un quartier peuvent ainsi donner la priorité au logement et choisir la construction d'une cité ouvrière pour les plus défavorisés » (Dutilleux, *Croissance*, #444, janvier 2001 : 41).

Par la suite, les habitants du quartier suivent la réalisation du projet arrêté en dernière instance, surveillent la qualité des travaux, ont accès aux comptes...Résultat : les travaux coûtent en général 30% moins cher, constate C. Dutilleux dans son enquête sur Porto Alegre pour la revue *Croissance*.

Deuxième conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques tout comme les politiques des ONG doivent miser sur l'aménagement décentralisé des territoires en liant cette décentralisation à l'organisation sociale déjà existante ou en voie de construction dans les communautés.

6.4 Le système local de production à Villa el Salvador

Plusieurs travaux récents de recherche portant sur l'économie sociale l'articulent à la problématique de l'emploi et à la reconnaissance de la petite entreprise de l'économie informelle. À Villa el Salvador, la politique de développement local et les dispositifs d'intervention que la municipalité a mis en œuvre ont considérablement fait progresser le bassin local d'emplois. Les intervenants de la municipalité ont vite compris que l'économie informelle, après l'échec de la stratégie d'accueil de grandes entreprises de l'extérieur, pouvait se transformer. Le parc industriel de VES est devenu le territoire susceptible de favoriser en amont et en aval la mise en réseau de centaines de TPE incapables, sur leur seule base individuelle, de sortir de la stricte survie. Le territoire dévolu à des fins virtuellement industrielles a pris avec les années 90 une nouvelle pertinence. Il est devenu tout à la fois :

- 1) un espace de proximité favorisant un système d'aide mutuelle ;
- 2) un espace de mobilisation favorisant des démarches partenariales et le fonctionnement associatif de petits entrepreneurs et de petits commerçants locaux ;
- 3) un espace d'intervention pour l'accompagnement des projets favorisant la consolidation de la TPE (en matière de formation, de commercialisation des produits, de transport, de promotion...);
- 4) un lieu privilégié de développement de mesures municipales favorisant le développement de projets nouveaux.

Avec la décennie 90, ce district industriel est devenu le lieu spatialisé de la coordination des interventions de développement en faveur de la TPE locale : un ancrage territorial précis, une démarche partenariale valorisée, un soutien prioritaire ont contribué au développement

d'associations d'entrepreneurs et d'associations de commerçants dont la fonction politique auprès des autorités publiques s'en est trouvée renforcée.

Sur un registre plus général, celui de la lutte contre la pauvreté, la toile de fond de ces pratiques et politiques nous aura d'abord renvoyé à la révision de ce qu'il est convenu d'appeler la « question sociale », à partir des notions d'exclusion et de spécialisation sociale de l'espace. Nous sommes également renvoyés à la crise de la production des services collectifs sur les territoires, particulièrement dans les bidonvilles. Le développement passe alors par la construction d'un appareil productif local et par l'émergence d'un espace économique et social d'appartenance (un lieu du vivre ensemble), ce qui n'est pas sans provoquer un rapport de force autour de l'occupation de l'espace (nous référons ici à l'occupation résidentielle de nouveaux arrivants qui occupent illégalement des terrains et / ou à l'occupation par l'entreprise privée étrangère et / ou à l'occupation par un tissu de petites entreprises locales qu'on aide à se consolider). Ce rapport de force touche l'utilisation des ressources collectives et publiques pour le développement d'une communauté. Les mouvements sociaux locaux veulent une intervention pour reconstruire le tissu social, une intervention au nom de la gestion collective de l'environnement naturel (un développement durable), une intervention qui favorise le contrôle par la communauté elle-même de son développement, bref une intervention au nom de droits économiques et sociaux des citoyens, tandis que d'autres acteurs recherchent une plus grande capitalisation de l'expérience locale dans la dynamique mondiale.

Pour trouver des solutions aux tensions générées par ce rapport de force, Villa el Salvador a su produire des filières où s'expriment ces tensions autour d'enjeux concrets à transformer en projets collectifs. En d'autres termes, un nouveau débat est venu occuper l'espace public à VES autour de la « gouvernance » de ce district industriel. Ce « local » s'inscrit dans le cadre général du développement et des politiques spatiales de cette municipalité. Ce district industriel et le système local de production qu'il a généré constituent, par-delà ces stratégies particulières, une tentative nouvelle de réponse à la crise du modèle « développementiste » en mettant en lumière le rôle des institutions et des externalités sociales dans le développement économique : de nouveaux modes de coordination entre acteurs, la confiance, la coopération des réseaux, la gouvernance locale... En d'autres termes, pour un certain nombre d'acteurs économiques, les espaces locaux ne représentent plus un simple bassin de main-d'œuvre mais également des lieux et des occasions de constitution de réseaux, de démarches partenariales...C'est là la face cachée de la mondialisation : les localisations offrent des externalités positives dans un environnement économique devenu, quant à lui, de plus en plus incertain.

Le développement local prend alors en compte de trois dimensions interreliées : 1) la production de biens et de services (dimension économique) ; 2) l'activité des acteurs locaux (municipalités, syndicats et associations, entreprises locales) sur un territoire donné pour qui le « vivre ensemble » offre une certaine pertinence (la dimension socio-spatiale) ; 3) et la dimension collective, soit la « communauté » comme lieu identitaire par les réseaux qui se tissent entre entreprises, municipalités et associations. Il y a là toute une dynamique / dialectique du local et du global, c'est-à-dire la capacité propre des communautés à se développer mais simultanément la découverte que font les États de la « loi de la proximité » dans le développement en dépit des contraintes internationales présentes.

Troisième conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques, tout comme les politiques des ONG, doivent miser sur un nouveau type de développement local, qui n'est plus « bottom up » (alternatif et ascendant) ou « top down » (par en haut) mais partenariat, hybride, par en haut et par en bas, endogène mais non autarcique, où l'économie sociale est présente mais n'est pas enclavée dans quelques secteurs à part : les nouvelles politiques publiques tout comme les politiques des ONG doivent miser sur la transformation de l'économie informelle par le soutien aux organisations économiques populaires, qu'elles soient privées ou collectives.

6.5 Miser sur les réseaux internationaux de solidarité et de développement

De la collecte de déchets soutenue par des jumelages avec des villes européennes au soutien à des organisations et des services s'adressant aux femmes en passant par des échanges culturels entre des jeunes de VES et des jeunes de municipalités françaises, ou encore par le soutien de la coopération technique italienne aux TPE du parc industriel, la coopération à Villa el Salvador a mis à contribution des municipalités du Nord, des programmes de l'Union européenne, des fondations, des organisations de coopération internationale du Nord (OCI), des Églises, etc. C'est dans cette diversité dans la coopération internationale que la politique de développement de VES a trouvé un écho, en vue de contrôler son propre développement et donc de définir elle-même ses priorités. Dans tout cela, deux coordonnées de coopération internationale sont cardinales : 1) les ONG ont toute leur pertinence car elles sont des passerelles entre le Nord et le Sud ; 2) de nouveaux moteurs de coopération, ceux de la coopération internationale décentralisée, peuvent être mis à profit : les

municipalités et autres institutions apparentées (jumelages) et les réseaux internationaux de solidarité et de développement.

Avec les années 90, non seulement assistons-nous à une remontée du local, du premier développement et à sa transformation, mais aussi à son internationalisation. Plusieurs réseaux internationaux ont donné la mesure de l'élan nouveau que prend ce travail de développement local qui cherche à augmenter son impact en modifiant ses échelles d'intervention. Mentionnons quatre de ceux-ci dont nous sommes plus près et qui sont issus tous les quatre d'initiatives de la société civile.

- 1) La Conférence internationale de Lima de juillet 1997 : l'événement a réuni plus de 275 personnes (principalement d'ONG et d'associations), provenant de trente-deux pays, autour de deux objectifs :
 - a) définir le concept d'économie solidaire et sa viabilité à l'approche du prochain millénaire ;
 - b) établir les possibilités pour des échanges internationaux Nord-Sud (Ortiz et Munoz, 1998)⁷⁹. Elle était soutenue par des ONG canadiennes et européennes. La deuxième conférence de ce réseau est en voie d'organisation pour octobre 2001 au Québec.

La deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité (Québec 2001)

Le Groupe d'économie solidaire du Québec, un organisme à but non lucratif réunissant les principales têtes des réseaux québécois d'économie sociale, prépare la Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité.

Cette rencontre se tiendra à Québec en octobre 2001 sur le thème : L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud. Plus de quatre cents personnes, en provenance d'une cinquantaine de pays et selon une représentation équilibrée entre le Nord et le Sud, sont attendues pour cet événement international. Ce dernier se situe dans le prolongement du Symposium international sur la globalisation de la solidarité tenu en 1997 à Lima, Pérou. La délégation québécoise présente à ce symposium avait été interpellée pour donner suite à la démarche amorcée à Lima en organisant au Québec cette deuxième rencontre internationale.

En plus de constituer une opportunité appréciable pour consolider à l'échelle internationale les réseaux d'économie sociale et solidaire, cette Rencontre vise la mise sur pied d'une coordination internationale pour augmenter l'impact de l'économie solidaire. Cette coordination internationale est essentielle à la réalisation d'un objectif plus ambitieux : franchir un pas de plus dans l'établissement d'un système économique solidaire en faisant sortir les expériences actuelles d'économie sociale de leur stade de micro-économie.

⁷⁹ Pour une information en français sur la rencontre de Lima, voir Favreau et Lachapelle (1998). Sur la poursuite du travail amorcé à Lima et prolongé par la seconde rencontre internationale organisée au Québec en 2001, voir Lachapelle (2000).

- 2) La Conférence internationale sur l'économie sociale au Nord et au Sud tenue à Ostende quelques mois plus tôt (mars 1997) : elle a réuni plus de 400 personnes (d'une trentaine de pays) représentant des organisations visiblement à la recherche d'un repositionnement de l'économie sociale dans le nouveau paysage économique et politique de la planète (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999). Elle était soutenue par la coopération internationale du gouvernement belge et les principales institutions de l'économie sociale de ce pays.
- 3) La naissance, la même année, de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, suite à un appel signé par 1 417 personnes de 100 pays (Alliance, 1997). Cette alliance est soutenue par une fondation suisse, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme.

L'Alliance pour un monde responsable, solidaire et pluriel et la socio-économie

L'Alliance pour un monde responsable, solidaire et pluriel a pris forme en 1997, suite à une série de rencontres continentales organisées en 1992 et 1993 dans le prolongement de l'Appel de Vézelay, appel lancé en 1988 pour alerter l'opinion publique sur les risques technologiques majeurs encourus par la planète, « l'appel pour les États généraux de la Planète ». Par la suite, le groupe initiateur des rencontres continentales a élargi son champ d'intervention à partir du diagnostic d'un triple déséquilibre de la planète : entre le Nord et le Sud ; entre les riches et les pauvres au sein de chaque société ; entre les hommes et la nature. Partant de là, le groupe a élaboré une plate-forme pour un monde responsable et solidaire. En 1996, les signataires de cette plate-forme étaient plus d'un millier, en provenance d'une centaine de pays. Depuis, l'Alliance s'est constituée en groupes locaux (pays), en collèges (groupes sociaux ou socioprofessionnels) et par ateliers de travail thématiques. À l'intérieur de cet ensemble, un pôle de socio-économie et d'économie solidaire s'est constitué. L'Alliance se veut un réseau international d'échange d'idées, d'analyses, d'expériences et de propositions. L'Alliance est soutenue dans son action et sa réflexion depuis ses débuts par la Fondation Charles Léopold Mayer, laquelle dispose d'une équipe de salariés (une vingtaine) et d'un budget annuel de 8 millions de dollars.

Source : *Alliance pour un monde responsable et solidaire*, FPH (1997).

Site : <http://www.echo.org>

- 4) Le programme STEP du Bureau international du travail (BIT) qui soutient le développement de l'économie sociale dans les pays du Sud (STEP, 1998). Ce programme de cinq ans (1998-2003) s'inscrit dans la programmation générale du BIT mise sur l'économie sociale comme stratégie de lutte contre la pauvreté.

STEP (Stratégies et techniques de lutte contre l'exclusion et la pauvreté) : la présence de l'économie sociale au Bureau international du travail

Né en 1998 pour assurer un suivi du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague (1995) et de la Conférence internationale sur l'économie sociale d'Ostende (1997), STEP a d'abord été soutenu par le gouvernement belge pour plus de 8 millions de dollars sur 5 ans, soit de 1998 à 2002 (30 millions de dollars avec l'apport d'autres donateurs). Le programme STEP est un programme mondial de soutien à l'économie sociale disposant d'une équipe d'une vingtaine d'intervenants (début 2000), répartis dans différentes régions du monde.

Diagnostic de situation : la pauvreté et l'exclusion sociale, un phénomène mondial. Une perspective : combiner croissance économique, justice et cohésion sociale en misant sur la responsabilité fondamentale des États mais aussi sur l'économie sociale. Objectifs : 1) capitaliser l'expérience acquise et les meilleures pratiques de développement de l'économie sociale dans le monde ; 2) développer des outils méthodologiques adaptés aux besoins locaux ; 3) diffuser à grande échelle ces outils et développer des compétences locales en la matière ; 4) animer un réseau international associant l'ensemble des acteurs de l'économie sociale. Institutions-cibles : coopératives, mutuelles et associations. Groupes-cibles : les populations victimes de la pauvreté et de l'exclusion désireuses de s'organiser en ce sens.

Pour mieux réaliser son travail, STEP s'est associé une équipe de chercheurs de différents pays, le *Groupe de recherche sur l'économie sociale et la société civile* coordonné par le Centre d'Économie sociale de l'Université de Liège (J. Defourmy).

Source: STEP (1997), *Document de programme international (1998-2002)*, décembre, BIT, Genève.

Quatrième conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques, tout comme les politiques des ONG, doivent miser sur les réseaux associatifs internationaux car il existe, aujourd'hui plus qu'hier, une perspective de travail et de nouveaux dispositifs permettant de multiplier les échelles d'intervention (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) et de savoir changer d'échelle d'action en passant du micro, c'est-à-dire de la gouvernance locale, au macro pour peser sur les politiques globales.

6.6 Miser sur les ONG du Nord et du Sud et sur la solidarité internationale

Lorsqu'il est question de coopération au développement dans et avec les sociétés du Sud, quelques distinctions de base s'imposent : il y a d'abord l'aide internationale, mais aussi la coopération internationale et la solidarité internationale. Ces trois types d'intervention ont des logiques spécifiques. La première a trait à l'aide humanitaire ou à l'aide d'urgence, la seconde au soutien financier, technique et professionnel de pays du Nord dans les pays du Sud (par exemple l'envoi de coopérants), la troisième, aux projets conjoints Nord-Sud, Sud-Sud ou Sud-Nord de développement.

Cette distinction n'est pas gratuite. Elle permet d'éclairer les choix à partir des caractéristiques de ces différentes formes de coopération entre le Nord et le Sud.

Dans le contexte actuel, plusieurs recherches considèrent que la tendance principale dans la lutte contre la pauvreté est à l'aide internationale d'urgence et à la priorisation de l'extrême pauvreté (Comeliau, 2000). La compassion induite par des projets d'aide humanitaire est éminemment utile à court terme. Mais son vice est d'être ponctuelle et surtout de n'obéir qu'à une logique réparatrice, sous-estimant les mécanismes à la source des inégalités, et philanthropique, oubliant que les pays du Sud ne sont pas victimes de la malchance et du malheur mais de la domination et de l'exclusion. En outre, la distribution de l'aide est souvent sélective, voire détournée (par la corruption de gouvernements nationaux par exemple), sans compter qu'elle s'inscrit rarement dans une logique à long terme, dans une logique de développement dont la ligne principale de force est l'auto-organisation des populations. C'est le modèle à l'américaine, avec des organisations comme CARE, Save the Children ou World Vision⁸⁰.

Typologie des interventions de la coopération Nord-Sud

Dimensions/ Critères	Aide internationale	Coopération internationale	Solidarité internationale
Finalité	Philanthropie	Justice sociale et développement	Justice sociale, développement ; réciprocité et autoorganisation
Organisation	Logique d'urgence Exemple : aide aux réfugiés	Logique de support technique et professionnel au développement Exemple : envoi de coopérants ; stages des chantiers jeunesse...	Logique de développement fondée sur l'échange culturel, technique, professionnel et économique. Exemple : commerce équitable, jumelage de municipalités...
Liens avec d'autres organisations	Démarches de sensibilisation pour le financement d'activités humanitaires	Démarches d'information et d'éducation aux problèmes du Sud	Démarches partenariales autour d'activités de développement
Populations locales visées	Bénéficiaires	Collaboratrices	Partenaires

⁸⁰ Pour une analyse critique de l'aide humanitaire, de son évolution et de ses rapports avec la solidarité internationale, voir C. Lechervy et P. Ryfman (1993), Action humanitaire et solidarité internationale : les ONG, Éd. Hatier.

On observe par contre que la coopération internationale est une tendance qui, sans être dominante, a une présence significative éminemment utile à moyen terme : des milliers de coopérants travaillent chaque année dans les pays du Sud et, à leur retour, servent de passerelles entre organisations du Nord et organisations du Sud. La limite de cette coopération demeure d'être souvent supplétive. Cependant, elle peut aussi s'inscrire dans une logique de développement lorsque des partenariats avec des ONG locales sont bien ancrés et des interventions au retour planifiées en conséquence. Moins happées par l'urgence, ces ONG peuvent avoir des effets structurants.

La solidarité internationale est une tendance plus récente⁸¹. Elle est éducative (au Nord) et sociale (au Sud) mais elle est aussi économique et politique :

- 1) socio-économique d'abord, c'est-à-dire qu'elle travaille à l'organisation économique et sociale des bidonvilles, en misant par exemple sur le commerce équitable et donc sur la mise sur pied de réseaux internationaux d'échange et de commercialisation de produits du Sud ; en structurant l'entraide pour la transformer en mutuelles, en caisses d'épargne et de crédit, en habitat populaire et coopératif autour d'espaces communs ; en faisant des prêts, plutôt que des subventions ou des dons, par l'intermédiaire d'organisations de microfinance et de microcrédit qui permettent de lancer de petites entreprises ; en favorisant des jumelages d'écoles, de centres communautaires, de municipalités, de paroisses, de syndicats qui favorisent l'échange sur le plan professionnel, technique et culturel ;
- 2) politique ensuite, c'est-à-dire qu'elle organise des contre-pouvoirs qui permettent par exemple de torpiller un sommet comme celui de l'OMC à Seattle (1999) ou d'influencer fortement un sommet comme celui de Rio en 1992 sur l'environnement (8 000 ONG présentes) ou celui sur la condition des femmes dans le monde à Pékin (1996) ou celui de Genève en 1998, point de convergence d'une marche mondiale contre l'exploitation des enfants.

C'est le modèle nord-américain du Global Trade Watch, observatoire créé par Public Citizen, l'organisation de Ralph Nader, le défenseur des consommateurs américains qui favorise le « fair trade » ou commerce équitable et dénonce le "free trade". C'est également le modèle européen de Greenpeace, qui développe une technologie alternative de réfrigération en Allemagne (le « Frigovert »).

⁸¹ Pour un tour d'horizon rapide des formes de présence de la solidarité internationale, voir un récent numéro de la revue Croissance sur ce thème (numéro 431, novembre 1999). Thèmes abordés : économie alternative ; commerce équitable ; environnement ; tourisme durable ; sécurité alimentaire ; épargne solidaire ; défense de l'enfance ; réseaux solidaires.

Le « Frigovert » de Greenpeace

On connaît les CFC pour les émissions de gaz à effet de serre qu'ils produisent, menaçant ainsi la couche d'ozone. Or, les CFC se retrouvent dans la plupart des systèmes de réfrigération et dans les aérosols. Greenpeace Europe a eu gain de cause en obtenant une réglementation amenant l'abandon de cette production dans les pays industrialisés. Première victoire sans doute, mais fragilisée par le fait que dans les pays du Sud, aucune réglementation n'existe à cet égard. On peut donc facilement imaginer que la production ne s'est pas arrêtée pour autant, puisque de nouveaux marchés de grande envergure au Sud sont en voie de s'ouvrir. Greenpeace a donc travaillé dès 1992 à développer une technologie alternative pour la réfrigération domestique : le « Frigovert ». Inventé par un scientifique allemand, ce frigo fonctionne avec du gaz à briquet, tout en offrant les mêmes capacités que les appareils traditionnels. Le marché européen est désormais couvert par le « Frigovert ». Mais la bataille demeure engagée pour l'Amérique du Nord : Greenpeace Montréal sollicite actuellement des gens d'affaires - dont le Fonds de solidarité de la FTQ, fonds d'économie sociale de la plus importante organisation syndicale québécoise - et le gouvernement du Québec pour assurer son implantation au Québec et sur les grands marchés de l'Amérique latine, voire de l'Asie (la Chine et l'Inde).

*Source : Fabien Deglise dans le journal *Le Devoir* des 13 et 14 septembre 1997*

Sur cette question de la solidarité internationale, trois propositions (déjà formulées ailleurs : voir Favreau, 2000 et Favreau, 1999) résument bien nos perspectives : 1) les ONG sont à l'intersection de la relation entre les communautés locales et le développement, de la relation entre l'« économique » et le « social », de la relation entre l'État et la société civile et de la relation Nord-Sud ; 2) la crise a libéré un espace inédit d'innovation à la lisière du social et de l'économique ; 3) le travail des ONG se situe dans une conjoncture générale de remontée du « projet démocratique » un peu partout dans le monde et de relâchement du système international. À la condition d'élargir leurs partenariats, les ONG - et les initiatives d'économie sociale et de développement local - peuvent occuper cet espace intermédiaire à l'intersection de la relation entre le « local » et le « global ». Une question demeure cependant : comment augmenter l'efficacité sociale de la solidarité internationale étant donné l'ampleur des problèmes à affronter ?

Cinquième conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques doivent miser sur la solidarité internationale et sur les ONG de développement car celle-ci et celles-là offrent de meilleures garanties d'effets structurants locaux en consolidant le développement premier des bidonvilles.

6.7 Miser sur des partenariats Nord-Sud et sur les nouveaux acteurs de la coopération au développement

En premier lieu, l'expérience suggère non seulement de soutenir le premier développement dans les pays du Sud par la mise sur pied d'associations, de plans de crédit, d'entreprises coopératives et communautaires, mais aussi d'encourager les partenariats Nord-Sud et les partenariats « Associations, ONG et gouvernements locaux (et PME lorsque c'est possible) » dans la relance d'ensemble des communautés, notamment par la mise en place de structures d'accompagnement du développement qui permettent la multiactivité et des bases arrières pour les entreprises émergentes. L'évolution actuelle du développement local et de l'économie sociale suggère donc une certaine approche des alliances.

Il s'agit moins de penser en termes d'alliances dites tactiques et stratégiques, dans une visée quasi-exclusivement liée à la défense de droits et à l'action politique, que de penser en termes de logique de projet à partenaires multiples, autour d'enjeux concrets : par exemple des jumelages entre syndicats, entre coopératives, entre associations du Nord et du Sud mais aussi des jumelages entre municipalités (jumelages soutenus, voire suscités dans un premier temps par des groupes de la communauté), entre PME du Nord et entreprises en gestation au Sud, entre écoles, collèges et universités du Nord et du Sud, entre des groupes de crédit du Nord et du Sud. Cela nécessite un changement de perspective : opérer des changements par l'activité économique, celle qui combine productivité économique des projets et objectifs sociaux et éducatifs, celle qui pense accès au crédit et au marché, commercialisation, gestion de stocks, etc. et mobilisation des intéressés. Dans cette perspective d'économie sociale et de développement local, les critères à mettre en avant dans le soutien à des projets de coopération et de solidarité internationales sont les suivants :

- 1) capacité à mobiliser les gens directement concernés autour d'activités économiques ;
- 2) inscription dans la durée avec des visées de prévention des problèmes ;
- 3) innovation et expérimentation de nouvelles avenues économiques viables et concrètes ;
- 4) travail en réseau et coordination avec des partenaires ;
- 5) capacité à peser sur les politiques globales d'une région ou d'un pays ;
- 6) capacité de combiner l'association et l'entreprise.

Ces démarches partenariales avaient peu cours il y a une décennie ou deux, notamment parce que la coopération au développement était principalement l'œuvre des États nationaux ou, alternativement, l'œuvre d'ONG branchées quasi exclusivement sur la société civile, c'est-à-dire sur des mouvements (associatif, syndical, de quartier...) et sur des objectifs sociaux sous-tendus par l'idée que les

initiatives économiques ne peuvent provenir que des détenteurs de capitaux privés. Verschave et Boisgallais (1994) parlent avec raison de nouveaux acteurs de la coopération au développement : des entreprises et des organisations professionnelles, des collectivités locales (municipalités) et des associations de solidarité internationale. La coopération entre ces différents acteurs permet de mener des opérations variées qu'aucune des composantes mentionnées ne peut à elle seule réaliser. Une pluralité d'acteurs - les services techniques de villes, des artisans et des agriculteurs, des industriels, les métiers de la santé, des services sociaux et de l'éducation, etc., - permet de fournir un soutien polyvalent aux initiatives de développement local, autant dans ses dimensions économiques d'aide à la création d'entreprises et de partenariats industriels que sociales de développement de services de proximité en matière de santé, d'éducation, de logement, de sécurité alimentaire, etc. (Vigier,1997).

Sixième conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques, tout comme les politiques des ONG, doivent miser sur des partenariats Nord-Sud, sur des partenariats associations, coopératives, ONG, gouvernements locaux et sur une pluralité d'acteurs nouveaux engagés dans des formes diverses de solidarité internationale (sociale, socio-économique, socio-politique, professionnelle, inter-institutionnelle...).

Conclusion

La recherche sur les organisations économiques populaires et le développement local en Amérique latine demeure encore bien exploratoire, surtout sur les nouvelles dynamiques de décentralisation du service public combinée à l'initiative des milieux populaires dans les quartiers des bidonvilles, territoires qui occupent une place centrale dans le développement des sociétés du Sud. Qu'on pense par exemple à la construction conjointe de l'offre et de la demande de services (privés, publics et d'économie sociale) liée aux budgets participatifs expérimentés d'abord au Brésil à Porto Alegre et qui a reçu un puissant coup d'envoi dans les dernières années.

Aujourd'hui, des centaines de municipalités dans de très nombreux pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Pérou, Chili, Uruguay....) définissent leur développement dans cette perspective nouvelle qui ouvrent des voies encore insoupçonnées. Pour notre part, c'est de ce côté qu'il nous apparaît utile d'orienter nos prochains travaux de recherche.

Septième et dernière conclusion ou recommandation : les nouvelles politiques publiques, tout comme les politiques des ONG, doivent miser sur la recherche portant sur les nouvelles avenues du développement local, notamment sur les dynamiques de type « budgets participatifs », tout en encourageant la mise en œuvre de dispositifs et de moyens pour faire progresser la formation d'animateurs et de gestionnaires du développement local.

Principales références bibliographiques

- AGLIETTA, M. (1995), *Macro-économie financière*, La Découverte, Repères, Paris.
- ALLIANCE (1997), *Alliance pour un monde responsable et solidaire*, Éd. Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH), Paris / Lausanne.
- ANNIS, S. (1988), « Can Small-Scale Development Be a Large-Scale Policy ? The Case of Latin America », in ANNIS, S. et HAKIM, P., *Direct to the Poor : Grassroots Development in Latin America*, Lynne Rienner Publishers, Boulder and London.
- ASSOGBA, Y. (1991), «L'organisation communautaire avec des communautés locales en Afrique», in DOUCET, L. et FAVREAU, L., *Théorie et pratiques d'organisation communautaire*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy : 389-414.
- ASSOGBA, Y. (1997), «Mouvement paysan et développement du tiers-monde : le cas de l'Afrique francophone», in KLEIN, J.-L., *Au delà du néolibéralisme, quel rôle pour les mouvements sociaux*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy.
- ASSOGBA, Y. (2000), *Gouvernance, économie sociale et développement en Afrique*, Cahier de recherche #15, CRDC, UQAH, Hull.
- ATIM, C. (1999), «L'émergence d'un mouvement mutualiste au Sud», in DEFOURNY, J., DEVELTERE, P. et FONTENEAU, B., *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éd. De Boeck Université, collection Ouvertures économiques, Paris / Bruxelles : 83-104.
- AZNAR, G., CAILLÉ, A., LA VILLE, J.-L. et alii (1997), *Vers une économie plurielle*, Syros, Paris.
- BAIROCH, P. (1997), *Victoires et déboires III (histoire économique et sociale du monde du 16e siècle à nos jours)*, Gallimard, Paris.
- BESSIS, S. (1997), «Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux des années 90», revue *Tiers-Monde*, numéro 151, Paris.
- BIDET, É. (1998), «L'économie sociale : un secteur d'avenir ?», in *Problèmes politiques et sociaux*, Numéro 798, La Documentation française, Paris.
- BIDET, É. (1999), *Économie sociale*, dans l'encyclopédie des sciences sociales *Universalis*, Paris. BIT (1999), *Un travail décent, rapport du directeur général*, BIT, Genève.
- BOUCHER, J.L. et FAVREAU, L. (1998), *Le développement social urbain : quel développement*. revue *Économie et solidarités*, vol. 29, numéro 2.
- BOUCHER, J.L. et FAVREAU, L. (1998), *Santiago, Lyon, Montréal : partenaires pour le développement urbain*, revue *Économie et Humanisme*, Lyon, numéro 346, novembre 1998:5-91.
- BOUCHER, J.L. et TREMBLA Y, D. (dir.) (1999), *La gouvernance locale, un enjeu scientifique et politique*, Dossier thématique de la revue *Économie et Solidarités*, vol.30, numéro 2 : 1-111.
- BOUCHER, J.-D. (1986), *Volontaires pour le Tiers monde*, Karthala, Paris.
- BOYER, R. et SAILLARD, Y. (dir.) (1995), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- CASSEN, B. (1998), «Démocratie participative à Porto Alegre», *Monde diplomatique*, août : 3. CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

- CASTELLS, M. (1997), *The Power of Identity*, Blackwell Publishers, Oxford.
- CASTELLS, M. (1998), *End of Millennium*, Blackwell Publishers, Oxford.
- CHESNEAUX, J. (1992), «La société civile internationale face au Sommet de la Terre», *L'événement européen, mars 1992* : 195-200.
- CHESNEAUX, J. (1993), «Les ONG, ferment d'une société civile mondiale», *Transversales*, #24, nov.-déc., Paris.
- CHRISTENSON, J. A. et ROBINSON, J. W. (1989), *Community Development in Perspective*, Iowa, Iowa State University Press.
- CIRIEC Espagne (1997), *La Nueva Economía Social*, CIRIEC España, Valencia.
- COLLOMBON, J.-M. et PARODI, M. (1997), «Une expérience brésilienne d'économie solidaire à Fortaleza», *RECMA*, 263, Paris : 49-60.
- COMÉLIAU, C. (1991), *Les relations Nord-Sud*, La Découverte, «Repères», Paris.
- DE GAULEJAC, V. et LÉONETTI, I. T. (1994), *La lutte des places*, Desclée de Brouwer / ÉPI, Paris.
- DE RAVIGNAN, A. (1996), «Les nouveaux rôles des ONG dans le concert mondial» in *État du Monde 1997*, Paris : 50-53.
- DE TOCQUEVILLE, A. (1991), *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Paris. DEFOURNY, J. (1994), *Développer l'entreprise sociale*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles.
- DEFOURNY, J. et MONZON CAMPOS, J. L. (1992), *Économie sociale, entre économie capitaliste et économie publique*, CIRIEC, De Boeck, Bruxelles.
- DEFOURNY, J., DEVELTERE, P. et FONTENEAU, B. (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éd. De Boeck Université, collection Ouvertures économiques, Paris / Bruxelles.
- DEFOURNY, J., FAVREAU, L. et LA VILLE, J.-L. (1998), *Inserción y Nueva Economía social : Un balance internacional*, CIRIEC-ESPANA \ Ministerio de Trabajo y Asuntos sociales (dirección general de fomento de la economía social), Valencia.
- DELER, J.-P., FAURÉ, Y.-A., PIVETEAU, A. et ROCA, P.-J. (dir.) (1998), *ONG et développement (société, économie, politique)*, Éd. Karthala, Paris.
- DEMAZIÈRE, C. (dir.) (1996), *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, L'Harmattan, Paris / Montréal.
- DESOTO, F. (1984), *El Otro Sendero*, Lima.
- DESROCHE, H. (1976), *Le projet coopératif*, Éditions ouvrières, Paris.
- DEVELTERE, P. (1998), *Économie sociale et développement : les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, De Boeck Université, Paris / Bruxelles. £
- DOMMERGUES, P. (dir.) (1988), *La société de partenariat (économie-territoire et revitalisation régionale aux États-Unis et en France)*, Paris, Afnor-Anthropos.
- DOUCET, L. et FAVREAU, L. (1991), «L'organisation communautaire dans les pays du tiers-monde : L'Afrique et l'Amérique latine», in DOUCET, L. ET FAVREAU, L., *Théorie et pratiques d'organisation communautaire*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy : 379-88.
- DUBET, F. et LAPEYRONNIE, D. (1992), *Les quartiers d'exil*, Seuil, Paris.

- DUBET, F. et Tironi, E. (1988), *Pobladores, luttés sociales et démocratie au Chili*, L'Harmattan, Paris.
- DURNING, A. B. (1989), «Mobiliser les communautés de base», in Brown, L. R., *L'état de la planète, Economica*, Paris : 253-84.
- ENGELHARD, P. (1996), *L'Homme mondial*, Arléa, France.
- EVERS, A. (1998), «Sur l'étude John Hopkins. Un commentaire critique», in *Une seule solution, l'association ? Socio-économie du fait associatif*, La revue du MAUSS, La Découverte, Paris: 111-19.
- FAIRBAIN, B. (1993), *Co-operatives et Community Development*, Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, Saskatoon.
- FAVREAU, L. et FRÉCHETTE, L. (1991), «L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine», in Doucet, L. et Favreau, L., *Théorie et pratiques d'organisation communautaire*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy : 415-38.
- FAVREAU, L. (1996), «Desarrollo comunitario en Estados Unidos y Canada, campo de una nueva economía social» in Vidai, L, *Inserción social por el trabajo, una vision internacional*, Universidad de Barcelona, Centro de Iniciativas de la Economía Social (CIES), Barcelona : 129-56.
- FAVREAU, L. (1996), «Le développement communautaire dans les pays du tiers-monde : des initiatives de la nouvelle économie sociale», *Revue des Études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, no. 262 (60) : 35-44.
- FAVREAU, L. (1997), «Desarrollo económico comunitario y economía social : el ejemplo canadiense», dossier thématique sur la nouvelle économie sociale de la revue CIRIEC-ESPANA, no. 25, Valencia : 43-62.
- FAVREAU, L. (1997), «Economía Social y Desarrollo local en America del Norte : El enfoque de desarrollo económico comunitario», *Noticias de la Economía Pública, Social y Cooperativa*, no. 21, CIDEA, Universidad de Valencia : 29-36.
- FAVREAU, L. (1998), «Economía social y mundialización : una perspectiva Norte-Sur», in Ortiz, H. et Munoz, L, *Globalización de la solidaridad, un reto para todos*, GES/CEP, Lima : 37-56.
- FAVREAU, L. (1998), «La dynamique associative au Sud : une mise en perspective», la *Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales)*, #11, premier semestre 1998, La Découverte, Paris : 155-67.
- FAVREAU, L. (1999), «Économie sociale et mondialisation : une perspective globale», in Defourny, J., Develtere, P. et Fonteneau, B., *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éd. De Boeck Université, collection Ouvertures économiques, Paris / Bruxelles : 241-56.
- FAVREAU, L. (1999), «Économie solidaire et renouvellement de la coopération Nord-Sud : le défi actuel des ONG», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 12, numéro 1, PUQ : 127-43.
- FAVREAU, L. et LÉVESQUE, B. (1996), *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Presses de l'Université du Québec, Sillery.
- FAVREAU, L. et FRÉCHETTE, L. (1999), «Développement communautaire et économie solidaire à Villa el Salvador (Pérou) : mise en perspective», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, numéro 272, Paris : 69-11.

- FAVREAU, L. et FRÉCHETTE, L. (1999), «Développement communautaire et économie solidaire : l'expérience péruvienne de Villa el Salvador», *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (RECMA)*, numéro 271, Paris : 83-93.
- FRANTZ, T. R. (1987), «The Role of NGOs in the Strengthening of Civil Society», *World Development*, vol. 15, supplément : 121-7.
- FRÉCHETTE, L. (1999), «Les cuisines collectives au Pérou : 20 ans d'entraide et de développement solidaire», *revue Economie et Solidarités*, vol.29, numéro 2, PUQ, Sillery : 124-40.
- GENRO, T. et DE SOUZA, U. (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil*, Éd. CLM / Librairie FPH, Paris.
- GONZALEZ, R. et HIDALGO, L. (1995), *Desarrollo económico local : Acción municipal y microempresa*, PET, Santiago.
- GROUPE DE LISBONNE (1995), *Limites à la compétitivité*, Boréal (Canada), Labor (Belgique), La Découverte (France).
- GROUPE DE SALVADOR (1996), *Vers des quartiers plus humains : action publique et initiatives des habitants (Les six principes de la Déclaration de Salvador)*, Éd. Fondation pour le progrès de l'Homme, Paris / Lausanne.
- GUESLIN, A. (1998), *L'invention de l'économie sociale*, Économica, Paris.
- GUI, B. (1999), «Capital social et biens relationnels», *revue Économie et Humanisme*, numéro 350, octobre 1999 : 76-7.
- HANSENNE, M. (1999), *Un garde-fou pour la mondialisation : le BIT dans l'après-guerre froide*, Éd. Quorum et Éd. Zoé, Gerpennes et Carouge-Genève.
- HOLZER, B. et RENOIR, F. (1989), *Les risques de la solidarité*, Fayard, Paris.
- ILO (FIGUEIREDO, J.B. et de HAAN, A.) (1998), *Social exclusion : an ILO perspective*, Research Series #111, ILO, Geneva.
- JACOB, J.-P. et LAVIGNE DEL VILLE, Ph. (dir.), (1994), *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, APAD / Karthala / IUED, Paris.
- JACQUIER, C. (1992), *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris, L'Harmattan.
- JACQUIER, C. (1999), «L'épargne et le crédit solidaire dans les pays en développement» in Defourny, J., Develtere, P. et Fonteneau, B., *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éd. De Boeck Université, collection Ouvertures économiques, Paris / Bruxelles : 59-82.
- LARRACHEA, I. et NYSENS, M. (1994), «Les défis de l'économie populaire au Chili», *RECMA*, vol.49, no 252 : 43-53.
- LARRANAGA, J. (1998), «Mondragón» in ORTIZ, H. et MUNOZ, I. (1998), *Globalización de la solidaridad, un reto para todos*, GES / CEP, Lima.
- LAUTIER, B. (1994), *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Repères, Paris. LA VILLE, J.-L. (1999), *Une troisième voie pour le travail*, Desclée de Brouwer, Paris.
- LA VILLE, J.-L. (dir.) (1994), *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer.
- LEBOSSÉ, J. (1998), *Micro-finance et développement local*, OCDE / IFDEC, Paris et Montréal.

- LÉVESQUE, B. (1995), «Repenser l'économie pour contrer l'exclusion : de l'utopie à la nécessité», in Klein, J. L. et Lévesque, B. (dir.), *Contre l'exclusion, repenser l'économie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec : 17-44.
- LÉVESQUE, B. (1999), «Développement local et économie sociale : éléments incontournables du nouvel environnement», *Économie et Solidarités*, vol.30, numéro 1, PUQ, Sainte-Foy : 111-26.
- LÉVESQUE, B. et MENDELL, M. (1999), *L'économie sociale : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche*, Cahier de recherche du CRISES #9908, UQÀM, Montréal.
- LÉVESQUE, B. (1997), «Démocratisation de l'économie et économie sociale» in Laflamme et al., *La crise de l'emploi : de nouveaux partages s'imposent*, Presses de l'Université Laval, Québec.
- LIPIETZ, A. (1996), *La société en sablier (Le partage du travail contre la déchirure sociale)*, La Découverte, Paris.
- MARCHANT, C. (1991), *Nord-Sud : de l'aide au contrat*, Syros, Paris.
- MARUANI, M. et REYNAUD, E. (1993), *Sociologie de l'emploi*, La Découverte, Paris.
- NOWAK, M. (1994), *La banquière de l'espoir*, Éd. A. Michel, Paris.
- OCDE (1996), *Réconcilier l'économie et le social. Vers une économie plurielle*, OCDE, Paris.
- OPCF (1996), *Décentralisation et développement local, Rapport 1996 de l'Observatoire français de la Coopération française*, Desclée de Brouwer, Paris.
- ORTIZ, H. (1994), *Las organizaciones económicas populares (semillas pequeñas para grandes cambios)*, Servicios Educativos El Agustino, Lima.
- ORTIZ, H. et MUNOZ, I. (1998), *Globalización de la solidaridad, un reto para todos*, CES / CEP, Lima.
- PADRON, M. (1988), *Las organizaciones no gubernamentales de desarrollo en el Perú*, DESCO / PREAL, Lima.
- PANOS, (1989), *Quand les pauvres du Sud s'autofinancent*, Institut PANOS et L'Harmattan, Paris.
- PARODI, M. (1993), «Le modèle de l'économie sociale face aux grands défis contemporains», RECMA n°47, Paris.
- PAUGAM, S. (dir.) (1996), *L'exclusion. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris. PERRET, B. (1995), *L'avenir du travail : les démocraties face au chômage*, Seuil, Paris. PERRI, 6 et VIDAL, I. (1994), *Delivering Welfare*, CIES, Barcelona.
- PERRY, S. E. (1987), *Communities on the way (Rebuilding local economics in the United States and Canada)*, State University of New York Press, Albany.
- PETRELLA, R. (1996), *Le bien commun, éloge de la solidarité*, Labor, Bruxelles.
- PETRELLA, R. (1997), *Économie sociale et mondialisation*, SUCO, Montréal.
- PUTNAM, R. (1996), «Bowling Alone : America's Declining Social Capital», *Current*, numéro 373 : 3-9.
- RAZETO, L. et alii (1990), *Las organizaciones económicas populares*, PET, Santiago.

- REILLY, C.A. (dir.) (1995), *New Paths to Democratic Development in Latin America : the Rise of NGO-Municipal Collaboration*, Lynne Rienner Publishers, Boulder (USA) and London (UK).
- RIFKIN, J. (1995), *The End of Work. The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Putnam's Son, New York.
- RITIMO et SOLAGRAL (1998), *Pour un commerce équitable (Expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud)*, Éd. CLM / Librairie FPH, Paris.
- RODRIGO, J.M. (1990), *Le sentier de l'audace (Les organisations populaires à la conquête du Pérou)*, L'Harmattan, Paris.
- ROUSTANG, G., LA VILLE, J.-L., EME, B., MOTHÉ, D. et PERRET, B. (1996), *Vers un nouveau contrat social*, Desclée de Brouwer, Paris.
- SACHS, I. (1996), «La mondialisation présente n'est pas la seule possible», *Revue Alternatives économiques*, juin 1996 : 32-3.
- SAINSEAULIEU, R. et LA VILLE, J.-L. (1998), *Sociologie de l'association*, Desclée de Brouwer, Paris.
- SALAMÉ, G. (1996), *Appels d'empire*, Fayard, Paris.
- SALAMON, L. M. et ANHEIER, H. K. (1996), *The Emerging Nonprofit Sector, an Overview*, Manchester University Press, Johns Hopkins Nonprofit Sector Series 1, Manchester and New York.
- SALAMON, L. M. et ANHEIER, H. K. (1998), *The Non Profit Sector in the Developing World*, Manchester University Press, Manchester and New York.
- SANCHEZ, N. (1994), «Community Development and the Role of NGOs : a New Perspective for Latin America in the 1990s», *Community Development Journal*, vol.29, no.4, London : 307-19.
- SANYAL, B. (1994), «Co-operative Autonomy: The Dialectic of State-NGO's Relationship in Developing Countries», *International Institute for Labour Studies*, Geneva.
- SOLON, D. (1998), *Villa el Salvador, la ville née du désert*, Éditions de l'Atelier / CCFD, Paris.
- STOCKER, G. (1998), «Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance», *Revue internationale des sciences sociales*, Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, mars 1998, numéro 155 : 19-30.
- VAILLANCOURT, Y. (dir.) (1999), *Le tiers-secteur*, revue *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11 et 12, PUQ, Sillery.
- VELASQUEZ RAMOS, S. (1997), *Hacia un plan estratégico de promoción empresarial para VES desde las PYMES*, Dirección de promoción empresarial y cooperación, Municipalidad de Villa el Salvador.
- VERSHAVE, F.-X. (1994), *Libres leçons de Braudel (Passerelles pour une société non excluante)*, Syros, Paris.
- VERSHAVE, F.-X. et BOISGALLAIS, A.-S. (1994), *L'aide publique au développement*, Syros, Paris.

- VIDAL, A. C. (1992), *Rebuilding Communities. A National Study of Urban Community Development Corporations*, Community Development Research Center, New School for Social Research, New York.
- VIENNEY, C. (1994), *L'économie sociale*, La découverte, Paris.
- VIGIER, J.-P. (1995), *Finances et solidarité, votre épargne pour le développement*, Syros, Paris.
- VILLAREAL, N. A.(1999), *Organización social y Empresa : Experiencias de las Centrales de Comedores Populares*, SEA, Lima.
- VOTH, D. E. et Brewster, M. (1989), «An overview of international community development» in Christenson, J.A. et Robinson, J.W., *Community development in perspective*, Iowa State University Press, Iowa : 280-306.
- ZAPATA, A. (1996), *Sociedad y poder local*, DESCO, Lima.

Quelques sites en économie sociale et en développement local

1. Au Québec/Canada

<http://www.unites.uqam.ca/crises>

Site du Centre inter-universitaire de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises privées, publiques et d'économie sociale (CRISES), foyer de recherches et d'analyses en économie sociale depuis près de 10 ans. Regroupe une vingtaine de chercheurs et une centaine d'étudiants de 2e et 3e cycle de sept universités du Québec. Deux grands volets : 1) innovations dans le domaine du travail ; 2) économie sociale.

<http://www.unites.uqam.ca/ciriec/>

Site du CIRIEC Canada, foyer-animateur de la revue d'économie sociale *Économie et Solidarités*. Le CIRIEC Canada fait partie d'un réseau international de recherche en économie publique et en économie sociale (surtout européen).

<http://www.uqah.quebec.ca/crdc-geris/>

Site de la Chaire de recherche en développement communautaire et du Groupe d'études et de recherches en intervention sociale (GÉRIS) de l'Université du Québec à Hull. Regroupement d'une dizaine de chercheurs de l'UQAH dans différentes disciplines, notamment le travail social, les relations industrielles et les sciences sociales. Des professeurs d'autres universités (au Québec et en Europe) y sont associés.

2. Dans le monde

<http://www.ilo.org/>

Site du Bureau international du travail (BIT). Accès au programme de lutte contre la pauvreté du BIT par l'économie sociale (programme STEP).

<http://www.apc.org>

Site de l'Association pour le progrès des communications (APC) qui regroupe 50 000 ONG à travers le monde.

<http://www.alter.org.pe/psf/>

Site d'économie solidaire dans les pays du Sud initié suite à la rencontre internationale de Lima en 1997.

<http://www.econsoc.org>

Site du Centre d'économie sociale de l'Université de Liège, foyer-animateur de recherche sur l'économie sociale au Nord et au Sud. À l'origine, initiateur, avec des chercheurs de l'Université de Louvain, de la rencontre d'Ostende de 1997.

ANNEXE I : LES ENTREPRENEURS DU PARC INDUSTRIEL : DE L'INFORMALITE À LA CROISSANCE

1. Monographies d'entreprises du parc

Les entrepreneurs du Parc sont regroupés par grands secteurs ou «gremios» (associations de caractère professionnel et/ou sectoriel), notamment dans les secteurs de la métallurgie, de la chaussure et du cuir, de l'artisanat, de l'alimentation, de la menuiserie et du textile. C'est à l'intérieur de certains de ces secteurs que nous avons étudié deux entreprises. Les caractéristiques des unités de production que nous décrivons ici ainsi que les caractéristiques des entrepreneurs ne permettent peut-être pas la généralisation à l'ensemble des entreprises. Toutefois, elles peuvent dégager le profil-type d'une partie de ces unités.

1.1. Artesanias Challco : une entreprise du secteur de l'artisanat

1.1.1 L'entreprise : localisation, secteur et historique

Artesanias Challco est localisée dans la parcelle II, lot 03, rue 07, du Parc Industriel de Villa el Salvador. Cette entreprise produit des meubles, des cadres de tableaux (encadrements) et des miroirs en bois taillé. La taille est faite à la main par un artisan qui apprend son métier (dans la plupart des cas) en travaillant avec une personne d'expérience. De plus, les cadres sont dorés en suivant la tradition de la *Escuela Cuzquena*, c'est-à-dire en utilisant une feuille d'or. Ce processus, qui se fait aussi à la main, s'apprend de la même manière que la taille. Quant aux meubles, l'entreprise fabrique sur commande des mobiliers de chambre, de salle à manger, de «*barguenos*»⁸², etc.

Artesanias Challco, dont le propriétaire est âgé d'une cinquantaine d'années, fait partie de la deuxième génération d'entreprises qui se sont installées dans le Parc Industriel. L'entreprise bénéficie de services urbains depuis seulement trois ans. Challco Alvares est très fier de son entreprise. Elle est, en fin de compte, le résultat de beaucoup d'efforts. C'est, entre autres, l'une des raisons pour lesquelles il exige aussi de ses employés qu'ils s'y investissent.

⁸² Meuble typiquement espagnol que l'on utilise pour ranger la vaisselle.

1.1.2 L'exploitation de l'entreprise

Taille, travailleurs, conditions de travail, organisation du travail

Artesanias Challco emploie actuellement huit travailleurs qui travaillent du lundi au samedi. L'horaire de travail s'étend de 8 heures à midi et de 13 h 30 à 17 ou 18 heures dans la soirée. La journée de travail peut être, parfois, plus longue.

L'insertion dans cette entreprise offre aux travailleurs l'occasion de se former dans un métier. Ils peuvent apprendre à tailler le bois, à peindre, à réaliser des travaux d'ébénisterie, etc. Cet apprentissage est considéré, par le patron, comme un avantage que l'entreprise offre et pour lequel les travailleurs doivent aussi s'investir, même si cela implique de prolonger leur horaire de travail :

Je suis comme eux (les employés). J'ai toujours travaillé dans un atelier et je dis à tous ceux qui viennent travailler ici que s'ils restent une heure ou deux de plus, c'est parce qu'ils doivent apprendre quelque chose pour eux et non pas pour moi, car moi, je l'ai déjà fait.
(Entrevue A)

Le propriétaire et son fils, dans la vingtaine, travaillent dans l'entreprise chaque dimanche jusqu'à trois ou quatre heures de l'après-midi. Challco Alvares explique que la production ne peut pas s'arrêter, qu'il faut faire des sacrifices pour maintenir et faire grandir l'entreprise. Par ailleurs, la fille de Challco Alvares s'est récemment intégrée à l'entreprise. Elle fait l'apprentissage de la dorure des cadres, suite à l'insistance de son père qui estimait qu'elle devait avoir un gagne-pain en même temps qu'elle participait à l'entreprise.

Le fils de Challco Alvares connaît déjà très bien l'art du métier de son père. Tout jeune, son père lui a appris comment tailler le bois ; il a appris l'ébénisterie et la gestion de l'entreprise, entre autres. Prévoyant le départ de son fils de la maison parentale, le père a obtenu un local avoisinant au sien pour que son fils puisse démarrer à son compte, une fois marié.

Par ailleurs, notre interviewé considère que son entreprise est rentable. Elle lui permet de faire vivre sa famille convenablement. De plus, il considère que son entreprise ainsi que d'autres du secteur de l'artisanat contribuent à ce que le gouvernement ait une bonne image car l'artisanat péruvien est très reconnu un peu partout dans le monde. L'entreprise de Challco Alvares essaie d'améliorer ses produits en créant de nouveaux designs, en cherchant de nouveaux marchés, etc.

Le souci de la création d'emplois est aussi présent chez cet entrepreneur, mais il se heurte à des contraintes majeures qui limitent l'expansion de l'entreprise. En effet, en dépit du fait d'avoir

acquis un nouveau local (destiné à son fils), l'espace semblerait être une denrée rare dans le Parc Industriel. Les locaux de 300 m² ont été bâtis pour pouvoir éventuellement s'établir sur deux étages mais il semblerait que même l'ajout de cette surface ne suffirait pas à combler les besoins existants.

Le stade de développement de l'entreprise et sa clientèle

Cette entreprise est présentement dans une phase d'expansion. Elle a réussi à décrocher des contrats d'exportation avec des pays européens, latino-américains et avec les États-Unis. Au moment de notre visite, la production était destinée à un contrat avec le Chili.

Bien que les produits de cette entreprise puissent être classés comme luxueux, car il ne s'agit nullement d'un mobilier ordinaire, le propriétaire a tenu à signaler que la clientèle qui achète ses produits n'appartient pas exclusivement à une classe sociale élevée. Dans ce sens, la publicité du journal semble avoir contribué à un certain élargissement de la clientèle.

La promotion des produits de l'entreprise

Artesanias Challco a été indexée dans un catalogue avec une quarantaine d'autres entreprises péruviennes dans le secteur de l'artisanat. Ce catalogue, où on peut voir des photos de produits locaux, a été distribué aux ambassades péruviennes qui se chargent d'en faire la promotion commerciale. Notre interviewé a déboursé la somme de 400 dollars américains pour apparaître dans ce catalogue. D'autres formes de promotion attirent la clientèle, notamment la présence des produits dans les différentes foires. En décembre 1999, par exemple, s'est réalisée à Lima une Foire du foyer. L'entreprise participe aussi à la Foire d'Arequipa, mais elle se fait également connaître en Bolivie. En Espagne, l'entreprise a un représentant qui expose les produits lors de foires locales. D'autres moyens, comme une page publicitaire dans un journal à grand tirage (*El Comercio*), la radio, la TV et le fait que l'entreprise assure le décor de quelques téléromans diffusés dans le pays, assurent aussi la promotion de l'entreprise.

L'accès au crédit de l'entreprise

Dans les dernières années, l'accès au crédit des banques localisées sur le territoire de VES a été rendu extrêmement difficile en raison du défaut de paiement de quelques emprunteurs. La méfiance des institutions financières traditionnelles a d'ailleurs affecté tous les entrepreneurs du Parc Industriel.

Dans le cas de Chalco Alvares, il a eu recours au crédit quelques années auparavant, notamment avec les banques qui étaient sur place comme le Banco Wiese, Banco Continental, Banco de Crédito, et TC. L'argent emprunté servait fondamentalement pour l'achat de matières premières (le bois).

Besoin oblige, les entrepreneurs ont dû trouver d'autres sources de financement. C'est ainsi que Chalco Alvares emprunte de l'argent de ses clients. Il les rembourse avec des intérêts ou dans certains cas il paie avec ses produits :

Les banques ne veulent pas nous prêter mais cela ne nous affecte pas trop parce que si j'ai des bons clients, cela peut être mieux que la banque car ils peuvent me prêter sans faire autant de problèmes. Je dis au client : prêtez-moi 3 000 ou 5 000 dollars et le jour où vous le voulez, je vous rembourse, argent et intérêts. (Entrevue A)

1.1.3 Les liens de l'entreprise avec le Parc industriel, avec l'APEMIVES et avec le «gremio»

L'association des artisans regroupe environ 70 entrepreneurs. Chalco Alvares fait pourtant une distinction entre les «vrais artisans» et les «autres», distinction qui lui fait réduire ce nombre à 10 ou 12 entrepreneurs. Il s'agirait, dans le cas des «faux artisans», d'entrepreneurs entrés dans le Parc Industriel et au «gremio» un peu plus tard que les premiers et dont les métiers sont plus divers. La production, par ailleurs, relève d'un processus plus industriel que manuel : menuiserie, céramique, imprimerie, fabrication des paniers en osier, serrurerie, etc. Même s'ils ne sont pas reconnus comme des vrais artisans, ces entrepreneurs font partie de l'association des artisans, appartenance qui est à l'origine de certains conflits, comme le signale Chalco Alvares :

Tous ces entrepreneurs sont entrés comme artisans, mais ils ne le sont pas. C'est pour cela qu'il est difficile de travailler. Nous avons des incompatibilités dans le gremio. Les menuisiers cherchent toujours un local plus grand, parce que les meubles occupent beaucoup de la place et que s'ils réussissent à obtenir des locaux plus spacieux, ils pourront fabriquer davantage.... (Entrevue A).

La revendication des menuisiers semble pourtant être une contrainte de même nature que celle qui affecterait Chalco Alvares dans ses ambitions d'expansion.

L'association du secteur a un conseil d'administration formé de huit ou neuf personnes chargées de la vente des produits des entrepreneurs du secteur. Les artisans ont deux locaux communs de vente, un situé à côté de l'entreprise de Chalco Alvares et l'autre dans le Centre d'exposition appelé Maxi-Centro, dans le Parc Industriel. Pour bâtir ce local de vente, chaque entrepreneur a dû mettre de l'argent pour acheter les briques, le sable et autres matériaux nécessaires.

Les entrepreneurs-artisans souhaiteraient, par ailleurs, bâtir une école-atelier. Il semblerait, selon ces entrepreneurs, exister une clientèle potentielle pour apprendre les différents métiers d'arts représentés dans le Parc Industriel. Il s'agit pour le moment d'un projet qui aurait besoin d'une aide extérieure pour se concrétiser.

1.1.4 Les autres liens avec la communauté de VES

L'entreprise de Chalco Alvares accueille des élèves du SENATI (*Servicio Nacional de adiestramiento en trabajo industrial*), une école de formation professionnelle, pour des stages de travail. L'école du SENATI est localisée à Villa el Salvador et se sert des entreprises du Parc Industriel pour faire bénéficier ses étudiants de stages pratiques. Chalco Alvares signale toutefois que le stagiaire doit nécessairement aimer le métier, car l'artisanat n'est pas uniquement un métier, c'est un art, affirme-t-il.

1.2 ECO CALZADOS : une entreprise du secteur de la chaussure

1.2.1 L'entreprise : localisation, secteur et historique

Eco Calzados est localisée dans la parcelle 2, lot 01, rue 11 du Parc Industriel. Il s'agit d'une entreprise de confection des chaussures. Le bâtiment, assez grand, est divisé en plusieurs parties. On retrouve à l'avant la boutique de vente au public, bien organisée, avec plusieurs vitrines d'exposition. L'épouse du propriétaire de l'entreprise est en charge du local de ventes et du volet ventes en général. Une porte à l'arrière de ce local donne accès à un patio où on trouve une habitation familiale et une cour assez grande avec quelques plantes et quelques poules. Au bout du patio, une pièce d'une centaine de mètres carrés sert d'atelier de confection des chaussures. Hugo Antonio Torres, jeune propriétaire dans la trentaine, s'est installé dans ce bâtiment il y a près de trois ans.

1.2.2 La trajectoire professionnelle de l'entrepreneur

L'histoire de M. Torres comme fabricant de chaussures remonte à l'époque où il migre de la «Sierra» à Lima pour poursuivre des études secondaires. Son père, lui-même fabricant de chaussures, lui apprend le métier dès l'âge de 14 ou 15 ans. À ce moment-là, comme le signale Torres, son père gagnait très bien sa vie, même s'il ne s'occupait pas personnellement de la totalité du processus de fabrication car il sous-contractait certains travaux. Le père de M. Torres s'est laissé emporté par l'alcoolisme et a fini par perdre tout ce qu'il avait réussi à bâtir. Par ailleurs, il n'a

jamais voulu investir dans la machinerie pour agrandir son entreprise où impliquer son fils pour continuer son travail.

Suite à ces péripéties, M. Torres cherche vainement du travail comme «cortador» (tailleur de cuir) à Lima et retourne finalement à sa ville natale où il est embauché comme mineur. Un an et demi plus tard, avec quelques économies, il retourne à Lima et décide de démarrer un atelier de rénovation de chaussures. Cette affaire n'a pas rencontré le succès qu'il espérait. Devant en outre assumer une responsabilité de chef de famille, il commence à travailler dans le Parc Industriel comme «cortador» pour des fabricants déjà installés. Il travaille de 7 heures du matin à minuit tous les jours dans plusieurs ateliers. Bien qu'il soit satisfait de ses revenus (en moyenne 360 ou 400 *soles* par mois), il réalise que le travail est précaire et, qu'un jour ou l'autre, il pourrait se retrouver sans emploi. Il commence alors à confectionner lui-même des chaussures, qu'il vend dans certains quartiers populaires de Lima. Entre-temps, sa femme trouve un emploi, ce qui permet à Torres de capitaliser un peu et même d'offrir du crédit à ses acheteurs. Mais ses clients reportant leurs paiements ou payant des sommes trop minimales, Torres commence à se «décapitaliser». Parallèlement, son beau-père, ancien propriétaire de la bâtisse qu'il occupe aujourd'hui, lui offre le local pour y travailler, étant donné qu'il ferme son entreprise textile. Peu à peu, des passants s'intéressent à ses chaussures et deviennent des clients auxquels il vend un peu plus cher qu'aux grossistes. Les ventes à l'unité s'avèrent être une bonne affaire et il décide de rénover le local pour la vente au public. Une grande vente scolaire en 1996 lui permet de terminer la rénovation du local, d'acheter le local à son beau-père et d'acheter également les machines nécessaires pour concentrer tout le processus de production dans son atelier. Depuis lors, il embauche des travailleurs et réussit même à louer un local de ventes au centre-ville de VES.

1.2.3 L'exploitation de l'entreprise

Taille, travailleurs, conditions de travail et organisation du travail

L'entreprise emploie entre 12 et 14 travailleurs incluant le propriétaire et son épouse. Une première répartition du travail se fait entre le premier et la deuxième qui prend en charge le volet «commercialisation».

Le petit atelier, supervisé par le propriétaire lui-même, produit en temps de basse production entre 200 et 250 paires de chaussures par semaine. Aux temps de haute production, l'atelier fabrique jusqu'à 1 000 paires. Dans ces occasions, le propriétaire embauche trois «maîtres» de plus. Une journée de travail s'étend généralement de 8 heures à 18 heures. Il arrive, toutefois, que les

travailleurs doivent rester jusqu'à 20 heures pour finaliser une commande. La journée de travail dans les périodes de production maximale se termine à minuit.

Les travailleurs, qui ne sont pas syndiqués, sont payés à la pièce («*a destajo*») à raison de 70 *soles* par douzaine de souliers. Un maître produit en moyenne entre quatre et cinq douzaines par semaine, ce qui veut dire qu'il obtient un salaire de 315 *soles* par semaine, équivalant à 91 dollars américains. Ce salaire est bien plus élevé que le salaire minimum, mais il faut signaler que les travailleurs n'atteignent pas toujours ce niveau de production.

Stade de développement et clientèle de l'entreprise

L'histoire de cette entreprise se confond avec celle de la vie professionnelle de M. Torres. D'activités de production intermittentes, l'entreprise est passée graduellement à une production plus organisée et plus capitalisée. Le processus de production s'est centralisé, on a investi dans la machinerie, on a embauché des travailleurs et on a pris de l'expansion au niveau des ventes. Cette dernière décision n'est pas un hasard, car ce sont les ventes qui ont permis la capitalisation de l'entreprise. En 1998, l'entrepreneur et sa femme décident d'ouvrir un deuxième local de ventes dans la partie commerciale de Villa el Salvador. Les ventes, qui étaient au début très importantes (entre 20 et 30 paires par semaine), commencent à décliner avec la récession économique. Le maintien du local devient alors trop onéreux. Aux 300 dollars américains par mois de loyer, il faut ajouter d'autres dépenses comme le salaire de la vendeuse, la surveillance des lieux, et l'électricité.

Actuellement, l'entreprise semble bien se porter, malgré le contexte économique du pays qui l'a obligée, entre autres, à réduire ses activités commerciales. *Eco Calzados* vend ses produits sur le marché national. On retrouve essentiellement deux types de clients : les grossistes et ceux qui achètent à l'unité. Les premiers viennent en général des provinces péruviennes. Certains acheteurs se déplacent d'aussi loin que de la jungle amazonienne, de la ville d'Iquitos ou de Pucallpa ou du Sud de Lima, de la ville d'Ica. Quant aux clients qui achètent à l'unité, il s'agit des résidents des districts au Sud de Lima (Cône sud) soit San Juan de Miraflores, San Isidro, Monterico, etc. En outre, les Foires, parrainées par la Ville, attirent, comme dans le cas des entreprises d'artisanat, un grand nombre de clients d'un peu partout.

Enfin, de grosses commandes provenant des entreprises privées ou des entreprises du secteur public constituent des leviers importants pour cette petite entreprise. Il arrive que *Eco Calzados* décroche

des contrats d'environ 500 paires de chaussures. Dans ce cas, la stratégie de l'entreprise est de répondre à la demande en embauchant plus de travailleurs et non pas de s'allier avec d'autres entreprises du secteur, comme c'est le cas dans le secteur du textile, par exemple.

L'accès au crédit

Le propriétaire de cette entreprise a fait appel à un ami pour emprunter de l'argent au moment où son entreprise devait répondre à une assez grande demande de chaussures. Ce prêt a été remboursé en entier avec un intérêt de 2% :

Mon ami m'a dit : Écoute, tu me paies le 2% d'intérêt et tu gardes l'argent aussi longtemps que tu en auras besoin. Quand tu estimeras convenable, tu peux faire baisser ta dette, tu peux me payer 100 dollars, 500 dollars, comme tu pourras..... (Entrevue B)

M. Torres conclut que c'est de cette manière qu'il a pu s'en sortir parce que, s'il avait dû rembourser et le capital et l'intérêt, comme ce serait le cas dans une banque, il n'aurait pas pu le faire. Il signale, par ailleurs, qu'il devrait exister un système comme celui-là pour financer les petites entreprises.

Le besoin de crédit se présente lors de commandes importantes. En temps normal, les entrepreneurs font appel à d'autres mécanismes qui leur permettent de gérer leur production sans s'endetter. Ainsi, il est normal que Torres sollicite ses fournisseurs pour le report de paiement. Ces fournisseurs sont, en général, des moyennes et grandes entreprises localisées à l'extérieur de VES qui livrent à domicile les matières premières comme le cuir, par exemple :

Ils viennent et laissent la marchandise. À ce moment-là ils t'accordent un délai pour payer, ce délai peut être de 15 ou de 30 jours, cela dépend de l'arrangement que tu fais avec eux. Pour la semelle, j'ai un autre fournisseur à Caqueta. J'imagine qu'il dispose d'un bon capital parce que lorsqu'on y va et qu'on lui demande un délai d'un mois ou deux, cela ne fait pas problème.... (Entrevue B).

1.2.4 Les liens entre l'entreprise et le Parc industriel, l'APEMIVES et le «gremio»

Torres ne fait pas partie de l'association des entrepreneurs de son secteur, le «gremio» de la chaussure. Son intégration tardive au secteur a fait qu'on lui demandait de payer 500 dollars américains. Mais il estimait ne pas avoir de bénéfice en retour. Les autres entrepreneurs du secteur ont dû payer des montants semblables pour payer leurs terrains alors que M. Torres avait déjà payé son terrain à son beau-père.

Sa relation avec les autres entrepreneurs du secteur n'est pas mauvaise, mais il estime qu'il n'y a pas suffisamment de coopération entre les entrepreneurs. Il a déjà participé comme trésorier à un regroupement des fabricants de chaussures ayant des commerces dans le Parc Industriel et son expérience a été décevante. Le but du regroupement était de faire la promotion auprès de différents médias, alors les entrepreneurs-commerçants se sont organisés pour placer de la publicité à la TV, à la radio et dans certains journaux. Bien que la diffusion ait été très bonne et les retombées très satisfaisantes, certains entrepreneurs n'ont pas voulu payer. Le même problème s'est présenté lors de l'embauche de deux policiers censés assurer la surveillance du quartier jour et nuit.

Le propriétaire de cette entreprise paie à la municipalité une taxe sur l'usage des terrains et un permis d'exploitation renouvelable chaque trimestre. Au total, les taxes s'élèvent à 180 soles par an.

1.2.5 Les perspectives de l'entreprise

M. Terres souhaiterait, dans un futur proche, tirer plus de profit de son entreprise. Il désire agrandir le volet commercialisation en ouvrant des locaux de ventes dans des endroits plus achalandés de Lima comme Miraflores, secteur de classe moyenne ou Gamarra, quartier où sont concentrés la grande majorité des commerces du secteur textile de Lima. Par ailleurs, une croissance de ses ventes impliquerait une croissance de sa production et pour cela, l'agrandissement de l'atelier est absolument nécessaire.

2. Les nouveaux défis du Parc Industriel

Le Parc Industriel de VES montre aujourd'hui une dynamique productive qui surprend les observateurs de cette communauté. En général, les entreprises du Parc sont des jeunes entreprises qui ont démarré il n'y a pas longtemps, avec une capitalisation faible, peu ou aucune machinerie, une organisation du travail traditionnelle et simple, basée essentiellement sur la cellule familiale.

Les premiers moments de l'installation dans le Parc Industriel ont été, pour la plupart de ces entreprises, mais plus particulièrement pour la première et la deuxième génération, des années très difficiles. Les locaux ne bénéficiaient d'aucune infrastructure urbaine. Il n'y avait pas d'électricité, pas d'eau, pas de téléphone.

Quatre ou cinq ans plus tard, on retrouve des entreprises en phase d'expansion et ceci en dépit de la récession qui affecte l'économie péruvienne. Certains secteurs se montrent mieux portant que d'autres. C'est le cas du secteur des meubles. À l'autre extrême, c'est-à-dire les secteurs fragiles, on retrouve le textile.

Dans les cas étudiés, les entrepreneurs ont réussi à se capitaliser en relativement peu de temps. L'histoire de l'entrepreneur de la chaussure montre que ce processus n'est pas linéaire ; il y a des périodes de capitalisation suivies de périodes où il perd une grande partie de son capital.

3. Les traits communs des deux entreprises étudiées

3.1 Sur le plan des porteurs de projets

- il s'agit des personnes qui ont appris assez jeunes le métier qu'elles développent par la suite dans leurs entreprises ;
- elles tentent de se maintenir dans leur créneau, en dépit des difficultés évidentes dans leur cheminement ;
- elles ont monté des ateliers de travail avec une infrastructure qui comporte des outils et de la machinerie spécialisée dans leur créneau de travail respectif. Elles ont embauché du personnel, huit personnes dans le cas de Artesanias Chalco, entre 12 et 14 dans le cas d'Eco Calzados.

3.2 Sur le plan social

- la dimension sociale dans la gestion de l'entreprise se traduit, entre autres, par la préoccupation de créer des emplois, même si ces emplois ne sont pas exclusivement pour les résidents de VES mais aussi pour des travailleurs de villes voisines ;
- la formation dans l'entreprise constitue en outre un autre aspect de la dimension sociale qui est très présente chez les entrepreneurs. Chez Chalco Alvares, propriétaire de l'entreprise de meubles, cette préoccupation prend un sens particulier car il s'agit d'un métier d'art.

Le propriétaire d'*Eco Calzados*, pour sa part, semble avoir établi des relations assez horizontales avec ses travailleurs. Comme il nous l'a lui-même confié, il ne cache rien à ses travailleurs, qui sont au courant de son histoire personnelle et des affaires de l'entreprise.

En outre, M. Chalco a exprimé un brin de fierté nationaliste en estimant que les produits locaux et notamment les produits artisanaux constituent une bonne carte de présentation du pays à l'étranger. De là, donc, en partie, le souci d'une production soignée et de qualité.

3.3 Sur le plan économique

- les petites entreprises étudiées emploient un nombre assez élevé de travailleurs, en moyenne 10 travailleurs, parfois plus en période de haute production ou d'expansion des ventes ;
- une première répartition du travail est faite au niveau domestique, entre le propriétaire, sa femme et leurs enfants ;
- l'atelier de travail est en quelque sorte un lieu d'apprentissage pour les travailleurs qui arrivent en grande majorité avec peu de connaissances du métier ;
- il s'agit de travailleurs dont la journée de travail est assez longue, mais qui peuvent, dans certains cas, avoir accès à un salaire plus élevé que le salaire minimum. Ces travailleurs ne bénéficient d'aucun des avantages sociaux ni des allocations du secteur public ;
- les clients peuvent être des grossistes ou des petits acheteurs, des acheteurs locaux ou de l'étranger. Cette diversité constitue une preuve, en fait, de la grande attraction que provoque le Parc Industriel à l'extérieur de Villa el Salvador. Les grossistes sont, en général, des commerçants de l'intérieur du pays ou de Lima métropolitaine qui revendent les produits fabriqués dans le Parc Industriel. Les acheteurs à l'unité appartiennent à des groupes de niveau socio-économique très hétérogènes. La clientèle d'Eco Calzados est composée notamment des résidents de VES. Mais il est fort probable que l'entrepreneur-artisan place ses meubles chez une clientèle plus aisée même s'il a souligné, au cours de notre entrevue, que sa clientèle est diversifiée. Chose certaine, chaque fin de semaine, le Parc industriel est pris d'assaut par une multitude de personnes de tous les coins de Lima et d'ailleurs et de tous les niveaux socio-économiques qui cherchent à se procurer une paire de chaussures, ou une veste à bon prix, ou qui désirent meubler leur maison ou leur bureau et obtenir un bon rapport qualité-prix.

En outre, quelques entrepreneurs du secteur de la chaussure qui possèdent leur atelier de production à l'extérieur de Villa el Salvador (La Tablada et autres districts) ont loué une *tienda* (local de vente) dans le Parc Industriel de VES. La dynamique du secteur commercial de VES semble donc suffisamment attirante pour des entrepreneurs provenant de l'extérieur de VES.

- les entreprises dont la clientèle est exclusivement locale sont, toutefois, plus sensibles à la conjoncture économique. Ainsi, Eco Calzados a été affectée par la récession économique et

ses ambitions de croissance ont été abruptement réduites. Artesanias Chalco a toujours, par contre, le filet de sécurité du marché de l'exportation qui lui permet d'échapper à la conjoncture locale ;

- les entrepreneurs interviewés ont attribué une grande importance à la promotion de leurs produits ; pour ce faire, ils font appel à des moyens divers. Dans la plupart des cas, cela représente des frais qui peuvent être assez élevés pour la taille de l'entreprise ;
- la publicité dans des journaux, radio ou T.V. semble être dans tous les cas un excellent moyen d'augmenter les ventes. Ce type de promotion peut être à l'origine d'un regroupement des commerçants comme cela a été rapporté par l'entrepreneur de la chaussure ;
- les entrepreneurs semblent, par ailleurs, être d'accord quant aux retombées positives sur les ventes de leur présence à des foires commerciales à Villa el Salvador même ou à l'extérieur ;
- les entrepreneurs accèdent au crédit par des voies informelles. Les institutions financières traditionnelles ne desservent pas la clientèle des petits entrepreneurs. Les amis, clients et fournisseurs sont ainsi les sources de crédit privilégiées ;
- les entrepreneurs ont pour ambition de faire croître leur entreprise. Dans un cas, la croissance va de pair avec la vente directe des produits et la possibilité d'ouvrir des locaux commerciaux dans les zones plus achalandées et de population plus aisée. Dans les deux cas, les locaux de production sont limités et se heurtent au manque d'espaces disponibles dans le Parc Industriel ;
- les entreprises observées ne relèvent pas de l'économie sociale mais du secteur privé. Le but principal de ces unités de production est de faire un profit à travers la vente de leurs produits. Il est certain que ni leur forme organisationnelle ni leur forme institutionnelle (statut juridique et mission) ne relèvent des organisations de l'économie sociale.

Cependant, il est important d'introduire des nuances car, si l'on se fie à certains indicateurs, ces entreprises participent davantage des critères inhérents aux entreprises d'économie sociale qu'aux entreprises du secteur privé. En effet, bien que la recherche d'un profit soit présente dans la logique entrepreneuriale des producteurs du Parc Industriel, la relativisation du concept de «profit» s'impose car l'échelle de mesure du rendement n'est absolument pas la même que pour les

entrepreneurs capitalistes. La non comptabilisation du travail propre ou des membres de la propre famille, des travailleurs non-rémunérés, dans le coût final du produit, est très fréquent dans ce type d'unité de production.

Cette logique se caractérise aussi par des rapports de travail que l'on qualifierait «de proximité». Il s'agit, en effet, d'entreprises qui utilisent une main-d'œuvre locale, qu'elle soit familiale ou non. Le rapport de proximité s'exprime aussi dans une relation patron - travailleurs plus proche, moins distante que dans une entreprise typiquement capitaliste. Étant donné la formation faible ou inexistante des travailleurs, ceux-ci sont embauchés, la plupart du temps, sous un statut d'apprenti et sont formés par les «maîtres», travailleurs d'expérience, propriétaires ou non, qui leur transmettent leur savoir-faire. Le rapport qui s'établit entre maîtres et apprentis ne prend pas, par conséquent, la forme typique du rapport salarial. Le maître est aussi un conseiller, un père ou un «*compadre*» ; en bref, celui qui dépanne, mais aussi celui qui est dépanné en cas de besoin. Certains entrepreneurs souhaiteraient même pouvoir accorder tous les avantages sociaux à leurs travailleurs, comme en témoigne cet extrait :

Tout le monde dit que j'ai réussi. Je me sentirai un entrepreneur qui a réussi quand je pourrai exporter mes meubles et quand je pourrai payer tous les droits (derechos laborales) à mes travailleurs. (Aconsur, sondage auprès des entrepreneurs, 1999)

De plus, ces entreprises font un usage intensif de main-d'œuvre. Le nombre d'employés est très élevé proportionnellement à leur taille et à leur niveau de technologie.

Mais, en définitive, ce qui semble caractériser le mieux ces micro, petites et moyennes entreprises est leur appartenance à une démarche collective de développement local dans le cadre d'un parc industriel.

Ce cadre facilite de nouvelles formes de partenariat entre les membres des diverses associations et entre les associations elles-mêmes qui naissent depuis quelques années. Il s'agit de formes de coopération visant la mise en commun des ressources.

4. Autres secteurs économiques à Villa el Salvador

Le Parc Industriel représente peut-être la composante la plus importante dans l'économie de Villa el Salvador mais elle n'est pas la seule. Les résidents de VES ont cherché depuis la naissance de cette ville la manière de gagner leur vie en développant différentes sortes d'activités. Cette quête constante a été déterminée, en quelque sorte, par l'exclusion du marché du travail à laquelle une large partie de la population a été confrontée. Certaines de ces activités sont des activités

traditionnelles de revenus comme le commerce à petite échelle. Un deuxième type d'activités, bien qu'elles soient également traditionnelles, se développent sous la forme d'une organisation du travail innovatrice. C'est le cas des groupes de tricoteuses. Enfin, il existe un troisième type d'activités de développement récent qui vise à combler des besoins existants tout en s'adaptant à la réalité locale : les mototaxis rentrent dans cette dernière catégorie.

Les commerçants de VES : l'exemple des moto-taxis ⁸³

Le mototaxi de Villa el Salvador est un véhicule hybride, mi-moto mi-tricycle, fabriqué localement sur une structure de base d'origine japonaise. Il s'agit d'une technologie appropriée appliquée au transport des passagers. En effet, le mototaxi est un véhicule qui, bien qu'assez précaire et instable, se déplace facilement sur les rues étroites et sans asphalté de cette ville. Faut-il rappeler de plus que Villa el Salvador a été bâtie sur un terrain sablonneux où la circulation est extrêmement difficile !

Un mototaxi peut transporter jusqu'à trois passagers. Il n'a pas d'arrêts prédéterminés, ce qui le rend accessible à la circulation locale en tout temps un peu partout. Chaque mototaxi fait plusieurs voyages par jour. On trouve actuellement 2 500 véhicules de ce genre à Villa el Salvador, ce qui représente 5,5% de tous les mototaxis de la province de Lima (où on en enregistre un total de 45 000).

Bien que cette forme de locomotion ne soit apparue que dans les années 90, l'organisation des travailleurs impliqués est très forte. Les propriétaires des véhicules sont regroupés en 20 entreprises ou associations qui adhèrent, à leur tour, à une fédération locale des mototaxis⁸⁴. Une confédération au niveau national représente la totalité des fédérations locales. Chaque association, comme «*l'Asociación 2 de Mayo*» de VES, peut compter environ 40 personnes. Ces associations, mis à part leur rôle corporatif, ont des mécanismes d'entraide, notamment pour l'achat des nouveaux véhicules. Un mototaxi coûte environ 4 500 dollars américains, ce qui représente la moitié ou moins encore de la valeur d'une voiture classique.

L'organisation du travail est également assez complexe. Les mototaxis couvrent un territoire assigné, que l'on reconnaît par la couleur du toit du véhicule, qui peut être jaune, vert ou bleu. Ils peuvent être exploités par les propriétaires eux-mêmes ou par des chauffeurs qui les louent à l'heure

⁸³ Une entrevue auprès de M. Daniel Delgado, président de l'Association des Mototaxis «2 de Mayo» a été d'une grande valeur pour développer ce point. M. Delgado a, par ailleurs, acquis son propre mototaxi en 1994 grâce à une indemnité de licenciement comme travailleur du secteur public.

⁸⁴ Nous ne disposons malheureusement pas d'information sur la forme institutionnelle de ces organisations.

ou à la journée. La journée de travail pour les travailleurs du secteur est longue, entre 12 et 15 heures. Ils gagnent un maximum de 50 *soles* par jour. Le coût du voyage n'est pas préétabli et se marchandé en général avec le chauffeur. La moyenne, toutefois, se fixe à un *sol*, mais cette valeur peut varier en fonction de la distance à parcourir et du nombre de passagers.

L'absence d'une régulation dans le secteur fait que conduire ou prendre un mototaxi comporte encore un risque assez élevé pour les travailleurs aussi bien que pour les passagers, qui doivent forcément assumer eux-mêmes les coûts et autres conséquences entraînés par des accidents.

Le développement de ce secteur s'est beaucoup accéléré dans la première partie de la décennie 1990, plusieurs travailleurs du secteur public licenciés s'y étant investis. Conséquence de la pression exercée par le FMI, la plupart des États latino-américains ont encouragé, directement ou indirectement, au cours des années 1990, le développement du travail autonome.

Le secteur des mototaxis surprend par son dynamisme et son efficacité à fournir un service adapté à la spécificité locale. Moyen de transport qui combine harmonieusement une technologie appropriée et des bas coûts, il s'agit, de plus, d'un secteur d'embauché non négligeable pour les résidents de VES. Au moment de s'interroger sur la contribution de ce type d'activités au développement local, il apparaît clairement qu'il y a une coexistence de logiques entrepreneuriales libérales avec des traits sociaux qui rapprocheraient également ces activités d'une économie solidaire. La dimension sociale s'exprime notamment dans la force de l'organisation du secteur constitué localement. En effet, les instances d'organisation de ce secteur dans le contexte local de VES contribuent à la construction de nouvelles formes de cohésion sociale. Certaines questions mériteraient néanmoins que l'on aille plus loin dans l'analyse. Les relations propriétaires - locataires ou travailleurs sont-elles davantage hiérarchiques ou davantage démocratiques ? Les ambitions du secteur sont-elles d'améliorer le système de transport ou de ne faire que du profit ? La location des mototaxis se fait-elle dans le but de créer des emplois locaux ou bien pour générer principalement des profits ?

En dépit d'une certaine tension entre les deux logiques, libérale et solidaire, il n'en demeure pas moins vrai que la dimension de «proximité» est présente dans le secteur.

5. L'économie locale à VES

L'analyse des différents secteurs d'activité de Villa el Salvador révèle l'existence d'une véritable économie locale. Cette économie est très dynamique et montre, malgré la situation économique générale, des signes de vitalité, voire de croissance. Le Parc Industriel constitue le noyau central de

cette économie de VES car il détient, en termes de génération de revenus, la partie majoritaire. Mais la structure économique est soutenue également par un marché secondaire, comme celui des mototaxis, les marchés formels et informels, les tricoteuses et autres, sur lesquels nous ne nous sommes pas attardés dans le cadre de notre enquête.

De l'analyse de cette structure économique se dégagent certaines constatations :

- 1) La faible présence du secteur public national dans le financement ou le soutien technique ;
- 2) La pro-activité des travailleurs locaux dans le développement d'une économie locale ;
- 3) Le soutien technique et financier de la coopération internationale ;
- 4) L'émergence des structures de soutien locales autre que le Service de promotion industrielle de la municipalité de VES ;
- 5) La présence des «traits d'une économie solidaire» dans l'économie générale de VES à plusieurs niveaux : le rapport salarial qui est soumis à des formes de régulation non traditionnelles, l'organisation du travail, la quête des services adaptés à la réalité locale (besoins et capacité économique de la population locale, etc.), des formes organisationnelles du travail «intragremios» innovatrices (coopératives et non concurrentielles), etc.

1. Origine du projet de recherche monographique à Villa el Salvador (1989-1999)

L'enquête sur Villa el Salvador a quelques antécédents :

- une première visite de Louis Favreau à Villa el Salvador (en 1975) dans les débuts de l'expérience ;
- une visite, en 1989, de Lucie Fréchette et Louis Favreau avec le directeur des services de planification urbaine de Villa el Salvador à l'époque, A. Zapata, de l'ONG DESCO ;
- la mise en œuvre d'un programme de coopération Québec - Pérou, animé par Lucie Fréchette et Louis Favreau, entre l'université du Québec à Hull et des ONG liméennes (de 1989 à 1995), à Villa el Salvador, dans quelques écoles et quelques groupes résidentiels ;
 - 1) un article dans la revue *Économie et Humanisme*, écrit en collaboration avec des Péruviens (Favreau, Fréchette, Péralta et Zapata, 1993) sur l'aménagement du territoire à Villa el Salvador (les places communes et la structuration du voisinage par groupes résidentiels) ;
 - 2) une visite approfondie en 1997 avec des dirigeants du Parc industriel dans le cadre d'activités liées à la Première rencontre internationale d'économie solidaire (Lima, juillet 1997 ; Ortiz et Munoz, 1998) ;
 - 3) deux articles signés de Louis Favreau et Lucie Fréchette sur l'itinéraire de Villa el Salvador sur 30 ans dans la *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives* (RECMA).

2. Le travail de recherche en 1999-2000

Puis, dans le cadre des démarches de recherche qui allaient donner naissance au *Groupe de recherche sur la société civile et l'économie sociale* du programme STEP (BIT) en 1999-2000, nous avons capitalisé sur nos informations antérieures et sur nos contacts pour fouiller plus à fond Villa el Salvador. Deux collaboratrices de recherche, Manon Boulianne et Solange van Kemenade, se sont jointes à nous et se sont rendues sur place à l'automne 1999.

Nous avons préalablement obtenu la collaboration de la municipalité, du Groupe d'économie solidaire du Pérou et d'une ONG canadienne présente à Lima (SUCO) pour soutenir la démarche de recherche qui fut la nôtre.

2.1 Les questions de départ

Cette démarche portait sur les questions suivantes : 1) le parc industriel : l'économie informelle est-elle le creuset d'une économie solidaire ? Qu'est-ce que VES nous apprend à ce sujet ?; 2) l'organisation autogestionnaire de VES : du groupe résidentiel jusqu'aux délégués de la CUAVES, quelle est l'organisation démocratique d'une communauté autogérée de 350 000 habitants qui est en même temps une municipalité au sens moderne de ce terme (démocratie représentative) ; 3) l'organisation des femmes et des jeunes à VES : dans les groupes résidentiels, dans les associations comme les cuisines collectives et la fédération des femmes de VES, quelle est la participation des femmes et des jeunes à l'économie sociale et solidaire, au développement local et à la vie démocratique ? ; 4) l'organisation communautaire de ce bidonville de la banlieue Lima (et autres bidonvilles) : quelle est la capacité de reproduction d'un développement local intégré comme nous en fournit VES ?

2.2 La grille générale de collecte de données

Une grille générale de collecte de données servait de point de références :

- 1) les conditions d'émergence des initiatives : origine de celles-ci, partenariats de démarrage, leadership de départ... ;
- 2) la mobilisation des acteurs et leur projet : les porteurs de projets, leur projet (cause sociale) et leurs réseaux... ;
- 3) les modes et systèmes d'organisation : agences de développement, OSBL, coopératives, entreprises sociales... de même que les moyens et ressources mis en œuvre ;
- 4) les formes institutionnelles et médiatiques générées : les partenariats constitués, le rapport des initiatives aux pouvoirs publics, les règles du jeu (contrats, accords) établis... ;
- 5) les retombées : les effets bénéfiques et les effets non prévus et plutôt négatifs qui permettent de fournir des éléments de bilan aux plans des réalisations de l'économie sociale et de l'organisation économique et sociale du bidonville ;

- 6) les perspectives anticipées : les pistes d'avenir permettant d'examiner les obstacles et les conditions de réussite des initiatives.

2.3 Grilles spécifiques d'enquête sur Villa el Salvador (autour de trois axes)

Dimension sociale et socio-spatiale du développement local à VES.

Les activités des groupes résidentiels à Villa el Salvador (organisation socio-spatiale de VES).

- 1) quartier et voisinage (formes d'entraide, cycles et intensité de l'entraide...);
- 2) organisation des groupes résidentiels autour des questions de santé, d'éducation, de logement, etc. : tenue des assemblées, nomination des dirigeants, mise sur pied des comités de travail, délégation à la CUAVES...;
- 3) contribution des différents sous-groupes qui composent le quartier : femmes, hommes, jeunes...;
- 4) institutions locales (structures éducatives, de santé et de services sociaux, sportives, culturelles et religieuses) : écoles, dispensaires, centre communautaire, cuisines collectives, clubs déjeunes, communautés de base et église locale...

Dimension économique du développement local à VES Les activités économiques

informelles et solidaires à Villa el Salvador dans les groupes résidentiels.

- 1) données de base sur l'activité informelle à VES : nombre approximatif d'entreprises, pourcentage de la population vivant dans l'économie informelle, secteurs (habitat informel, transport informel, marchés informels...);
- 2) fonctionnement-type d'une entreprise d'économie informelle : étude de cas (créneau, main-d'œuvre, mise en marché...);
- 3) les réseaux économiques dans les groupes résidentiels (coopératives d'achat...);
- 4) économie locale (petits commerces et petites entreprises) : ateliers de réparation, épicerie, caisses d'épargne...

Les activités économiques du parc industriel de Villa el Salvador.

- 1) itinéraire du parc de sa naissance à aujourd'hui ;

- 2) la propriété du parc : Gouvernement central, représentants de la CUAVES et de la municipalité ;
- 3) les associations de petits entrepreneurs et de commerçants du parc : composition, rôle, force, mode d'organisation, activités... ;
- 4) services auxiliaires soutenant les différentes branches de production : école de métiers, complexe commercial, centre de développement industriel ;
- 5) le dernier plan de développement du parc : caractéristiques et faits saillants ;
- 6) la mobilisation de capital dans le parc industriel de VES (support financier aux entreprises) : qui ? depuis quand ? comment ?... ;
- 7) les postes de travail à VES : types d'emplois, qualité de l'emploi, conditions de travail... ;
- 8) les commerces, petites entreprises manufacturières et les micro-entreprises de services : origine de ces entreprises, secteurs stratégiques, statut (informalité relative, privée, d'économie sociale), fiscalité des entreprises à VES, organisation du travail, perspectives de développement...

Dimension socio-politique du développement local à VES.

L'organisation de la Communauté autogérée de Villa el Salvador (la démocratie participative) et de la municipalité (la démocratie représentative) à Villa el Salvador :

- 1) les services municipaux à VES (eau, déchets, bibliothèques, radio communautaire...) ;
- 2) organisation de la démocratie représentative : partis, élections, conseil municipal ;
- 3) organisation des groupes résidentiels autour des 120 places communes.

L'organisation des mouvements sociaux locaux à VES :

- 1) la place des femmes dans le développement de Villa el Salvador : fédération des femmes, cuisines collectives, comités de travail des groupes résidentiels ;
- 2) la place des jeunes dans les groupes résidentiels, les activités sportives et culturelles... ;
- 3) les organisations syndicales ;
- 4) la place des ONGD locales et internationales.

2.4 Le programme de travail sur place à l'automne 1999

Sur place, le programme de travail a été, grosso modo, le suivant :

1. La première étape prévoyait des observations... de plus en plus participantes (visites, rencontres, participation à des réunions ou assemblées, etc.) et un recueil de la documentation pertinente.

Après avoir pris connaissance des lieux (logement, santé, alimentation, mesures de sécurité, etc.) bref, l'organisation de la vie quotidienne :

- 1) visite de la municipalité de Villa el Salvador (les différences services de la municipalités : la télévision communautaire, le service de planification urbaine, etc) ;
- 2) visite du parc industriel : vue d'ensemble et rencontres de dirigeants du parc ;
- 3) visite de groupes résidentiels de VES (au moins deux qui sont assez différents en termes d'âge, de fonctionnement démocratique, de dynamisme local...);
- 4) visite d'ONGD engagées dans le soutien à l'économie sociale / solidaire : la CEAS, les SEA, le GES, DESCO, etc.

2. La deuxième étape prévoyait surtout des entrevues avec des informateurs-clés.

Rencontres planifiées avec une douzaine d'informateurs-clés sur VES :

- 1) dirigeantes de la Fédération des femmes de VES (et des cuisines collectives, groupements d'achat.);
- 2) dirigeants de groupes de jeunes ;
- 3) dirigeants de la CUAVES ;
- 4) dirigeants de la ville (conseillers municipaux...);
- 5) dirigeants de secteurs du parc industriel (association des petits entrepreneurs, école de formation professionnelle, agence de mise en marché...);
- 6) chercheurs connaissant bien VES et les mouvements sociaux péruviens : A. Zapata (VES), Denis Sulmont (les mouvements sociaux au Pérou) ;
- 7) retour dans des groupes résidentiels.